

INTRODUCTION

Les événements de 1976 à Majunga ont déjà suscité plusieurs articles à titre d'exemple nous avons sélectionné quelques uns : « les évènements de Majunga : une manœuvre de provocation impérialiste » (*Madagascar Renouveau* 1977 ;17-19), « archéologie d'un génocide : le massacre des Comoriens de Majunga » (Gou 2002 :8-12), puis « un banal fait divers (incident comoro-malgache de décembre 1976 »(Andriamirado 1977 ;08), « un témoignage sur le massacre de Majunga » (Devillard 1977 : 09,) .

Il s'agit d'articles traités par des journalistes de différents quotidiens et mensuels nationaux et étrangers. En ce sens, il est évident qu'en voulant impressionner leurs lecteurs, ils vont choisir des titres émouvants. Et de là, certaines informations perdent le sens réel des faits. Il y'a eu certes une divergence sur les arguments mais le fond reste le même. En revanche, les hostilités proprement dites et les répercussions qui suivirent n'ont pas été étudiées par les historiens, et demeurent mal connues. Les pages qui suivent ont l'ambition de contribuer à combler une lacune de l'histoire régionale malgache et comorienne.

Les hostilités anti-comoriennes¹ de Majunga de 1976 furent un phénomène d'une importance et d'une ampleur telle qu'il est difficile d'en donner une synthèse définitive. Notre essai d'interprétation historique va s'attacher à définir quelques aspects essentiels. A l'examen de certaines événements de même nature qui se sont produits sur le sol malgache (les hostilités de 1947 à Tamatave, les hostilités anti-karana de 1976 à Tuléar) et même dans le monde (les Dahoméens en Côte d'Ivoire en 1933 et les Juifs en Allemagne en 1939) il est à constater que la toile de fond est un problème d'appréciation de l'intégration sociale des immigrants par les autochtones.

Bâtie par les « Antalaya », premiers habitants des îles comoriennes, Majuscule fut une ville à vocation d'immigrants. Elle a servi les intérêts en particuliers économiques des royaumes du Boina, du Menabe, puis Merina. Cette fonction de la ville a causé la montée incessante de l'immigration.

Depuis le XIII siècle, la ville portuaire de Majunga constitue, une zone d'accueil pour beaucoup de Comoriens comme pour des migrants nationaux, (Merina,

¹ Connues sous le terme de Kafa en langue comorienne.

Betsileo, Betsirebaka²...) et étrangers en l'occurrence les Indiens. Aujourd'hui plus qu'hier une diaspora comorienne a élu domicile dans la province que la ville polarise (Battistini ; 1986, 71). L'insertion de ces migrants a contribué à la prospérité économique et à l'épanouissement de Majunga. Cette prospérité économique connut cependant un frein du 20 au 22 décembre 1976, à la suite des hostilités d'une violence particulière, qui se sont déroulées dans la ville portuaire. Plus de 1000 Comoriens ont trouvé la mort. La majorité des survivants de ces hostilités est rapatriée dans les îles Comores.

À court terme, les conséquences de ces événements ont désorganisé d'une part, les structures économiques de la ville de Majunga ; et d'autre part, elles ont déstabilisé le régime d'Ali Soilihi (1975-1978), le chef de l'Etat comorien

Les hostilités de Majunga se sont déroulées, il y a de cela près de trois décades. Il nous est donc apparu indispensable d'évoquer les éléments des problèmes d'intégration des Comoriens à Majunga, autant parce qu'ils sont des étrangers que parce qu'ils ont une culture différente notamment religieuse. La toile de fond des tragiques incidents fut dans les deux pays des changements politiques profonds, indépendance nouvellement acquise aux Comores suivie d'un choix politique en faveur du socialisme, chute de la Première république comorophile à Madagascar et virage en faveur d'un socialisme nationaliste.

L'évocation de ces éléments pourra-t-elle, nous permettre de faire la lumière sur ce qui s'est réellement passé pour pouvoir accepter, pardonner et enfin dépasser ces hostilités pour envisager des relations bilatérales orientées vers l'avenir.

Telles sont les conditions qui ont guidée nos recherches et nos réflexions.

Les hostilités (Kafa) de Majunga restent un souvenir ineffaçable dans la société majungaise dont les Comoriens font partie. Mais ils font aussi partie de l'histoire des Comores.

² - Terme générique désignant les groupes sociaux du Sud-Est, vivant hors de leur région. (Antaisaka, Antaimoro, Antefasy.)

Depuis le XIII^e siècle, la côte Nord- Ouest de Madagascar accueille des groupes de personnes venant des Comores, d'Afrique orientale, du Golfe persique et de l'Inde. Ces immigrants se mêlèrent aux habitants de la grande Ile. Certains de ces groupes se servirent des îles Comores comme relais entre le continent et Madagascar. Entre ces groupes, les Antalaotra, commerçants islamisés, sont parmi les pionniers des relations suivies entre Madagascar et les Comores. Plusieurs s'installeront dans l'île. Le mot « antalaotra » est d'origine indonésienne et signifie « *ceux qui viennent de la haute mer* » (Boiteau, 19 :35)

Ces islamisés qui, à partir du XIII siècle, établirent des relations entre l'Afrique, les îles Comores et les côtes de la Grande îles, étaient composés en grande partie d'éléments originaires de l'Archipel des Comores (Delval 1978 : 94) ; Ils furent les représentants les plus anciens d'une présence comorienne à Majunga donc à Madagascar.

Pour les siècles passés, l'histoire des Antalaotra est donc, en partie l'histoire des occupants des Comores sur les côtes majungaises. Du XII^e au XVIII^e siècle, ils occupèrent sur la côte Nord-Ouest de l'Ile en pays antakarana et en pays sakalava des comptoirs commerciaux qui connurent des périodes de prospérité et de déclin (Verin 1975 : 76).

Au XVIII^e siècle leurs activités se développaient en même temps que le royaume sakalava de Boina. Vers 1750 des Antalaotra venus du Boina fondèrent Majunga (Verin 1975 : 76). En 1792 on y comptait plus de 6000 Antalaotra. (Blanchy 1995 :325) . Leurs réseaux commerciaux pénétraient jusqu'à l'intérieur des terres où par exemple leur influence reste encore perceptible. Le vendredi jour de prière pour les musulmans, est le jour du Souverain et le jour du marché en Imerina.

On ne peut donc pas dire que l'unification menée par le Royaume de Madagascar au XIX^e siècle allait contribuer à leur fuite. En effet, le déclin est dû à la montée des impérialismes européens au XV et XVI siècle ; puisque ces comptoirs sont bombardés par les Portugais à plusieurs reprises. De plus le commerce se déroule désormais sur la côte Est de l'Océan Indien c'est-à-dire entre Madagascar, La Réunion et Maurice et ne concerne plus les produits demandés par l'Afrique de l'Est (Zanzibar notamment) et surtout le monde islamisé. Comme l'unification a fait

déguerpir certains mais elle a aussi entraîné à des assassinats pour les récidivistes. Ce fut le cas de Majunga en 1825 lorsque le gouverneur de cette ville, Houssen, refusa de se rendre au roi Radama Ier (1810 – 1825) et fut tué.

A la fin du XIX^è siècle on comptait à Majunga 600 Antalaotra d'installation ancienne à côté de 30 Comoriens nouvellement établis (Delval 1978 : 95). Sous l'administration française, un développement de l'immigration est enregistré. L'administration française utilisait des policiers comoriens à Madagascar et des administrateurs malgaches dans la colonie française des Comores.

Trop à l'étroit dans leur archipel, les îles Comores surpeuplées avaient besoin de trouver un exutoire pour leur excédent de population. Comme les Comores et Madagascar étaient devenus des possessions françaises, respectivement en 1886 et 1896, la circulation était facilitée entre les deux territoires. Jusqu'à la Seconde guerre mondiale ces entrées comoriennes vers Madagascar se firent au rythme moyen de 500 par an (Delval 1978 : 96).

Les chiffres suivants permettent de voir le mouvement de migration des Comoriens vers Madagascar durant la période de l'administration française.(Delval 1978 :98)

1905.....	1000
1921.....	6300
1934.....	14000
1936.....	15000
1950.....	26000
1951.....	28000
1959.....	46000
1960.....	49000

Les provinces de Diego-Suarez et de Majunga accueillait les 9/10^{ème} de la population comorienne de Madagascar. (Delval 1978 : 99) Majunga fut la première ville comorienne à Madagascar. Les chiffres de 1960 donnent pour les principaux centres les effectifs suivants : (Delval 1978 :99)

Tamatave.....	650
Tananarive.....	1 000
Ambilobe.....	3 000
Nossibe.....	3 000
Diego-Suarez.....	5 700
Majunga.....	27 000

L'immigration comorienne est donc essentiellement urbaine car ces six villes réunissent 82,3 % de la population comorienne de l'île et la ville de Majunga à elle seule en abritait 55 %, le quartier populaire de Mahabibo ' Majunga regroupait plus de Comoriens que la plus importante localité de l'Archipel et faisait de Majunga la première agglomération comorienne du monde. (Delval 1978 : 99)

L'évolution politique de Madagascar et son accession à l'indépendance placèrent les Comoriens dans la position d'étrangers dans un pays qu'ils avaient adopté et où ils avaient jusque là l'impression d'être chez eux. Leur statut d'étranger fut consacré par les accords de coopération entre Madagascar et la France, signés le 27 juin 1960. Néanmoins, la convention d'établissement leur accordait des droits analogues à ceux des nationaux malgaches. Dans une République Malgache très francophile, l'indépendance de celle ci ne signifiait pas de grands changements par rapport à la période coloniale.

En effet, avant l'indépendance des Comores en 1975, les Comoriens ne se désintéressaient pas de la vie politique locale. Dans la ville de Majunga, ils

constituaient une clientèle électorale recherchée par les leaders politiques locaux. Comme par exemple ceux des PSD, l'AKFM. Plusieurs Comoriens siégeaient au conseil municipal où, détenant le deux tiers (2/3) des sièges, leur vote était déterminant (Delval 1978 :102). Ainsi les Comoriens étaient protégés à Madagascar jusqu'aux heures de l'indépendance de l'archipel le 6 juillet 1975. Celle-ci allait placer les Comoriens de Madagascar dans une situation confuse. À l'exception des Mahorais, les Comoriens ont perdu la protection de la France. Et aucune représentation officielle comorienne n'avait pris le relèvement. Ce n'est que trois mois avant les hostilités, le 23 octobre 1976 que le ministre des affaires étrangères comorienne, M. Mouzaïr Abdallah inaugura à Antananarivo la mise en place de l'ambassade des Comores. La prise du pouvoir d'Ali Soilihi en 1975 et l'orientation socialiste de sa politique trouvèrent un écho favorable auprès des autorités malgaches au début de la Deuxième république. Officiellement le gouvernement malgache était bienveillant à l'égard des « frères comoriens » et ils n'étaient pas tenus de fournir un contrat de travail en bonne et due forme comme les autres étrangers pour s'installer à Madagascar. (Delval 1978 :104)

C'est dans de telles circonstances qu'interviennent les tragiques événements de décembre 1976. Mais la question que nous nous posons est de savoir pourquoi ces hostilités ont –ils eu lieu et pourquoi c'est dans la ville de Majunga qui se sont déroulés ?

Nos réflexions se réfèrent donc à la période allant de 1976 à 1977. Le plan que nous adoptons, se justifie par le souci de centrer toute l'étude sur les hostilités, (ou kafa). Le travail ainsi se divise en cinq chapitres : Le premier chapitre porte sur la présentation de la ville de Majunga et son historique. Il s'attache à définir son rôle de pôle d'immigration regroupant différentes communautés. Le second chapitre traite du contexte malgache : de la période coloniale jusqu'à la première République. Le Chapitre trois présente les hostilités de décembre 1976 à Majunga. Ensuite le quatrième chapitre porte les lieux de refuges des rescapés, le bilan et le rapatriement des Comoriens. Et enfin le cinquième chapitre propose une « autopsie » des hostilités selon une méthode classique d'investigation historique où l'analyse dégage des niveaux croissants de complexité (causes immédiates, causes profondes). Ainsi nous trouverons l'explication sociale et la cohabitation et nous évaluerons les conséquences directes de l'hostilité dans la ville de Majunga.

En annexe le lecteur trouvera les documents qui faciliteront la compréhension de l'ensemble³.

³ Nous tenons à préciser que nous allons procéder, tout au long de notre travail, au système dit,

:

Les sources :

Nous nous sommes servis des sources suivantes

1) **Sources orales** : Les enquêtes orales furent faites en novembre 2004, auprès des témoins et acteurs des hostilités de Majunga de 1976, Comoriens et Malgaches de Majunga⁴, de Tamatave, ainsi que les rapatriés aux Comores (Sabena)⁵.

A) méthodes d'enquêtes

1- Les différents témoignages, nous ont servi à situer l'émigration comorienne à Majunga dans un contexte général ; Ils nous ont permis de connaître les situations qui prévalaient entre les différentes communautés. L'ensemble des interviewés appartient à la génération des sexagénaires. A l'époque des hostilités, ils avaient plus de 25 ans et furent des témoins directs voire des acteurs des hostilités. Dans l'ensemble, ils sont crédibles. D'ailleurs si l'on considère la notion d'âge, ils appartiennent à la dernière génération aussi importante capable de confirmer ou infirmer des éventuels transformations. Force est de constater que cette génération commence à s'éteindre. La mort de l'ancien chef de province en 2004 nous a beaucoup affaibli vu le nombre d'informations qu'il pourrait nous fournir. Elle laisse une immense lacune qui affecte notre travail car sa version sur ces hostilités pourrait nous amener un peu plus loin. Et ce dernier accusé par la plupart de nos informateurs d'incompétent aurait pu se défendre.

2- Les enquêtes se sont effectuées par enregistrement sur bandes magnétiques à partir de questionnaires. Certains ont refusé l'enregistrement étant donné le caractère délicat de notre sujet de mémoire, prétextant encore qu'ils ont peur de révéler quelques informations qui pourront être politisées. Selon Moustoifa Houmadi, secrétaire général à la préfecture de Majunga lors des hostilités,

Harvard. Nous avons suivi à la lettre les recommandations de la CODESRIA

⁴ A Majunga , c'est Houmadi hachim de la mosquée de Zanatany, ancien militant de l'AKFM, Radjab AREMA , animateur connu et militant de AREMA , le greffier en chef de la tribunal de Majunga qui est du SUD de Madagascar, à Tamatave , Mouhoudhoire, Abdou, lot 1582 , p11e 31/11 Tanambao II Tamatave.

aujourd'hui retraité, « *il s'agit d'un passé du pays mais non pas d'un régime puisque d'un moment à l'autre ça peut ressurgir les démons enterrés, dans une période aussi fragile comme celle-ci.* » (Moustoifa, interviewé le 25 mars 2005 à son domicile, Majunga)

Ces personnes ont donc refusé l'enregistrement par contre ils ont accepté la prise de note, qui nous paraît difficile car beaucoup de propos seraient mal notés ou bien oubliés. Au cours de nos enquêtes, nous avons interrogé dix Comoriens et sept Malgaches.

Parmi les dix Comoriens, seuls, trois sont des rapatriés interrogés aux Comores même. Et l'un d'eux est revenu vivre à Majunga après cinq années de vie à Ouani aux Comores. Les sept demeurant toujours à Majunga avec des épouses malgaches, nous ont donné leur témoignage. Leurs épouses ont joué un grand rôle dans leur survie, le cas de Houmadi Hachim⁶, qui nous ont fourni énormément de renseignements précis puisqu'elles circulaient librement au cours des hostilités.

La fréquentation de nos informateurs se faisait par rendez-vous à leur domicile mais aussi sur leur lieu de travail ; ce fut le cas du le chef greffier qui nous a reçu à son bureau de dix heures jusqu'à midi.

Les informations fournies par ceux qui se trouvent aux Comores, nous sont parvenues par l'intermédiaire de notre oncle Ibrahim Bouchrane, après l'envoi de questionnaire.

Des parents, des enseignants et d'autres survivants ont contribué à ces enquêtes orales, en particulier :

- Mouhoudhoire Abdou (72 ans) policier retraité, Comorien vivant à Tamatave depuis 1978 après avoir passé une bonne partie de sa vie à Majunga depuis 1951 ; date à laquelle il a immigré.

- Mouhoudhoire Thouen (70 ans) fonctionnaire à la préfecture en 1976 ; fonctionnaire à la retraite, Comorien résidant aux Comores. Il fait partie de ceux qui

⁵ Les rapatriés sont connus et appelés du nom de la compagnie belge « Air Sabena » qui les a rapatriés vers les Comores

⁶ Houmadi Hachim, né en 1921 à Morafeno, Majunga I.

sont communément appelés « Sabena » du nom de la compagnie aérienne qui les a rapatriés.

-Mohamed Hachim, (79 ans), journaliste retraité à la Radio Madagascar, Comorien habitant à Majunga.

-Mhadji Houmadi (dit foundi Sabena, 58 ans), élève en 1976 ; théologien musulman, un « Sabena », vivant aux Comores.

- Assoumani Moissi,(50 ans) élève en 1976 ; chef de service au C.H.U.de Majunga, il est né à Majunga de parents comoriens.

-Abdullah dit « pêcheur » (56 ans), élève en 1976 ; directeur de société de navigation maritime et aérien en liaison avec les Comores ; résidant à Majunga.

-Abdou Bacar, (63 ans), maçon charpentier, Comorien de père et mère sakalava. il est un « *Zanatany* » (ce terme désigne les natifs à Madagascar et les métis Comoro-malgache) vivant à Majunga.

- Ali Mointzé, (65 ans) commerçant, Comorien vivant à Andavamamba à Tananarive.

- Houmadi Moustoifa (72 ans) secrétaire général à la préfecture en 1976 ; retraité de la préfecture de Majunga, Comorien demeurant à Majunga.

- Andriamalala dit Robson (63 ans), commerçant, Malgache demeurant à Majunga.

-Andrianosy Louis (60ans) capitaine à la gendarmerie à Majunga en 1976 directeur général de la sécurité nationale.

-Fredo (64 ans) gendarme en 1976 à Majunga, chef du quartier Matsinjo Majunga, Malgache résidant à Majunga.

-Latmers Rangers (60 ans) journaliste, Malgache demeurant à Tananarive dans le quartier de Faravohitra.

-Henry Richelson, (61.ans) Major en 1976, vice président du fokontany Tsaramandroso Ambany Majunga, Malgache vivant à Majunga.

- Rabarijoana Benjamin, (75 ans) agent au service provincial de finance en 1976 ; retraité au service provincial de finance de Majunga, Malgache vivant à Majunga.

-Pierre Lenoble, (45.ans) élève lors des hostilités, archiviste aux archives nationale de Tananarive.

B) Difficultés

Il est évident que tout travail entrepris par un individu est toujours confronté à divers problèmes. En ce qui concerne notre travail, ce sont les difficultés méthodiques. Pour ce faire, nous avons rencontrés tout au long de nos recherches ceux-ci :

1) la réticence des informateurs

Pendant les discussions, nous avons eu pas mal de difficultés. Des informateurs ne voulaient pas raconter tout. Certains d'entre eux ne voulaient pas perdre leur temps pour une chose qui ne leur apporte rien. Donc il nous a fallu assurer des journées de bazar pour enfin recueillir leurs informations qui nous paraissent intéressantes. La plupart des ces informateurs sont les épouses des Comoriens.

Au cours des enquêtes, nous avons constaté un important pourcentage d'informations contradictoires. Nous fûmes amenés à interpréter les données en tenant compte des caractéristiques de l'informateur : Un Comorien marié à une Malgache, ou un Comorien marié à une Comorienne, un Zanatany. Ainsi nous avons attaché une importance particulière aux renseignements, aux hésitations et aux silences de la personne interrogée.

2) le non maîtrise de la langue malgache

Nous avons eu encore des difficultés auprès des informateurs ne sachant pas parler le français, alors que nous même ne le maîtrisons pas, aussi nous avons fait

appel aux services d'un traducteur bilingue (malgache- comorien et malgache-français).

A plusieurs reprises, certains informateurs ont eu à jouer le rôle d'indicateur dans les recherches. Ils nous ont indiqué des personnes ayant eu un rôle très important pendant les hostilités. C'est le cas de M. Henry Richelson agent de la gendarmerie nationale à Majunga. En fait, Massoundi ⁷ nous a dirigé vers la préfecture de Majunga pour chercher des documents. Arrivé à la préfecture, le personnel nous a déclaré malheureusement que les documents concernant cette affaire ont été transférés aux archives de la gendarmerie de Majunga. Suivant cette piste, à la gendarmerie les documents ont été expédiés au parquet, au tribunal de Majunga. Enfin, au tribunal, le greffier en chef nous a accueilli et fait savoir qu'il est impossible d'accéder à ces dossiers car d'après lui, ils ne sont pas encore ouverts au public c'est -à- dire ils ne sont pas encore sous le coup de la prescription . C'est alors que nous avons fait connaissance avec le greffier en chef. Lors de notre passage à la gendarmerie, deux officiers nous ont livré le nom de ce retraité, ex-capitaine, major au moment des hostilités, M. Henry Richelson. Ils nous ont même déclaré qu'ils sont incapables de nous répondre comme le ferait cet ex-capitaine. Donc le seul moyen c'est de voir ce dernier. Ils nous 'ont confié le nom et l'adresse sous serment de ne pas révéler leurs noms à celui-ci.

Ce dernier nous a aussi conduit de la même manière à prendre contact avec Benjamin Rabarijaona⁸ et autres. Etant donné que le présent mémoire de maîtrise porte sur les hostilités de décembre 1976 à Majunga , nous nous sommes intéressés à la situation qui a été à l'origine de l'émigration et la situation des rapatriés , vivant aujourd'hui aux îles Comores.

Les enquêtes ont été entamées en début novembre 2004. A Majunga, le mois de décembre, les gens étaient un peu réticents à nous accorder un entrevu, par peur de représailles au niveau du gouvernement actuel ; comme il s'agit d'un sujet qui pourrait être étudié par les autorités malgaches. Mais il nous a fallu vaincre bien des réticences pour obtenir l'entretien désiré. Quelques-uns ont même préféré se dérober à nos questions.

⁷ Massoundi, un de nos informateurs, surveillant général du CEG de Mahabibo, professeur d'histoire.

⁸ (B) Rabarijaona, né en 1930 à Majunga, retraité du service provincial de finance à Majunga. en

Quelque uns ont fini par nous interdire de parler d'eux dans cette étude. Cette situation nous a poussé à adopter une nouvelle stratégie consistant à dépêcher des intellectuels influents comme Massoundi Hamidoun, pour mettre fin à ces turbulences.

L'enquête se complique suivant le cadre social des 'informateurs. Les retraités à la voirie ne racontent pas de la même façon que ceux de l'armée, de la préfecture, Il y a même certains qui se réservaient pour être le dernier à intervenir, prétendant qu'ils détenaient la vérité de cette affaire.

3) Manque d'Archives Régionales.

Dès la prise de contact avec notre enseignant- encadreur sur le choix de notre thème, nous nous sommes nourris d'espoir que les Archives Régionales de Majunga, la Bibliothèque Municipale de Majunga allaient nous fournir des informations très particulières sur les hostilités et sur la ville elle-même. A la plus grande surprise, sur le terrain ou à Majunga les Archives Régionales sont inexistantes ; par contre la Bibliothèque Municipale existe mais elle laisse à désirer. Cette nouvelle a ruiné tous nos espoirs. Heureux soit-il qu'il ait les Archives Nationales. En fait les Archives Régionales devaient être une priorité vu la grandeur du pays et la particularité du passé de chaque province. Cependant avant de mener nos enquêtes sur le terrain, nous nous sommes orientés d'abord sur les sources écrites.

2) Les sources écrites

Il y a deux sortes de sources écrites que nous avons consultées, les archives nationales malgaches qui se trouvent à Tananarive, dans le quartier de Tsaralalana. Nous avons fréquenté les locaux à plusieurs reprises du 07 décembre 2004 et au mois de novembre 2005.

a) **les archives nationales :**

Aux archives nationales, nous avons consulté la série D qui concerne les affaires politiques. Dans D 729 730, 731,732, 733, 734, 735, 736... D737 où on parlait un peu de tout de ce qui concerne les étrangers, nous n'avons pas vu apparaître le statut des immigrés comoriens. La congrégation comorienne ayant été assimilée avec les Malgaches, n'a pas été évoquée dans son ensemble. Par contre celle de Chinois et des Indiens reconnus officiellement faisaient l'objet de très bonnes recherches en histoire⁹. Une question se pose : les Comoriens étaient-ils assimilés aux Malgaches ?

Après avoir cherché le rôle des Comoriens dans l'administration coloniale et au début de l'indépendance à Majunga ; un rôle qui serait le germe du conflit entre les Betsirebaka et les Comoriens, nous avons cherché dans les journaux de l'époque les journaux éditant en malgache de la période étudiée. Les journaux importants comme *Madagascar Matin* de la période de décembre 1976 jusqu'au mois d'août 1977 sont introuvables. - *Océan Indien Actuel*, numéro 01 décembre 1977 et numéro 02 et 03 février 1978.

- *Eclair*, numéro 02 et 03 de décembre 1976 à janvier 1977.
- *Lakroan'i Madagasikara*, numéro 2027 du 19 décembre 1976.
- *Madagascar Renouveau* numéro 02 du décembre 1976.
- *Madagascar Matin* du 1^{er} décembre au 20 décembre et 28 décembre et tout l'année 1977.

Nous nous sommes acharnés sur ces journaux. A vrai dire, nous étions découragés par la prescription des documents des Archives Nationales. Cependant nous ne saurons écarter les difficultés rencontrées aux archives. Nous ne mentionnerons que les difficultés importantes.

La plus immédiate fut l'impossibilité où nous nous sommes trouvés de pouvoir consulter les dépôts d'archives publiques. Les dossiers de 1976 tombant encore pendant quelques années, sous le coup d'une interdiction de consultation. Si

plusieurs responsables d'archives ont tenu cependant à nous aider dans nos recherches, la plupart se sont vus contraints de refuser systématiquement la communication de tous les dossiers concernant les hostilités. Cette politique ne nous a pas facilité la tâche. Elle est sûrement responsable, pour une part, du véritable tabou qui affecte le souvenir des hostilités lors de nos enquêtes entre le mois de novembre 2004 et le mois d'avril 2005. Le plus souvent, nous avons rencontré bon accueil et parfaite gentillesse.

Ces difficultés n'ont pas été les seules. Nous nous sommes heurtés à l'écueil de la langue malgache. Aussi avons-nous dû aborder la documentation malgache avec la collaboration d'un traducteur.

Interprétation difficile encore parce que nous défrichions une piste pratiquement vierge. Les hostilités de 1976 à Majunga n'ont donné lieu à ce jour à aucune étude historique spécialisée. Il en va de même pour les événements de même type qui l'ont précédé dans l'histoire malgacho-comorienne contemporaine : qu'il s'agisse des incursions malgaches aux Comores au XVIII^e siècle, des rois malgaches aux Comores XIX et du début XX^e siècle ou, du rattachement des deux îles respectives.

Les enquêtes nous ont aussi permis de collecter certaines sources orales. Le bilan de ces témoignages nous a paru assez révélateur pour être présenté en annexe. De pure forme, que nous avons établis entre les hostilités de Majunga et le massacre des Comoriens à Majunga en 1976. Les enquêtes que nous avons faites nous ont apporté la conviction que l'emploi de l'une ou l'autre expression dans la bouche de tel ou tel était symptomatique de la manière dont il s'était situé pendant la période considérée. Ce sont généralement ceux qui, parmi les Malgaches qui parlent des événements de Majunga. Les Comoriens parlent plutôt des hostilités.

Cette mise au point pourrait clarifier une ambiguïté courante où l'on voit tous les faits mêlés ensemble, sans distinguer leurs niveaux de spécificité. Lorsque certains évoquent les « *événements de Majunga* », c'est trop souvent pour réduire à la répression de l'Etat malgache.

⁹ Archives de la République Malgache (ARM.) D 737.

Ce mémoire de maîtrise ne résout pas tous les problèmes soulevés par les hostilités. Il devrait toutefois permettre de s'en faire une idée plus exacte.

Quant aux centres de documentation des Comores (C.N.D.R.S.)¹⁰ tous les documents datant de l'époque coloniale sont rares voire même brûlés par le régime d'Ali Soilihi. Pour ce faire, Il nous a fallu, pour compléter notre travail, certains de ces documents- là.

Par ailleurs la documentation concernant notre étude a été archivée au C.N.D.R.S. et collectée et arrangée, ayant comme intitulé *Livre Blanc sur le massacre de Majunga (gouvernement comorien, 1977)*

La bibliothèque de l'Ecole Supérieure de Mvouni (ENES), transférée à l'université des Comores, nous était utile par ses innombrables documents.

Il n'en faut surtout pas oublier les sites Web des journaux *Mwezi net*, « *Comore online* qui nous ont énormément orienté dans nos recherches.

¹⁰ Centre de documentation et de recherches scientifiques

CHAPITRE I : la ville de Majunga

1- Historique de Majunga

Le chef de province écrivait déjà en 1902 « *Majunga est actuellement la ville de Madagascar qui compte le plus d'étrangers, on y côtoie toutes les races...* » (Rantoandro 1981 :74)

Dès le début de la colonisation, la migration est remarquable mais le plus excitant est la fondation de Majunga par des migrants qui en s'associant avec les rois du Boina ont pu s'offrir des terrains. Il s'agit de ce phénomène de 'ziva' (cousin), 'ralliement' qui est monnaie courante dans cette contrée Ouest de Madagascar. C'est donc le processus d'acceptation à la vie commune des Sakalava. Pour s'intégrer et avoir une place parmi les autochtones, il faudrait passer par le 'Ziva'. Pour ce faire, les Antalaotra ont eu la manie de contracter cette alliance auprès des rois dans XVIIIe siècle pour pouvoir détenir le droit de terrain. Ce prodige est toujours en vigueur car dans la dernière décennie du siècle passé, en 1997, (Goedefroit, 1998 : 54) en a fait l'expérience, elle a été adoptée par la famille du chef dans le Menabe. A la suite de cela, elle a eu le respect et la sympathie des autochtones. Voyons c'est ce qui passa avec les Antalaotra pour la fondation de la ville de Majunga.

En effet, l'ancien nom de Majunga ¹¹ vient d'une expression Antalaotra ¹² « Majunga » désignant la « *ville des fleurs* ». Comme en témoigne Grandidier (cité par Blanchy 1995 :325).

D'après lui, ce fut vers 1700, qu'eut lieu dans la baie de Bombetoka la fondation de *Mzi-angaya* par les Arabes Antalaotra. Selon S. Blanchy (1995 : 325) la fondation de la ville, entre 1742 et 1758 fut l'œuvre des Antalaotra, habitants des échelles islamiques des côtes malgaches. Elle est l'extension du monde Swahili à

¹¹ Majunga rebaptisé ainsi récemment par les Malgaches, « *qui rend fort* »

¹² En Swahili et en comorien, le nom de la ville signifie « *la ville des fleurs* »

Madagascar. Les Antalaotra étaient le produit d'un métissage entre des Arabes et les populations locales. Ils étaient des musulmans sunnites. Leur nom en malgache *Antalaotse* écrit ainsi par les auteurs anciens, est d'origine austronésienne. Il signifie « les gens du large ».

La description que Dumaine (cité par Blanchy 1995 :325) donne Majunga en 1792 est intéressante car il note l'existence de mosquées de chaque groupe religieux et il distingue le rôle des Indiens et les Arabes¹³ dans chaque entreprise commerciale. Pour lui: « *la ville de Moujangaya renferme plus de 6.000 Arabes et Indiens avec leur famille* » ; « *en outre la ville de Majunga devenait la capitale commerciale du royaume du Boina* ». De plus, « *les commerçants Antalaotra et Indiens servaient d'intermédiaires entre la reine Ravahiny et les marchands étrangers: longtemps les Antalaotra ne furent pas autorisés à construire des maisons de pierres, les Sakalava craignent qu'ils fortifient la ville et échappent à leur autorité* ».

Ravahiny reine, du Boina à la fin du XVIII siècle leva cette interdiction.

2] Majunga, terre d'accueil

Située entre les hautes terres centrales et le canal de Mozambique, la ville de Majunga offre d'importantes potentialités - favorables à une diversification des activités humaines et au développement économique. Ces potentialités de Majunga vont attirer une migration. Presque toutes les ethnies y figurent. La population de la ville est composée de Comoriens, Sakalava, Tsimihety, Makoa, Merina, Antadroy, Antesaka, Antemoro, Betsimisaraka, Betsiléo, Sihanaka, Indiens et les Arabes.

Ces différentes ethnies jouissent d'un climat côtier, tropical. Le climat est presque le même qu'aux Comores. Il y a une saison humide de décembre à avril-mai, les émigrations au départ des Comores sont moins fréquentes durant cette période à cause de la violence et de l'agitation de la mer.

Diverses raisons attireraient les immigrés Comoriens.

¹³ La notion d'Arabe ici fait mention aussi des Comoriens, Antalaotra

A partir du XIII^e siècle, dans le cadre de la civilisation Swahili, les Iles Comores servaient d'escale. Et il y a par la suite le peuplement à la fois des Comores et du nord de Madagascar. Les relations entre les îles Comores et la Grande île sont donc très anciennes. Plus tard, des relations privilégiées existèrent entre les ports « Antalaotra » de Madagascar et de l'Archipel des Comores en particulier la baie de Boeni (Le vieux Majunga). Le développement de la communauté comorienne se fera surtout à partir de la création de la ligne de navigation des Messageries Maritimes qui avait pour escales Tamatave-Diego-Majunga puis les Comores. Les Comoriens s'établirent dans la Grande île et se mêlèrent toujours aux Malgaches.

Géographiquement, Madagascar est le pays de l'Océan Indien le plus proche des Comores, l'île de Mayotte se trouve à une distance de 320 km de Madagascar. De la « Grande île » à Ngazidja (Grande Comore) il y a 440km.

Cette proximité peut constituer un des facteurs qu'a favorisé le départ des Comoriens vers Madagascar. D'autres occasions peuvent favoriser ce mouvement migratoire. Madagascar et les Comores se trouvaient sous la tutelle française. Ainsi, de 1914-1946, l'Archipel des Comores était rattaché à Madagascar dont elles dépendaient sur le plan administratif. Cependant il nous est nécessaire d'apporter certaines précisions sur ces choix des Comoriens en faveur de Majunga. En dépit de la faiblesse et de l'insuffisance des ressources des Comoriens, le prix de du voyage entre les deux pays était peu élevé ; ce qui incitait les immigrants à y affluer. C'est le cas aujourd'hui des étudiants comoriens. De plus, la politique menée par la France d'empêcher les nombreux Comoriens qui partaient pour Zanzibar, a été significative. Lors de la rébellion malgache de 1947, un recrutement de beaucoup de Comoriens dans les services de police à Madagascar, a été fait par le gouvernement français. Sans doute, ce geste allait d'un coup encourager le mouvement migratoire des Comoriens vers Madagascar, où ils partaient à la recherche du travail, pour certains, le rêve du « grand mariage » était dominant.

En effet, la culture comorienne dominée par le « grand mariage » est aussi un facteur poussant à la mobilité des Comoriens vers Majunga qui était à l'époque un « eldorado ». Effectivement cela est dû aux grosses dépenses affectées lors des cérémonies traditionnelles. C'est cette cérémonie du « grand mariage » qui fait la

renommée du mari et la considération de l'épouse dans l'ordre traditionnel. (Deschamps 1959 :41).

Effectivement la famille du mari et de l'épouse concurrencent de dépenses ostentatoires. Entre les clans, celui-ci fait leur prestige et les engage à faire des festins plus éclatants que la dernière célébrée. Cette manière de voir se 'perçoit beaucoup à la Grande Comore. A Majunga qui est plus le grand foyer de l'émigration comorienne, les immigrants envoient souvent aux pays des vêtements, de l'or, pour les mariages coutumiers et de l'argent pour les constructions des maisons...

Certes les obligations coutumières sont donc une des causes de l'émigration (Deschamps1959 :41). Néanmoins le désir de s'émanciper de voyager, en est une autre attitude. Vu l'accueil des ressortissants comoriens au retour au pays. Et comment ils sont respectés, estimés, les jeunes Comoriens n'hésitent pas à poursuivre l'aventure de leurs aînés. Dans ce cas, l'émigration est à caractère social et souvent psychologique. Pour ce faire, beaucoup de familles incitent leurs jeunes enfants vers Madagascar pour le but du travail. Ce phénomène était répétitif avant les hostilités. Car après les hostilités, la ville de Majunga est supplantée par la ville de Marseille.

Si nous donnions des chiffres des effectifs des ethnies en cette année de 1976, ceux de M.Henry Richelson doit d'être pris en compte. En effet, il nous a livrés ainsi:

comoriens	16 288
-Tsimihety.....	9 590
-Merina.....	9 195
-Betsiléo.....	7 567
-Sakalava.....	6 808
-Indiens.....	4 144

comorienne et celle des Betsirebaka, ces derniers n'en pourraient jamais faire face. Sur l'effectif, les Comoriens ne furent que le double des Betsirebaka.

En effet, La projection spatiale des groupes sociaux établis dans la ville, par endroits des juxtapositions d'îlots de « colonies » avec « villages originaires » notamment Sakalava, Comorien, Antaisaka, Betsilé, Merina, Indien, elle reflète une revendication d'identité culturelle générant des clivages sociaux et culturels. Ces clivages expliquent en partie les affrontements de 1976 qui n'ont pas de précédent.

3] FACTEURS HUMAINS ET ECONOMIQUES :

La population dans la zone de planification (à Majunga) se diversifie selon ses origines géographiques, sa structure sociale et enfin selon l'âge et le sexe.

Aujourd'hui plus qu'hier Majunga s'accroît beaucoup plus. Ceci est le résultat du mouvement migratoire. La ville se modernise de plus en plus. Elle s'adapte de plus en plus aux exigences de la mondialisation. Cette modernisation et cette adaptation sont perçues par ses différentes activités en ville telles que les zones franches, les industries, le commerce, le tourisme.... Enfin ces dernières années les infrastructures mises en place sont synonymes du développement de la ville. Ces infrastructures sont plutôt commerciales, routes, maritimes, bâtiments etc....en effet Majunga a récemment accueilli le chef de l'Etat français , M. J. Chirac à l'occasion de l'inauguration du nouveau marché et au début du mois d'avril 2006, le président allemand Kohler a inauguré cette fois-ci une route. En somme nous pouvons dire que la ville de Majunga attire des investisseurs et par la suite une forte migration. « Une ville ne se caractérise pas uniquement par ce qu'elle est (sa taille, sa structure, de la population, type d'activité), mais également par ce qu'elle exerce » (Randrimbanana, 1981 :131). Elle tient une place de sa prépondérance, de ses services incomparables à son milieu environnant.

3-1) Evolution démographique avant et après les hostilités

En 1975, avant l'éclatement des hostilités anti-comoriennes de Majunga, l'institut National de Statistique (INSTAT) a mené une campagne de recensement de la population. Au bout de ce recensement la ville que nous étudions sa population fut de 65864¹⁴. En 1993, pour le même recensement effectué par l'INSTAT, la population est passée de 106780¹⁵. En l'espace de 18 ans, la population de Majunga s'est accentuée de 40 916 soit 2273,1 individus par an en moyenne. Si l'on tient compte le nombre de réfugiés aux hostilités de 1976 la population serait encore éminente. En 1999 le Centre Régional de la Statistique de Majunga (CRSM) a effectué un recensement de la population qui donne le chiffre suivant 156 332. Ainsi de 1993 à 1999, c'est -à dire pendant 6 ans la population a augmenté de 49 532 soit en moyenne par an 8 258,6. C'est donc le triple de la moyenne par an entre 1975 à 1993. Il est à constater un déséquilibre entre 1975-1993 et 1993-1999. Ce déséquilibre est dû en partie aux conséquences des hostilités de 1976. En effet sans parler du nombre de morts de certains rescapés et des 16 000 rapatriés aux Comores, ont préféré quitté la ville au profit des autres provinces ; notamment à Diègo-Suarez, à Tananarive, , à Tamatave comme c'est le cas de notre informateur Mouhoudhoire Abdou. Il convient ainsi de préciser que durant les trois années après les hostilités, la population de la ville de Majunga refluit à cause de ce que nous venons de soulever. Mais à partir de 1986 date à laquelle les liaisons maritimes et aériennes entre les Comores et Madagascar ont repris, quelques rapatriés ont pu regagner Majunga. De plus avec l'avènement de la démocratie en 1991, Majunga se développe et les conditions sociales paraissent adéquates. Ceci dit le taux de natalité et de fécondité accroît. Malgré nous n'avons pas de données en ce qui les concerne à la différence de la composition par âge et par sexe.

-la composition de la position par âge et par sexe.

Depuis 1975 jusqu'en 1993, la population de Majunga est rajeunie. Ce rajeunissement est perçu par la structure de la population par âge et par sexe. La domination des jeunes de moins de 15 ans est élevée. Cette domination pourrait être le résultat d'un taux de natalité très élevé ou bien en quête de travailles jeunes migraient en masse.

¹⁴ INSTAT., recensement de la population 1975, Antananarivo.

¹⁵ INSTAT, recensement de la population 1993, Antananarivo.

TABLEAU n°01 : Répartition par âge et par sexe de la population de Majunga en 1975

Groupe d'âge	MASCULIN	FEMININ	ENSEMBLE
0-4	5 031	4764	9 795
5-9	4570	4 484	9 054
10-14	3475	3 485	6 960
15-19	3 155	3 636	6 781
20-24	3 743	3 752	7495
25-29	3 027	2998	6 025
30-34	2 207	2 384	4 591
35-39	2 196	1 914	4 110
40-44	1 606	1 570	3 176
45-49	1 223	1 207	2 430
50-54	982	882	1 864
55-59	746	591	1 337
60-64	499	437	936
65-69	301	267	568
70 et plus	364	368	732
TOTAL	33 125	32 739	65 864

SOURCE : INSTAT, Recensement de la population 1975

En observant le tableau de l'année 1975, nous remarquons que le total de la population masculine est en légère domination avec ses 33 1225 hommes par contre la population féminine est de 32 739. Les hommes surpassent ainsi les femmes d'une différence de 386 individus. Cette situation montre que les hommes actifs sont présents en quête de travail. Ces hommes laissent leurs conjointes et familles à leurs régions d'origines et les ramènent plus tard. Mais ce phénomène est moins fréquent. La population de plus de 60 ans est de 2236 soit 3,3 pour cent. A l'inverse la population de moins de 15 ans en 1975 est de 25 809, soit 39,18 pour cent dans l'ensemble. La différence est nette. Il y'a par ailleurs moins de vieux. Cette absence de vieux est due soit par le taux de mortalité très élevé soit surtout le retour de ces personnes dans leurs régions d'origines.

Il convient de souligner que ces deux générations lors des hostilités furent épargnées car les Betsirebaka d'après leurs coutumes les enfants et les vieux sont innocents. Seule la population active fut agressée. Un an avant les hostilités (1975) ce dernier fut au nombre de 38 755 soit 55,84 % dont 19 384 de sexe masculin qui représente 50,01 % et 19 371 de sexe féminin soit 49,99 %.

Dans l'ensemble d'après le tableau de la répartition par âge et par sexe de la population de Majunga de 1975, la ville compte beaucoup sur sa jeunesse pour le développement. Mais l'avènement des hostilités en 1976 et le reflux des milliers de réfugiés et rescapés n'ont pas tout à fait déséquilibré la ville.

Tableau 02 : Répartition par âge et par sexe de la population de Majunga en 1993

Groupe d'âge	MASCULIN	FEMININ	ENSEMBLE
0-4	7 860	7 860	15 540
5-9	6798	6 736	13 534
10-14	6 265	6 525	12 791
15-19	5751	6 222	11 973
20-24	5044	5 594	10 638

25-29	4223	4 846	9 069
30-34	3957	4 315	8 271
35-39	4023	3 784	7 810
40 -44	3387	2 706	6 092
45-49	1692	1 590	3 281
50-54	1335	1 305	2 640
55-59	864	862	1 726
60-64	629	769	1 398
65-69	376	503	878
70-74	234	317	550
75-79	170	174	345
80etplus	103	138	241
TOTAL	52 711	54 068	106 780

SOURCE : INSTAT, Recensement de la population 1993, p05

En comparant avec le précédent tableau, la différence est très visible au niveau de sex-ratio. Dans le précédent tableau, les hommes dominant et dans le tableau de 1993, inversement les femmes dominant car l'indice du nombre d'hommes est de 52 711 contre 54 068 pour les femmes. Soit 97,49 hommes contre 100 femmes. Cette ascendance des femmes pourrait s'expliquer par les conséquences de l'hostilité anti-comorien.

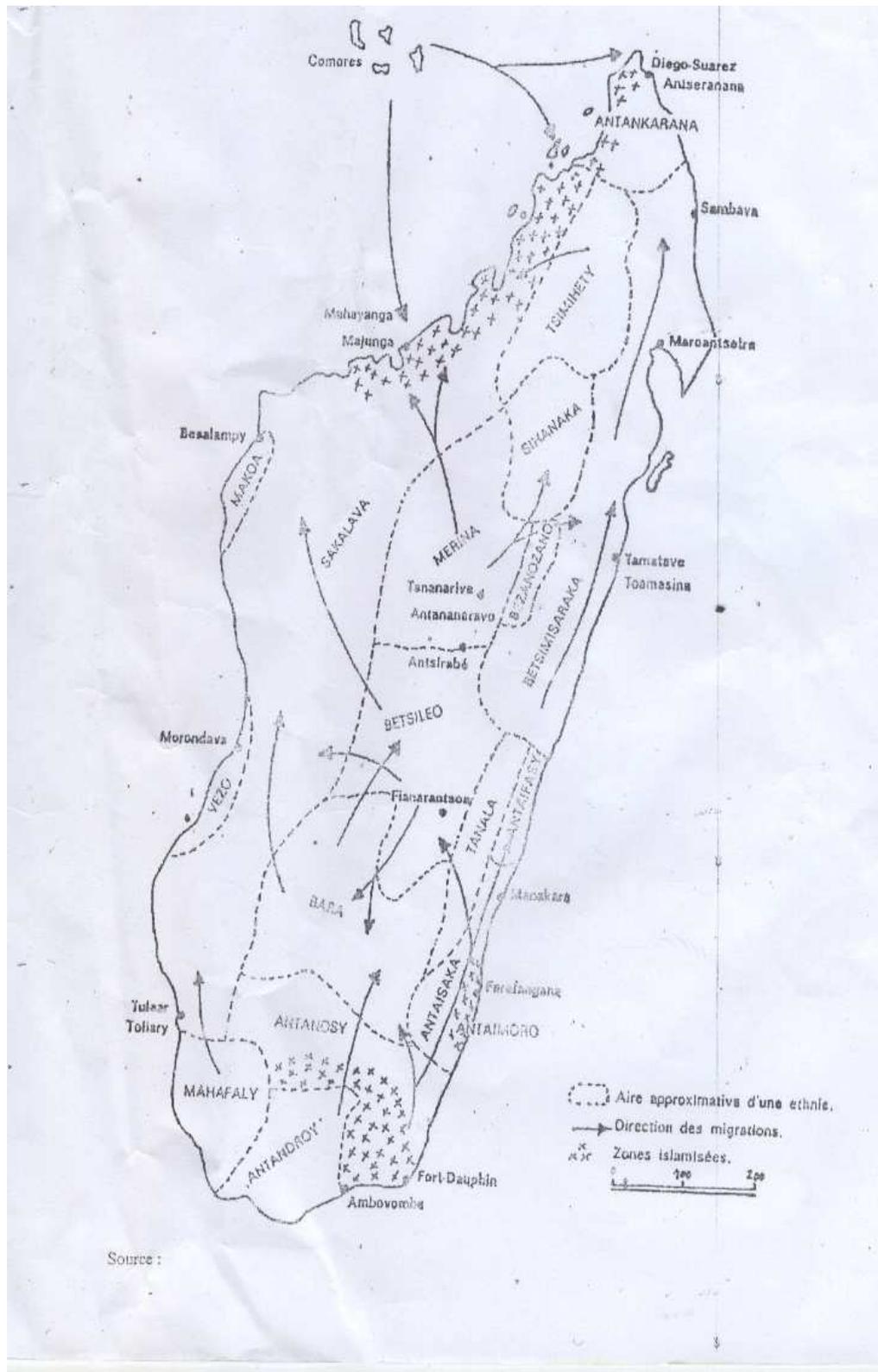
Epargnant d'abord les vieux, les femmes et les enfants lors de l'hostilité, les hommes étaient chassés et persécutés. Du coup des centaines d'hommes (voir le bilan) fut massacrés laissant derrière eux plusieurs veuves. Parallèlement, le nombre de femmes est élevé par rapport aux hommes à cause du rapatriement des

époux des femmes malgaches qui ne sont pas revenus. Tous ces facteurs présentent la prédominance des femmes.

Après la différence qui existe sur les deux tableaux, le point commun à discerner est la prééminence des jeunes. C'est un aspect qui démontre une ville du tiers monde. En ce qui concerne la population active sur le total de 62 892 (58,89 %) 31 993 soit 50,86 % demeurent du sexe féminin. A l'opposé le sexe masculin donne le chiffre de 30 899 soit 49,14%.

En quelque mots il peut se dire que il y'a une évolution de la population. Mais encore une forte migration délibérée des femmes actives se forme à Majunga. L'attraction des femmes dans la ville est probablement due par l'installation des nouveaux hôtels, restaurants. En fait la ville de Majunga se développe peu à peu.

4] MIGRATION ET GROUPE SOCIAL



Source :

Source : Eclair , du Decembre 1976, numero 02 et 03,p13

Les fondations multiples de la ville et la mise en valeur récente des potentialités agricoles dans la zone de planification à Majunga sont à l'origine des mouvements migratoires intenses et permanents. Les flux migratoires sont alimentés de façon permanente et de plus en plus amplifiés par des groupes cosmopolites constitués essentiellement des Merina, Betsiléo, Tsimihety, Antandroy. Ces quatre groupes sociaux (à part les étrangers) représentent la population issue de la migration intérieure, la plus importante dans la zone : soit 9.195 Merina, 7.567 Betsiléo, 9.590 Tsimihety, et 3007 Antandroy.¹⁶

Les migrations à caractère spontané au départ sont devenues organisées à l'échelon des groupes sociaux. Il importe ici de faire une étude exhaustive sur chacun de ces groupes sociaux étant présent lors des affrontements de 1976, et aussi de faire l'étude de leurs origines, leurs comportements afin de comprendre leurs manières d'agir. Nous ne pouvons pas étudier tous ces groupes cependant nous allons prendre les groupes qui ont joué une place importante sur ces hostilités à savoir les Antaifasy, Antaisaka et Sakalava. Nous ne pouvons pas comprendre le comportement de ces groupes migrants à Majunga sans savoir d'où ils viennent et comment ils vivaient dans leurs régions ; car ceux-ci transposent leurs cultures, mode de vie, mœurs des habitudes dans la société d'accueil. Ainsi nous avons en premier les Antaifasy, (aussi appelé Antaifasina, Antefasy) : C'est une population anciennement installée dans la région de Farafangana sur la Côte Est de. Ils sont en friction avec les Zafisoro pour la possession des rizières des vallées de la Manambavana et de la Manampatrana. A ce sujet différents auteurs et chercheurs ont écrit par exemple Grandidier (*ethnographie de Madagascar, Paris, 1908*), Deschamps et Vianes (*Histoire des populations de Madagascar, Paris, 1959*) Deschamps (*Histoire de Madagascar, Paris en 1960*). La meilleure partie de cette région est occupée par ces Antaifasy. Ces derniers usent de leur force pour arriver à leur fin. Cette ethnie se dit originaire de la région du Menabe sur la Côte Ouest, et elle serait venue. A Majunga, ils sont localisés principalement dans le quartier de Tsararano, ainsi que les autres Betsirebaka dont ils font partie Leur estimation en 1976 est de 2 246.

En effet, « la population est en même temps laborieuse, économe, et sobre, assez dense, répartie en gros village » (Dandouau et Chapus 1952 :84). D'ailleurs cela se vérifie lorsque nous les rencontrons dans les rues de Majunga. Cette population est encore assez dense et répartie en gros village à Majunga. Leurs cases se constituent en matières végétales. Elle s'adapte aussi rapidement dans les autres provinces. Les Antaifasy sont des agriculteurs et des pêcheurs. Ils pratiquent la rizière irriguée et la pêche à Majunga. De nombreux Antaifasy émigrent mais temporairement, dans le but d'aller travailler un peu partout dans l'île ; mais c'est surtout pour un problème foncier, il n'y a pas assez de terres dans leur région d'origine. Ils forment à Majunga une colonie très importante 2 246 sur 70 000. Leur manière de vivre dans cette ville, laisse comprendre qu'ils ne sont là que pour quelques années. Ils sont très attachés à leurs villages d'origine. D'ailleurs certains émigrants laissent leurs familles aux villages et ils leur envoient de l'argent. La plupart pensent revenir chez eux après quelques années d'économies. Les Antaifasy émigrés ont généralement l'habitude de se faire appeler Antaimoro. Leur culture se rapproche un peu de celle des immigrés Comoriens par les mêmes interdits alimentaires, comme celui du porc, parfois ils portent des noms arabes.

Les Antaifasy ont depuis dans leur pays de la cote Est un caractère très strict de leurs mœurs. Ils protègent efficacement leur culture. Ils sont pareillement jaloux de leur culture. Ils veillent à ce que personne ne porte atteinte à leur coutume. Cette manière d'être leur est fait un groupe solitaire. Ils ne se mélangent que peu avec les autres individus. Pour ce faire ils forment une seule ethnie, divisée en trois groupes ayant chacun un roi. Ce dernier, est l'officiant du culte des ancêtres. Dans leur région d'origine les morts sont enterrés dans des tombeaux collectifs (Kibory) appartenant au clan et dont le responsable est le roi. Dans le cas des émigrés, partout à Madagascar notamment à Majunga, les morts sont transportés Farafangana, pour être enterrés dans ces tombeaux collectifs. Il est rare qu'ils enterrent sur place leurs morts.

Les gens du sud ont presque les mêmes particularités. En parlant des Antaifasy, nous pourrions dans une moindre mesure penser à Antandroy :

¹⁶ Voir annexe, source donnée par Henry Richelson à Majunga. Cette statistique est retenue par ce dernier au cours des événements à la préfecture de Majunga au mois de décembre 1976.

Littéralement, '*ceux du pays des épineux*'. Ces Antandroy sont localisés principalement au sud de l'île. Dans la ville de Majunga ils se retrouvent à Tsararano possédant le nom Betsirebaka. Ils sont estimés en 1976, à 3 007¹⁷.

Le pays d'origine des Antandroy est mal connu à cause de leur instabilité d'autrefois. Néanmoins le pays occupé aujourd'hui par les Antandroy fut avant habité par les Karimbola et les Mahandrovato (Decary 1933 :54). Les ancêtres des Antandroy sont les Zafimanara. Ils viennent de la région de l'Anosy. L'ethnie des Zafimanara s'était d'abord établie sur la cote Sud-Est de Madagascar. Ensuite, c'est alors qu'elle entra dans le pays et y instaura sa domination au XVI^e siècle. (Poirier et Dez 1963 : 17) Au XVII^e siècle les populations avaient comme nom « les Ampatres » (Ampatra, gens du pays dénudé). Au XVIII^e siècle les Antadroy étaient fractionnés en différentes tribus, et par là ils envahissent les terres Sakalava, Bara, Antanosy. Ainsi divisés mais ils arrivèrent à se réunir sous forme de confédération guerrière. Cette confédération est jusqu'aujourd'hui à l'image des Betsirebaka dans le nord de Madagascar. Au XIX^e siècle, la situation aussi tourmentée persista. Il est facile de reconnaître les Antandroy dans les rues de Majunga. Ils ont le corps solide. Ils ont une particularité si importante, c'est leur petite stature. Leur caractère agressif et leur assurance sont bien connus. Ils accordent une grande importance au bœuf qui constitue, chez eux, un signe identitaire. A Majunga, les autres ethnies se mêlaient moins avec eux

D'après l'inventaire de Poirier et Dez (Poirier, Dez 1963 : 17) l'immigration des Antandroy n'a débuté qu'après 1920. Ils émergeront beaucoup plus à Majunga à partir de la famine de 1931 (Poirier, Dez 1963 : 17). Dans les plantations du nord de Madagascar notamment à Majunga, à part le travail de pousse-pousse, ils fournissaient une part importante des salariés de nombreuses entreprises. Comme les Antaifasy, après avoir ainsi travaillé, ils reviennent chez eux avec leurs économies. Leurs économies sont concrétisées fréquemment par des bœufs qu'ils ont achetés.

En principe les usages et coutumes des Antandroy sont comparables à ceux des autres populations de Madagascar. Néanmoins chez eux comme dans ethnies

¹⁷ Données de la préfecture conservées par Henry Richelson, capitaine retraité, vice président du fokontany Tsaramandroso Ambany, Majunga.

de l'Ouest, la Femme a un statut inférieur. C'est pourquoi, les femmes au cours des hostilités furent épargnées.

Pour se souvenir de ceux qui sont morts et enterrés à Majunga et ailleurs, dans le village ils élèvent des « Aloalo », poteaux de bois sculptés, auprès de tombeaux. Les Antandroy sont très croyants et respectueux envers leurs fétiches. « kokolampo » génies familiaux, bons ou malfaisants, font partie leurs croyances. Pour ce faire, ils cherchent à s'attirer leurs influences et faveurs. Leur attachement à ces croyances fait qu'ils soient très fervents et extrémistes. En outre, les devins (ombiasy) ont un rôle prépondérant dans la vie courante. Nous pouvons constater qu'à partir de ces éclaircissements, le Comorien fautif sans doute avait touché un point très sensible. Les Antandroy comme ils sont très respectueux à leur coutume et usage, ils portent la garantie et la survie de cette tradition. Ils défendent rigoureusement car à la moindre négligence, les retombées des « génies familiaux » s'abattraient sur eux. C'est la raison pour laquelle certains d'eux manifestèrent une vive représaille surtout lorsque le fautif refusait le sacrifice imposé.

Après les Antandroy, voyons maintenant leur cousin Antaisaka.

-Antaisaka : (aussi appelés Antesaka)

La plupart des noms des lieux peuvent donner une signification. Ainsi la signification proposée des Antaisakalava –ceux des longues vallées- peut-être même ceux du pays sakalava. (Poirier, Dez 1963 : 17)

Nous pouvons les localiser principalement sur la côte Sud-Est, dans la vallée de la basse Mananara (sous préfecture de Farafangana, Vangaindriano, Midongy du Sud). Eux aussi ont assimilés des autres ethnies. Leur histoire est peu connue. C'est à partir du XVII^e siècle que nous commençons à entendre parler d'eux. Sur la moyenne Mananara, ensuite ils pénétrèrent la côte Sud Est dans la région de Farafangana et de Vangaindriano. A la fin du XIX^e siècle¹⁸ ils gagnent les vallées de l'Ionaivo et de l'Itompy (sous préfecture de Midongy du Sud).

Par rapport à leurs cousins Betsirebaka, les Antesaka reconnaissent une expansion démographique prompte ; ce qui les pousse à émigrer. Déjà à la fin du

XIX^e siècle, ils partirent pour le Nord, vers les plantations et les entreprises du Nord et Nord-Ouest, notamment à Majunga. (Poirier, Dez 1963 : 17) Parmi les Betsirebaka, l'émigration des Antesaka à Majunga est la plus ancienne. Ils ont par conséquent montré la tradition de ramener dans leur pays de l'argent ou de l'argent transformé en zébus.

Les Antesaka ont l'air très sobre, laborieux. Ils ne refusent jamais un travail. Ils sont très économes comme leurs cousins Antandroy et Antefasy mais ils se distinguent un peu plus de leur prévoyance et l'amour du voyage. Ils ont connu ainsi une expansion importante. Dans les années 50 avec leur plus grand nombre d'émigrant les Antesaka ont introduit à Majunga la culture de la rizière irriguée. Ils ont par la suite colonisé l'agriculture dans cette zone. Au début des années 1960, leur nombre serait de 150 000 Antaisaka (Poirier, Dez 1963 : 17). Avec les années, leur nombre serait vu à la hausse. En 1976 à Majunga ils seraient de 2 977. A part leur dynamisme sur la culture du riz, la société antaisaka reste bien organisée. Ils ont des liens très forts à leurs chefs et aux tombeaux collectifs (Kibory). Les coutumes sont analogues à celles des autres populations betsirebaka.

En effet, les trois communautés (Antaifasy ou Antemoro, Antandroy, Antaisaka) ont presque les mêmes structures. Ils se considèrent 'ziva' (proche) ce qui résultera à cette fusion connu sous le nom de Betsirebaka qui vont se confronter avec la communauté comorienne à Majunga.

Il convient de préciser que l'immigration est loin de s'estomper pour les Betsirebaka en particulier les Antandroy et d'autres groupes sociaux de Madagascar et de Comores, qui continue à affluer à Majunga. Suivant les statistiques, lors du premier recensement complet au lendemain l'indépendance jamais réalisée à Madagascar (INSRE) la population de l'île s'élevait à 7.600.000 en 1975 dont 66.000 vivaient à Majunga ville. (Battistini, Hoerner, 1977:26)

Les flux de population au même titre que la création d'unités industrielles, ont favorisé des migrations à des rythmes amplifiés depuis les dernières décennies d'avant l'année des affrontements : 1,4 % entre 1965-1975. (Etudes Régionales, 1991 : 38) La proportion de migrants atteint les 83% des résidents dans la ville de Majunga, (Ottino 1974 :104). Il est à exclure les réfugiés malgaches d'origine

comorienne aux Comores qui après les événements sont revenus petit à petit. Ce retour implique donc la revendication des biens fonciers que ces derniers avaient confié aux voisins. Près de 57 pourcent de la population migrante provient des villes, capitale provinciale ou centre urbain des régions de Madagascar, plus particulièrement de Tananarive, de Tuléar,

L'intensité des flux intra Faritany confirme le drainage que joue la ville de Majunga sur ses arrières pays. Avec Fianarantsoa, Tananarive, et Tuléar, les trois Faritany constituent les points de départ de principaux migrants intérieur vers Majunga. Ajouté à cela, les immigrants indiens mais surtout celles des Comoriens qu'à partir de 1914, date à laquelle on ne parle plus d'Antalaotra¹⁹ ; le nombre d'immigrants vers Majunga s'accroissent, jusqu'au jour du déclenchement des affrontements de 1976. C'est l'heure de l'arrêt de cette immigration qui par la suite prendra une autre forme.

Mais on peut se demander déjà la question selon laquelle cette immigration grandissante n'a-t-elle pas pu constituer un nœud d'inquiétude chez les Malgaches ?

¹⁹ L'année 1914 est celle que l'administration coloniale mit fin à cette appellation car l'assimilation des arabes et Bantu est bel et bien fusionnée depuis. En outre, apparaît une communauté naissante « comorienne ». Les Arabes qu'on y rencontre viennent directement d'ailleurs surtout de Yémen et n'ont aucun rapport avec les Antalaotra.

Chapitre II: le contexte général de Madagascar depuis 1900 jusqu'à 1976.

Les hostilités de Majunga se sont déroulées avec une violence inouïe. La manière dont les hostilités sont passées cela laisse croire qu'il y a eu avant bien longtemps de germe de conflit. Car un fait aussi banal, comme barbouiller un enfant d'un excrément, ne peut déclencher à des hostilités pareilles. Dans ces conditions, il est nécessaire de savoir de façon générale la situation des immigrés Comoriens à Madagascar depuis le début du XX^{ème} siècle jusqu' la veille des hostilités ; à savoir : d'abord les incidents subis par les Comoriens de 1904 à 1975 ensuite le cadre politique de Madagascar pendant la colonisation et enfin les crises qui ont secouées la Grande Ile en cette année 1976 qui ont affaibli le régime en place.

1] LES DIFFERENTS INCIDENTS SUBIS PAR LES COMORIENS DEPUIS 1904-1975

Dès le début du XX^{ème} siècle dernier, les immigrants Comoriens à Majunga ont été victimes du pouvoir colonial. Cela est dû à l'islamisme des Comoriens.

S'y ajoute, un premier incident meurtrier cette fois-ci dans la ville de Tamatave. Ce fut la première perte humaine des immigrants comoriens dans l'île rouge avant le carnage de décembre 1976 à Majunga.

1-1] La campagne anti-musulmane de l'administration coloniale.

Le groupe des Musulmans, les Indiens exceptés, fût pour le pouvoir colonial un bouc émissaire. Constitué d'apports variés à l'origine- « Antalaotra »²⁰ ces Musulmans sont les Zanzibarites, Arabes. Ce sont donc les ancêtres des Comoriens. Au début du XX^{ème} siècle ils étaient au nombre de 1250. Les Zanzibarites et les

²⁰ - Ce nom Antalaotra sera supprimé en 1914 par l'administration coloniale

Arabes finiront par se confondre avec les Comoriens. Ces derniers en forment la masse principale dans la ville de Majunga. D'où ils se sont établis principalement dans le quartier populaire Mahabibo victime de l'hostilité (pour les trois quart), et secondairement installé dans la région de Soalala.

Dès le début du siècle dernier, les boutres en provenance des Comores débarquent des immigrants clandestins qui, interceptés par la milice, prétextent qu'un vent contraire les a jetés à la côte. L'autorité locale voudrait leur fermer Madagascar, voire bloquer l'émigration au départ des Comores; car ils allaient gonfler le nombre des musulmans qui au même moment ils les combattaient. La meilleure solution était de les expulser. Dans sa réponse au dernier rapport du 24 avril 1912, « le Gouverneur Général Picquié rejette ces propositions ». (Rantoadro 1981 :215)

L'hostilité que témoigne aux Musulmans, le pouvoir colonial révèle chez ce dernier un mélange de préjugés idéologiques et de jugement. Il y'a eu jusqu'en 1913 une violente campagne anti-musulmane, Cette campagne est en effet largement la transposition de l'anticléricalisme métropolitain. À Majunga, ce système n'a pas du tout marché du fait que les Majungais (et les Malgaches) sont très attachés à leur culte. Ils font intervenir souvent les « *Ombaisy* » (devins) ou la religion aux affaires publiques et privées notamment dans le domaine politique. Dans l'histoire générale de Madagascar ce phénomène est fréquent. A titre illustratif Andrianapoinimerina (1786-1810) ne prenait aucune décision sans avoir au préalable consulter les devins, qui sont des musulmans. C'est la raison pour laquelle le « *Kabary* » (le grand discours royal) se tenait toujours le vendredi (le jour de repos dans les pays musulmans et béni) au lieu de dimanche. Ceci dit qu'il y'a eu une grande influence du cléricalisme. Dans le royaume du Boina le cléricalisme a été très remarqué. Au sein même de la cour royal les devins avaient une place importante grâce à leurs innombrables services. Le dernier roi de ce royaume avant l'unification de Madagascar, Andriantsoly (1812-1825) se montrant très clérical, il s'est converti en islam. Aujourd'hui ce cléricalisme émerge à nouveau. En quelques mots l'anticléricalisme des colons avait du mal à s'affirmer dans cette région de Majunga. La force du préjugé explique que les chefs de province successifs n'aient que très partiellement suivi les analyses de G.Ferrand à la situation historique de la zone Nord-ouest de Madagascar. Dès 1902, pourtant, ce dernier démontrait que, « *si les Sakalava du Boina et d'Ambongo étaient hostiles aux Européens, la responsabilité*

n'en incombait nullement pas à l'influence musulmane, mais à la situation historique de ces peuples » (Ferrand 1902 :76).

D'autre part et surtout, selon toujours Ferrand, les Malgaches demeuraient « inconvertissables » à la religion musulmane. Néanmoins l'administration coloniale signalait d'ailleurs le danger d'une emprise sociale négative de l'Islam. Il est tout à fait normal, après l'annexion de Madagascar en 1896 que l'administration française réagisse contre l'effet de l'Islam. Déjà connu l'expérience avec la colonie d'Algérie, l'Islam demeurerait antipathique dans le processus de l'évangélisation de Majunga. Et du coup, elle demandait en conséquence des mesures draconiennes contre les musulmans. Et parallèlement elle a pris des mesures en vue de stopper le prosélytisme.

Au départ, l'administration coloniale pour son autofinancement obligé par la métropole cherchait les voies et moyens pour s'acquiescer de quoi faire fonctionner la colonie et mettre en marche la machine civilisatrice de Madagascar. Par rapport aux autres régions de Madagascar, Majunga seule a été un problème. Le problème était les musulmans et leurs effets. Ces musulmans ne sont pas faciles à soumettre. Ils sont très durs et jaloux à leur civilisation. Sachant cela, l'administration coloniale doit déployer une politique pour asseoir son autorité et enfin supplanter les aventuriers Comoriens. A cet effet, les thèses menées par l'administration contre les Musulmans étaient d'ordre économique : les Comoriens étaient pour la plupart au début XX^{ème} siècle négociants en bœufs. Les aventuriers comoriens à la recherche des marchandises à bon marché poussaient les Sakalava au détournement des bœufs. Ceci étant, ils étaient accusés de voleurs de bœufs. Ce fut là « *La grande plaie du pays* » dit Rantoandro (Rantoandro 1981 :217).

L'endettement n'a jamais manqué dans le circuit commercial. Il en résulte que certains autochtones soient endettés auprès des aventuriers Comoriens. Ceci sous entend que les autochtones vont être dans la soumission des aventuriers Comoriens. Cette soumission paraît inacceptable aux yeux des autorités coloniales. La campagne anti-musulmane est justifiable en ce moment. L'administration va donc pousser les Européens, surtout les Grecs et les Indiens de supplanter les aventuriers Comoriens. En effet, les protégés de l'administration, ayant pris conscience des chiffres d'affaire que faisaient les Comoriens vont les supplanter. Les Comoriens

perdront par la suite le monopole de ce commerce. Et ils ne joueront plus qu 'un rôle de second plan. Et ces Comoriens vont tomber sous la dépendance de ces derniers comme collecteurs en brousse et employés de commerce.

L'insertion des Musulmans dans la société Majungaise est jugée inquiétante. Ayant assis jadis son prestige sur le commerce des armes et des esclaves, les époux des filles de Mpanjaka et même des reines Sakalava se sont assimilés aux autochtones. Les Musulmans avaient longtemps régné en « *véritable maître* », n'aurait perdu que très partiellement ses positions, car, connaissant bien la langue et les mœurs du pays, les Mpanjaka et les Ombiasy, il sont pu s'ériger en intermédiaire entre les autochtones et les Européens. Or l' influence fanatique *des musulmans serait néfaste*. « *Elle deviendra un réel danger si nous ne la brisons pas pendant qu'il en est temps encore.* » (Rantoandro 1981 :408). En cette année 1910, la multiplication des mosquées en maçonnerie à Majunga-Mahabibo, Marovoay et Soalala allait inquiéter le chef de province. Car ces nouvelles constructions en dur attireraient la les musulmans. Dans le rapport annuel de cette même année (1910) le chef de province s'exprime ainsi : « *les Musulmans s'y livraient à grand orchestre, à une propagande effrénée pour la plus grande gloire du prophète* » (Rantoandro 1981 :408). Le chef de province demande alors une régularisation et un contrôle strict des mosquées. Les mosquées non autorisées et toutes les écoles coraniques clandestines seront fermées. Mais, en dehors même du domaine religieux, les Musulmans trouvent de nombreux imitateurs chez les Sakalava. A titre d'exemple, le port de « Salouva » sorte de jupe longue, ou bien encore le « number one » (Châle ou ki-challe en swahili) Lambaony en malgache.

Le danger, aux yeux du colonisateur, était double :

Danger pour la société majungaise d'être bloquée dans un état jugé arriéré par l'action de l'Islam. La vision islamique est considérée dangereuse pour une société mixte comme Majunga. Une société dont les Européens voulaient évangéliser ; il se trouve dans ce cas qu'il ait un danger selon la vision de l'autorité française, de se trouver mise en question par le mépris hautain que manifestent les musulmans à l'égard des non musulmans. Les musulmans sont très cléricaux. Autrement dit les musulmans sont se réfèrent toujours au coran ; donc toute autorité n'émanant pas dans ce livre sacré sera rejeté.

De plus les musulmans ont un caractère très particulier dû à la méfiance. Cette méfiance les fait des contestateurs aux ordres des fonctionnaires Européens. Ainsi ils désobéissent même aux fonctionnaires indigènes.

Aussi les administrateurs brossent-ils, année après année, un portrait peu flatteur de cette catégorie d'administrés :

« Menteurs, voleurs, vivant de la prostitution de leurs femmes, ils constituent « la haute pègre » et par leur oisiveté et leurs mauvaises mœurs, donnent un déplorable exemple aux Sakalava qui n'en avaient pas besoin. » (Rantoandro 1981 : 409)

Les autorités coloniales pour soumettre les musulmans n'ont pas hésité à préférer des paroles dénigrantes. Ils les qualifient ainsi des menteurs, voleurs [...] dans le but de récupérer les opinions favorables des autochtones. A partir de là les autochtones auront à rejeter même les effets musulmans. Et de là ils pourront asseoir leur influence. Suite à cela, l'administration trouva une stratégie confortant afin de faire rentrer dans le rang les musulmans. Il s'agit de faire rabaisser le statut des musulmans qui était la référence des habitants de Majunga. Du coup, les musulmans sont soumis au code de l'indigénat au même titre que les aborigènes. C'est le début de l'assimilation des Comoriens (principalement les musulmans) aux Malgaches. Le rapport annuel de l'année 1901, fait état de choses avec allégresse. Dès 1902, le Chef de province se félicite de l'instauration du code de l'indigénat car cette institution s'acheminait vers le processus d'assimilation des musulmans au même titre que les indigènes.

Suite à la mise en vigueur du Code de l'indigénat, dans le quartier de Mahabibo, composé principalement des Comoriens, les condamnations se faisaient de plus en plus sentir. Le taux des condamnations s'est accru. Et ceci explique en fait une incontestable répression contre ceux-ci. Dans le Rapport annuel de 1907, nous remarquons une contestation de la part des commerçants d'origine comorienne et certains bouchers. Ils avaient présenté une pétition sollicitant à être déchargés de l'indigénat. Par ailleurs, ils avaient accepté les tribunaux occidentaux. En somme, ils ont fait ces démarches, dans le but d'échapper à l'humiliation d'un envoi sur les chantiers routier. Leurs requêtes n'ont pas été entendues. Cela se traduit par la

suppression du *cadi* (juge musulman qui remplit à la fois des fonctions civiles et religieuses). Ce fut un grand soulagement pour le chef de province. Du coup, l'indigénat n'a pas seulement supprimé le *cadi* mais il a également éliminé ou autrement dit ralenti une classe qui commençait à s'émanciper. C'est la bourgeoisie commerçante malgache. En fait il s'agit des premiers entrepreneurs et grossistes des autochtones. . Pareillement, il est responsable de la disparition par absorption d'éléments originellement distincts, comme les « *Antalaotra* ». Cette appellation n'est plus mentionnée dans les textes administratifs à partir 1914. Les retombées étaient aussi sur l'enseignement : « *l'enseignement primaire officiel dans le district de Soalala et peu après la mesure est imposée à Mahabibo. Mais outre que l'arrêté se révélera inapplicable, faute de moyens, cette décision allait à l'encontre des vœux des Comoriens qui, dans leur pétition de 1907 demandaient à pouvoir, comme les Indiens, envoyer leurs enfants à l'école européenne de Majunga* » (Rantoandro 1981 :196).

Les Comoriens malgré leur plaidoirie n'ont pu changer le cours des choses. Demotière (1913-1916) avant de venir occuper la place de chef de province, il avait travaillé en Algérie où il acquiert l'expérience de l'esprit islamique. En un mot il a été choisi en tant que chef de province de par cette expérience. Alors chef de province, il a finalement entendu et défendu la cause d'une minorité victime de l'uniformisation dans la sujétion imposée par la loi coloniale. La décontraction de ce chef de province vient du fait qu'il a vécu pareillement comme nous venons de le dire, l'expérience dans le Maghreb, en Algérie. Il fut qualifié d'islamophilie de par son expérience. Les points essentiels de son plaidoyer de 1914, rendu public dans le Rapport annuel de 1913, valent d'être notés: «- *voir les Comoriens et les Antalaotra comme des paresseux aux mœurs dissolues est une grande erreur et une exagération manifeste car, à quelques exceptions près, tous gagnent leur vie et paient leurs impôts. On ne peut exiger d'eux qu'ils soient, comme les Malgaches des riziculteurs et des éleveurs ; encore qu'ils aient donné des exemples de réussite dans l'agriculture, dans la région d'Andohany Boeni. Et certes ils n'ont pas la souplesse des Malgaches à laquelle nous ne nous sommes pas trop habitués. Mais, traités et payés convenablement, ils fournissent la main d'œuvre que préfèrent les maisons de commerce et les industries de Majunga. Ils se livrent au commerce, à la pêche, et fournissent les marins de boutres qui draient les produits sur Majunga.*

1- *Il leur est reproché leur répugnance à écouter les Kabary administratifs, à contracter devant les autorités, à suivre les règles de l'état civil, à envoyer leurs enfants dans les écoles publiques. Or, que leur offre-t-on à Madagascar, à eux descendants Arabes ? des écoles où l'on enseigne le Hova et le Français, une législation (le code 305 articles de 1881) qui n'a aucune analogie avec leur conception de la vie sociale...et comme ils sont réfractaires à cette initiation obligatoire, on en infère qu'ils sont dangereux... nous ne le pensons pas.* (Rantoandro 1981 :207)

Les musulmans ont eu l'appui de Demotière mais cela n'a pas suffi pour l'administration coloniale de revenir à ses exigences. L'administration ayant en tête de diminuer l'influence des musulmans dans cette région, poursuit son programme. Il était très difficile pour Demotière de persuader la machine administrative qui avait dans l'esprit de propager le christianisme. Donc la mission civilisatrice avait du mal à s'affirmer dans cette ville. Le mieux était donc de rabaisser un peu plus les musulmans, pour pouvoir les supplanter culturellement. Il convient de préciser encore que les musulmans étaient un modèle à suivre, au temps des royaumes dans ces contrées nord-ouest de Madagascar. Les autochtones accordaient un grand respect à ces derniers parfois s'ils ne se convertissent pas à l'islam comme le roi Andriantsoly (1812-1825) ils imitaient par ailleurs leur mode de vie. Pour ce faire, briser ces liens par la soumission au code de l'indigénat et prendre par la suite le dessus étaient inéluctable pour l'administration coloniale. Au reste, dénués des prestiges qu'ils renfermaient, les Comoriens (les musulmans) vont refluer massivement à Majunga à partir de 1930 poussés par la grande crise mondiale. Proxénétisme, boys, cuisiniers, l'oisiveté seront les activités à entreprendre pour beaucoup de ces musulmans. En effet, les îles Comores traversaient une période de misère qui, finalement contraignit ses habitants à immigrer dans l'île voisine de Madagascar. Ceux-ci vont gonfler le prolétariat majungais ainsi constituer une sous

classe peu évoluée par rapport aux Betsirebaka. . Il est noté dans le rapport annuel de 1931 comme suit: « *Ces affamés nouveaux venus cherchent n'importe comment à se procurer de quoi vivre* » (Rantoandro 1981 :408). Ces immigrants allaient alimenter ainsi la criminalité urbaine. Cela est qualifié de « *calamité* » par le chef de région sollicité par voie de télégramme au gouvernement général des mesures à prendre. Ce fut en janvier 1932. Il propose de suspendre le mal en rapatriant ces nouveaux venus dans l'archipel. A la fin, l'administration retrouve un argument tangible au processus d'assimilation : « *l'avenir, la faim et la police en feront peut-être des agriculteurs* » (Rantoandro 1981 :201).

Au fait, en regard du péril des musulmans, cela demeure de plus en plus faible au fil des ans. Toujours est-il, dans le Rapport annuel de 1939, les musulmans à Majunga, ne représentent que 15 000 individus, à Majunga. A ce rythme les musulmans Comoriens n'étaient que le cinquième (1/5), le reste des musulmans partage le sixième (1/6).

A partir des années 30, les musulmans se montreront plus conciliants et respectueux face à l'administration coloniale, ils bénéficieront par la suite de la faveur de celle-ci. Ils deviendront des policiers, des chauffeurs de colons, des domestiques des Français, et des exécutants lors des événements de 1947. Ce favoritisme vont les amener à pénétrer au fin fond de Madagascar, du nord au sud et d'ouest à l'est. À Tamatave les policiers Comoriens vont subir une nette difficulté à l'égard des anciens combattants betsimisaraka.

1-2] Hostilité anti- policier Comorien à Tamatave en 1946.

Selon Raymond Delval, (1979:105) depuis le début de l'immigration comorienne à Madagascar jusqu'à la fin de la Deuxième guerre mondiale, les rapports sociaux et culturels avec les Malgaches n'ont pas donné des complications aussi graves. Les données vont changer au lendemain de la seconde guerre mondiale à cause de l'arrivée des anciens combattants Malgache à Tamatave.

En effet de leur retour du conflit mondial de 1945, les soldats malgaches ont riposté contre l'attitude des policiers comoriens à l'égard des Malgaches à Tamatave. En 1946 les Comoriens de Tamatave ont vu apparaître des sentiments d'hostilité qui ont dégénéré en sérieuses difficultés au sein de leur communauté.

La source à ces accrochages fut la conduite des Comoriens policiers issu de l'immigration, dans cette région de l'est. Cette conduite violente de ces policiers est nourrie par la sympathie de l'administration coloniale. Ces Comoriens policiers aveuglé par la garantie de l'administration coloniale, avait oublié en un moment leur statut d'immigrant. Au temps qu'ils s'incorporèrent au sein du système policier du pays accueillant, même s'ils font leur travail de policier convenablement mais ils sont vus par les aborigènes comme étant étranger. Ceci étant leurs activités dans la police ne seraient ni colmatées dans un ensemble de policier exerçant dans le sol malgache ni policier de l'administration coloniale mais ils vont s'en prendre sur le fait qu'ils soient des policiers Comoriens. Ainsi leurs actions qu'elles soient bonnes ou mauvaises seront rangées de leur origine. Il est le même phénomène avec les militaires de la colonie française de Sénégal expédiés en exercice dans la colonie française à Madagascar, en 1947, lors de l'insurrection. Aujourd'hui, dans les souvenirs des Malgaches, après 45 ans des indépendances, parlent des tirailleurs Sénégalais et non pas de tirailleurs Sénégalais sous mandat de la France. Ceci dit qu'en principe dans ce genre de situation, nous avons tendance à percevoir la différence ; pour pouvoir sustenter un air hostile.

C'est ce qui se passa à Tamatave que nous raconte le Comorien Mzé Hamadi : *« le conflit meurtrier contre les Comoriens dans la ville de Tamatave a pour origine, le comportement de quelques policiers comoriens à l'égard des indigènes. Ils ennuyaient trop les Malgaches qui fréquentaient l'hôtel. Des femmes malgaches voulaient accéder sans motif précis à l'hôtel etc., Ces Comoriens leur ont refusé d'y entrer »* (Miftahou 1997 :46). L'agissement soudain des anciens combattants betsimisaraka ne vient pas de la cause immédiate mais seulement il y' a eu des antécédents. Le comportement de ces policiers fautifs agaçait depuis longtemps leurs collègues Betsimisaraka. Mais ces derniers contraignit par la discipline policière étaient incapable de réagir. Ils attendaient un motif aussi légitime pour les contrecarrer.

D'après d'autres témoins malgaches, des policiers comoriens ont frappé les membres des familles des anciens combattants malgaches lors du de retour de la guerre de 1945. A ces actes, se sont ajoutés les mauvais traitements perpétrés par des civils comoriens à l'égard des Malgaches. Radaniarison, (1991 : 08) a enquêté auprès de Sambeka George qu'un Comorien policier avait blessé une femme malgache et il s'est réfugié à la mosquée. Peu importe les différentes versions mais il y a eu agression d'un Comorien policier peu soucieux de sa différence. Accablés par la fatigue, heureux de voir leurs familles les accueillir les soldats de la colonie française de Madagascar n'ont pas pu s'en empêché d'agir à leur manière aux policiers immigrés. Comme nous venons de le dire ci-dessus, les policiers Betsimisaraka les contrôlaient geste par geste. Cela implique donc que moindre dérive de ces policiers et c'est la réaction imminente. Ce fut le cas.

Irrités par la présence importante d'un grand nombre des Comoriens dans la police et leur façon d'agir, des militaires malgaches se sont livrés à des actes de violence à la mosquée de Tanambao II, au bazar kely. Cette violence n'a pas échappé à la presse nationale. Voyons donc un extrait d'un journal de l'époque qui semble confirmer cette situation :

« Je voudrais rappeler que le nombre des policiers comoriens a augmenté à Tamatave depuis le dimanche 4 Août 1946 ». (Radaniarison 1991 :08)

A fortiori, vexés par l'attitude de leurs collègues comoriens policiers, les anciens combattants malgaches ont manifesté. Mais comment ? En fait, ces derniers sachant le privilège que jouissaient leurs collègues comoriens auprès de l'administration coloniale, mais encore dans un moindre mesure la discipline dans le corps armé, ils ne pouvaient pas offenser directement aux fautifs. Plutôt ils vont s'en prendre indirectement aux Comoriens policiers en mettant en péril la communauté comorienne de Tamatave.

Ainsi l'expérience militaire vécue en France lors de la deuxième guerre mondiale par les Malgaches, les a motivés à défier la force de police coloniale qui est l'un des symboles et de l'occupation de Madagascar. Ce défi est de prendre les armes en ouvrant le feu à la mosquée comorienne, le 11 Août 1946 à Tamatave. Le bilan fut de dix morts à la mosquée selon Miftahou (1997 :46). L'affaire est donc

sans conséquence aux militaires coupables. Cependant, ce qui est important dans cette affaire, c'est qu'un particulier étranger, entre autre Comorien fait un acte les locaux transforment en un agissement communautaire. C'est pareillement ce qui adviendra une fois encore la communauté comorienne à Majunga ; mais celle-ci sera plus grave.

Il est finalement nécessaire de préciser que l'hostilité anti-policier de Tamatave est le premier incident qui a coûté le sang à la communauté comorienne à Madagascar. Maintenant voyons la situation politique de Madagascar.

2] Cadre politique de Madagascar pendant la colonisation

De 1914 à 1946, l'archipel des Comores a été juridiquement rattaché à Madagascar. Aussi à Madagascar les Comoriens furent soumis au même cadre juridique que les Malgaches. A partir de 1947, il s'avère que l'opinion malgache avait condamné l'attitude des agents de Police comoriens, qui se sont faits les exécutants ou complices, parfois contre leur gré, de la répression sanglante du colonialisme qui a fait périr beaucoup de Malgaches ; il semble que la dégradation des rapports entre les Malgaches et les Comoriens date de cette époque du nationalisme malgache,

Cependant, nous devons savoir que certains Comoriens ont milité au sein du M.D.R.M. (Mouvement Démocratique de la Révolution Malgache), parti créé à Paris le 2 janvier 1946 par les députés Ravoangy, Rabemananjara et Raseta, et même se sont ralliés aux insurgés. Nous remarquons encore dans le P.S.D.M.C. (Parti Socialiste Démocratique Malgache et Comorien) les intellectuels comoriens s'étaient ralliés dans ce parti.

Le plus illustre des partisans du P.S.D.M.C., est le futur président Saïd Mohamed Cheickh. Du côté de l'A.K.F.M. (Parti du Congrès de l'Indépendance de Madagascar) bon nombre de Comoriens faisaient partis de ce parti politique en l'occurrence Mohamed Hachim qui était secrétaire national à Majunga, après avoir milité pour le M.D.R.M (, Mongomory, un des fondateurs de l'A.K.F.M. est un Comorien, ce fut un secrétaire national de ce parti.

Sans avoir nullement participé à l'insurrection elle-même, d'autres Comoriens qui résidaient à Majunga et à Diégo, furent arrêtés et persécutés pour leur appartenance au parti M.D.R.M. Leur engagement en tant que militants de la cause nationaliste malgache semble aujourd'hui oublié par beaucoup.

Dés les premières heures de l'indépendance de Madagascar (le 26 juin 1960), les Comoriens vivant dans la Grande Ile ont eu le soutien du P.S.D. qui poursuivait en matière d'immigration la politique de l'ancien pays colonisateur. Ceci est dû à l'action de l'ancien pays colonisateur, la France, qui devrait davantage protéger les ressortissants Comoriens jusqu'à lors sous sa domination. D'ailleurs le P.S.D. a été favorisé et appuyé par la France à la tête du pays. Ainsi donc Madagascar n'a pas échappé, lui aussi, au néocolonialisme. En fait, il consistait à mettre en place un régime favorable de l'ancienne puissance coloniale. Ce fut tout à fait le cas de la Première République lequel Tsiranana écoutait attentivement les consignes venant de la France. Les Comoriens de la Grande Ile bénéficièrent encore plus d'un large favoritisme comme à la période coloniale. Du coup, Tsiranana avait assimilé les Comoriens aux Malgaches en les qualifiant du « dix-neuvième tribu » de Madagascar. Ce faisant, ayants le droit de vote les Comoriens n'ont pas manqué du tout à donner leurs voix au P.S.D. En ce terme, Majunga, la ville la plus comorienne de Madagascar avec ses vingt-sept mille (27 000) Comoriens en 1960, selon Delval (1979 :95) demeurait essentiellement (P.S.D.). C'est dans ce dernier que sortent pour la plupart des Comoriens politiciens. Dans la Première République le gouvernement continua le favoritisme que les Comoriens bénéficiaient pendant la période coloniale.

Il convient ainsi de préciser comment Philibert Tsiranana a eu la confiance des immigrés comoriens. En effet à partir du 24 octobre 1958, date officielle de l'indépendance de la République Malgache, les relations d'entente avec et de bon voisinage qu'entretenaient les deux pays prirent un autre aspect. Ces immigrés étaient considérés comme des étrangers. Mais grâce au statut de T.O.M (Territoire d'Outre Mer) des Comores, le 27 juin 1960 Madagascar et la France avaient signé des accords lesquels attribuaient aux Comoriens des droits comparables à ceux des Malgaches. Ainsi participent-ils à la vie politique. C'est en ce sens que la communauté comorienne constituerait plus tard une clientèle électorale importante. En fait, le P.S.D (Parti Social Démocrate) va remporter les élections municipales de

Majunga, contre le Parti d'opposition A.K.F.M. Tsiranana reconnaissait la présence des Comoriens dans la République Malgache par le fait qu'il gardait les meilleures relations avec la France.

Cependant l'arrivée de Ratsiraka à la tête du pays, en 1975, et l'accession à l'indépendance des Comores le 06 juillet 1975 ont mis en cause le destin des Comoriens à Majunga. Jusqu'à sa chute, les Comoriens ont soutenu le Président Tsiranana. Il n'y eut d'ailleurs, pendant la première République malgache, aucun affrontement sérieux entre les communautés Comorienne et Malgache. Le gouvernement de Tsiranana avait assuré la sécurité des immigrés comoriens. Un sentiment d'insécurité s'est installé chez les Comoriens (à l'instar des autres minorités étrangères résidant à Madagascar) à la suite des événements de Mai 1972 qui ont provoqué le changement de régime. En effet le 13 mai 1972 le gouvernement de la Première République fut remplacé par celui du général Ramanantsoa. Cette chute résultait de la discussion au sein de des différentes instances politiques. En 1969, Tsiranana souffrait d'une hémiplegie. Une fois rétabli, il avait pensé céder la place à Resampa. Toutefois, ce poste présidentiel a été l'objet de nombreuse convoitise :

-Rabemananjara, de l'Est

-Johary, du sud –ouest.

En 1971, Resampa fut accusé de vouloir mener un complot contre Tsiranana. Il fut emprisonné, et le pouvoir commença à s'affaiblir. De février à avril 1972, une révolte universitaire se déclencha. Plusieurs étudiants trouvèrent la mort. Le ministre de l'intérieur décida d'arrêter les meneurs. Cependant, des mouvements de solidarité se consolidèrent dans tout le pays : les lycéens, les travailleurs, organisèrent une manifestation. Alors, Tsiranana quitta le pouvoir. Après le renversement de ce dernier Madagascar va connaître trois années de turbulence sur la magistrature suprême.

Le général Ramanantsoa devint chef de gouvernement provisoirement. Après, un referendum, celui-ci est investi définitivement.

Entre 1973 et 1975, un climat de mésentente régna au sein des membres du gouvernement. Ramanantsoa démissionna en cédant la place à Ratsimandrava. Au bout de huit jours, Ratsimandrava fut assassiné. Le sort des Comoriens est toujours suspendu. Certains préoccupés par l'atmosphère régnante préfèrent rentrer aux Comores. Du coup, le nombre des immigrés comoriens à Majunga baissa petit à petit. Ce qui fait que le nombre de vingt sept mille (27 000) comoriens en 1960 est réduit de seize mille (16 000) en 1976 d'après les données de Delval (1979 :104). Mais l'arrivée de Didier Ratsiraka au pouvoir en 1975, va encore inquiéter la communauté comorienne. L'insécurité régna à nouveau. De nouvelles réformes eurent lieu à Madagascar en particulier la malgachisation des cadres. A ce climat nouveau, le désespoir et l'inquiétude s'installèrent chez les immigrés comoriens. Beaucoup de Comoriens sans travail et sans espoir d'en trouver, durent quitter la Grande Ile. De plus, ces mesures de malgachisation des emplois ont créé un clivage profond entre les Comoriens et les Malgaches. Ces mesures ont touché l'enseignement, la police, le statut des immigrés (imposition de visa de séjour) etc. dans ces trois domaines surtout le clivage était très fort.

En effet, la malgachisation de l'enseignement fut jugé très dangereuse par les Comoriens qui ont jugé préférable, pour la plupart, d'inscrire leurs enfants dans les écoles utilisant le français. Ensuite l'évocation de régulariser ses papiers, choses qui n'existaient pas au temps de la première République, fut coupée les relations entre les immigrés et les Malgaches. Enfin, le changement dans la police paraissait inquiétant pour la sécurité des Comoriens. Les conséquences de cette transformation politique sont évoquées comme suit :

« L'une des explications des heurts interethniques qui ont déclenché l'hostilité des Comoriens à Majunga en 1976 et l'exode qui a suivi, est la politique d'affirmation nationale du gouvernement malgache issue de la révolution de 1972 et du coup d'Etat de 1975, avec la priorité affirmée aux nationaux dans le monde du travail et du commerce, la malgachisation rapide des cadres, bien qu'officiellement elle ait été dirigée plus contre les impérialistes occidentaux que contre les frères comoriens, risquait d'encourager des réactions d'intolérance et de xénophobie » (N.J. Gueunier 1994:192).

De même la déclaration d'indépendance des Comores, le 6 Juillet 1975, avait placé les Comoriens de Majunga dans une situation délicate. Ayant perdu la qualité de ressortissants français, ils n'étaient plus protégés par la représentation diplomatique et consulaire de la France à Madagascar, exception faite des Mahorais, île restée sous administration française. Néanmoins, la situation des Mahorais n'était pas moins complexe, étant donné que le gouvernement malgache, considérait que l'ensemble de l'archipel a accédé à l'indépendance, il ne reconnaissait pas le maintien de Mayotte dans l'ensemble français.

Cette absence d'une représentation officielle comorienne a ainsi sans doute pesé sérieusement sur le sort des milliers des Comoriens de Majunga pendant la tragédie de décembre 1976.

2-1] Un contexte de tension sociale larvée dans la ville de Majunga.

Particulièrement nombreux, les Comoriens représentaient à eux seuls, plus de la moitié de la population de Majunga, selon Delval (1979 : 117), proportion peu vraisemblable. Vu leur importance numérique, les Comoriens étaient accusés de ne pas s'intégrer aux populations locales par certains responsables locaux. Ces derniers souvent reprochaient aux Comoriens de vouloir transporter leur culture et société originelle et ainsi exercer une domination sociale dans la ville de Majunga comme s'ils avaient le sentiment d'être chez eux. D'après mes informateurs M.Fredo, M. Benjamin Rabarijoana, M.Julien Rakotomala, tous les samedis et dimanches, les rues des quartiers populaires de la ville de Majunga étaient animées par les danses comoriennes. De plus, les différentes fêtes musulmanes étaient habituellement célébrées avec éclat. Certaines veillées se déroulaient et continuent de se dérouler dans les emplacements aménagés en plein air avec tribunes, estrades, lampions et hauts parleurs diffusant les prédications, les prières, les chants religieux, ou des chants enregistrés.

Souvent des réactions de l'opinion malgache reprochèrent aux Comoriens de se retrouver volontiers entre eux dans de nombreuses associations et de continuer à parler le comorien. Ajouter à cela, les Comoriens ont l'habitude de palabrer à haute voix, une chose qui dérange leurs voisins malgaches c'est un phénomène que l'on rencontre partout où existe une communauté comorienne.

Ce phénomène des associations originaires est une des caractéristiques générales des Comoriens dans les villes malgaches, où il concerne, les originaires des différentes régions du pays. Cela n'empêche pas qu'il ait été interprété par les Tsimihety, les Antakarana, les Antadroy ...comme un signe de refus d'intégration.

2-2] **LES PREJUGES**

Les reproches faits aux Comoriens sont évoqués par *Lakroan'i Madagasikara*, dans son article du 16 Janvier 1977 :

Du temps de la colonisation et du temps du régime Tsiranana, les Comoriens jouissaient de certains privilèges. Est-ce du fait de leur docilité au régime en place ? Est-ce pour humilier les Malgaches (durant la colonisation) ? Est-ce parce que pour le régime Tsiranana, ils constituaient un réservoir de « benis-oui-oui » lors des élections ? Le fait est que, aux yeux des Malgaches des quartiers populaires (donc aux yeux du petit peuple), les Comoriens passaient pour des gens qui s'estimaient au-dessus des lois existantes. Aux yeux des Malgaches, le vagabondage des bengy (chèvre) appartenant aux Comoriens, vagabondage qui aucune autorité locale à Majunga n'a jamais réussi à arrêter, était le signe de ce « mépris » des Comoriens pour les lois existants. Mais ils sont bien défendus par les Vazaha, les Indiens et les Malgaches haut-placés qui les apprécient beaucoup (et avec raison) comme serviteurs fidèles, consciencieux, travailleurs » (Ralibera 16 janvier 1977 :5-6).

Le petit peuple de Majunga, comme d'ailleurs à Madagascar où il y a une colonie comorienne assez importante, redoute les Comoriens réputés « *mpanao fanafody mahery* » (possédant des petits talismans redoutables) et craignent surtout ce qu'ils appellent « *Al Badiry* » (sorte de revanche terrible par le moyen des empoisonnements, à distance²¹). [...] Depuis l'indépendance de Madagascar en 1960, mais surtout depuis 1972-1975, les Malgaches des quartiers populaires trouvaient de plus en plus insoutenable cette « *domination* » sociale des Comoriens,

²¹La définition que R. Ralibera donne ici de *l'Al badiry* est approximative ; en fait il s'agit plutôt d'une incantation employée pour démasquer une vérité en conséquence ça peut réagir violemment mais ça dépend du vœux de celui qui est en possession.

en terre malgache. Car tout, dans les attitudes des Comoriens, était interprété comme « *dominations* », « *arrogance* » selon Ralibera ([16 janvier 1977 :5])

Depuis l'indépendance de Madagascar en 1960, les Comoriens se prévalaient de leur qualité des ressortissants français et aux yeux des Malgaches des quartiers populaires, les Comoriens passaient pour des gens supérieurs sans qu'aucun niveau de culture, ni certain degré d'instruction ne permette de le justifier. Il est reproché également aux Comoriens d'exiger des locataires malgaches de leurs maisons qu'ils respectent l'interdit de la viande de porc, ce qui exaspérait surtout les migrants originaires de Tananarive et Fianarantsoa parmi lesquels existaient des gens qui observent l'interdit du porc. Ce qui est remarquable dans ce genre de conflit, provoqué par l'incompatibilité des interdits alimentaires, n'est nullement particulier aux relations entre Comoriens et les groupes sociaux vivants à Majunga.

Ainsi, il est souvent mentionné, dans les régions de la côte Ouest, l'état des relations entre les groupes sociaux malgaches et la communauté comorienne. Sur cette question, les Betsirebaka et les Comoriens s'accusaient mutuellement, selon le mécanisme des stéréotypes ethniques, d'être sales, impurs. Pour les Betsirebaka, le Comorien est sale parce qu'il tolère les excréments auprès de son habitation (dans les fosses des cabinets). D'autre part, d'après le Comorien, le Betsirebaka est sale parce qu'il répand ses excréments sur la voie publique.

Il faut comprendre que d'un côté comme de l'autre, les idées de pureté et de souillure sont en jeu mais avec des conceptions différentes. Pour les Betsirebaka, l'excrément est une souillure, et comme tel il doit être éloigné de l'habitat. En brousse, il est facile de se soulager à l'extérieur des habitations. Mais en ville, comme Majunga, il n'y a pas des lieux écartés, on peut souvent avoir tendance à se soulager à proximité de la maison de quelqu'un. Du côté Comoriens, il s'agit d'une question rituelle, en liaison avec la civilisation musulmane, pour laquelle il faut être en état de pureté parfaite, pureté obtenue grâce à des ablutions. La pratique de ces ablutions exige qu'on ait des lieux de toilettes (pour se laver commodément), mais aussi une fosse d'aisance. Ces lieux de toilettes sont annexés aux habitations ; ils font partie de la maison comorienne.

Le métier de pousse-pousse, souvent exercé par les Betsirebaka, a donné lieu à des conflits. Les Betsirebaka, tirant leur pousse-pousse, essayaient des jets de pierre lors de passage dans le quartier de Mahabibo, et celui d'Abattoir habités par des Comoriens. Il y a même des petites chroniques qui renforçaient la haine des Betsirebaka à l'encontre des Comoriens. Un témoin raconte :

*«Un client comorien se fait conduire à un endroit ; une fois arrivé, il prétend aller chercher de l'argent à la maison en laissant son sac dans le pousse ; le Betsirebaka attend pendant des minutes, puis finit par ouvrir le sac pour découvrir qu'il ne contient rien, si ce n'est que du sable ou des cailloux ».*²²

En un certain moment, aux yeux d'un grand nombre de Malgaches, les Comoriens apparaissent comme des gens qui possédaient une certaine fortune. Ils avaient réussi à se faire construire des maisons louées à des Malgaches. Ils ont pu acheter des meubles, des bijoux en or... Les mariages donnaient lieu à de grandes cérémonies, pendant lesquelles ils offraient de manière ostentatoire des billets aux musiciens. Cette réussite, les a désignés, en cas de crise, à devenir « *out group* » (expulsif) comme le disent les Anglais..

Le père Ralibera montre la gravité de la situation ainsi créée. Selon lui, tous ces griefs expliquent certes le déclenchement des hostilités, mais ne les excusent en rien :

« [...] Quoi que nous puissions dire pour expliquer ce que représentaient les Comoriens à Majunga, rien, absolument rien ne peut justifier ni excuser la tuerie qui a eu lieu. Nous ne pouvons pas être fiers de ce que nos compatriotes des quartiers populaires de Majunga ont fait. Il est vrai que quand la furie populaire se déchaîne, les atrocités les plus innombrables ont toujours lieu ; ceci est vrai de tout temps et en tous lieux. Mais ceci n'est pas une excuse, encore moins une justification ». (Ralibera 1977 : 46)

Tous les reproches faites aux Comoriens révèlent le contexte de tension plus ou moins latente qui régnait depuis longtemps entre Comoriens et Malgaches, surtout ceux appelés péjorativement Betsirebaka. Des échauffourées ont éclaté à plusieurs reprises notamment de 1971 à Majunga mais elles n'avaient jamais

dégénéré en règlement de compte collectif comme en 1976 dans la ville de Majunga. A la chute de Président Tsiranana en 1972 contraint de démissionner sous la pression de la rue, les gouvernements qui se succédèrent se soucièrent peu de protéger les étrangers. Alors il suffisait d'allumer une mèche pour voir l'étincelle se répandre rapidement dans des conditions affreuses. C'est donc dans de telles circonstances que se sont déclenchées les violences meurtrières contre la communauté comorienne de Majunga en décembre 1976. Cependant il faut aussi voir les crises qui frappaient le pays dans cette année de 1976, car si l'on analyse très bien, on constate comment elles ont nourri à la violence des hostilités dans cette ville.

3] Les crises de l'année 1976 et l'Etat Malgache

L'existence de tensions, aiguës et nombreuses, est certes le propre de toute sociétés en mutation, surtout lorsque le pouvoir entend procéder à une réorientation d'ensemble le climat politique s'alourdissait considérablement pendant la deuxième moitié de 1976. Deux événements surgissent avant l'« affaire de Majunga » en décembre.

_ Le décès en juillet 1976 du Premier ministre lors d'un accident marqua profondément le gouvernement révolutionnaire.

-Il sera suivi par la crise d'août-septembre 1976

3-1 La mort du Premier ministre (30 juillet 1976)

Le 30 juillet 1976, un accident d'hélicoptère provoqua la mort du Premier ministre, en tournée dans la préfecture d'Antsirabe. Trois autres personnalités qui l'accompagnaient : son directeur du cabinet militaire, le commandant Rampana (membre du C.S.R), le Ministre du développement rural (M.Pierre Rajaonah) et le chef de l'Etat major des forces armées (le lieutenant- colonel Alphonse Rakotoniainy) décédèrent lors de cet accident. Celui ci suscita d'après Calvet (1977 : 367) « *d'inévitables soupçons de sabotage*. l'émotion populaire est d'autant plus forte que le colonel Rakotomalala soit le deuxième chef du gouvernement à disparaître de mort violente en un an et demi (après l'assassinat du colonel Ratsimandrava , le 11

²² M. Abdou, mosquée de bazar kely, Tamatave. Interview fait dans la cour de la mosquée le 15 mai 2005.

février 1975). L'accident obligea à former un nouveau gouvernement. Une fois passée la semaine de deuil national, le Président de la République nomma le 12 Août Justin Rakotoniaina comme Premier ministre. La composition du nouveau gouvernement est à peu près la même. Cependant il y a eu quelque remaniement et retouche de poste qui consista à la création d'un département autonome de la défense, qui relevait depuis janvier du Premier ministre. Il fut confié à Mampila. Pour pallier les vacances de postes et compenser les permutations : M.Rabotoson prit la tête de l'éducation nationale, Rakotomavo Bruno et sont nommé respectivement ministre des affaires étrangères. Et le 20 août, le Premier ministre nomma le nouveau gouvernement, un gouvernement de continuité qui comportait Koussay Said Ali (originaire comorien): ministre de la population et de la condition sociale».

3-2] la montée des périls :

Le nouveau gouvernement se trouva en face d'une situation difficile. Contrastant avec l'esPoirier mêlé de soulagement des débuts, l'opinion publique, un an après, semble devant l'accumulation des difficultés de la vie quotidienne, davantage incliner vers la « morosité », voire l'inquiétude, que vers « *l'enthousiasme révolutionnaire* ». Deux problèmes le préoccupaient particulièrement : l'insécurité grandissante et le ravitaillement.

Le trouble social

Encouragée par la crise d'autorité qu'a frappé à Madagascar depuis 1972, l'insécurité s'est, une fois de plus, installée dans le pays. Les pénuries d'approvisionnement en produits de première nécessité, qui viennent régulièrement à manquer, sont une autre source d'irritation grandissante de la population, quoique la hausse officielle des prix reste continue dans les limites modérées. Les « *sabotages* » volontaires et pratiques illicites de certains commerçants ou spéculateurs y ont leur part ; mais les carences du ravitaillement s'expliquent par l'inadaptation de l'administration et selon Calvet (1977 :369) « *des organismes*

paraétatiques » à gouverner et à réglementer les circuits commerciaux ou par l'absence de coordination entre organismes responsables.

Ces deux problèmes constituaient d'inquiétants abcès de fixation dans un corps social de nouveau fiévreux. Les fonctionnaires et la constitution de la nouvelle classe bourgeoise malgache malgré une adhésion verbale aux idéaux révolutionnaires, s'inquiétaient de l'avenir.

En face, la réalité vécue ne fut pas de ce que l'on promet par les leaders révolutionnaires. Les slogans « révolutionnaires » n'étaient que de l'utopie. Le malaise social s'étendait et d'autant plus l'écart entre la société civile et l'Etat malgache était immense. Ce dernier commença à pénétrer les masses : L'augmentation du chômage urbain favorisa l'apparition de la délinquance dans les villes, notamment à Majunga. Il y a une persistance d'un écart toujours aussi élevé entre les revenus et le niveau de vie, malgré l'aggravation de la pression fiscale sur les hauts revenus. « *l'écart entre le salaire moyen mensuel minimum d'un employé non qualifié (5 316 fmg) et le salaire moyen maximum d'un cadre supérieur (339 624) est toujours de 1 à 63.8* » (Calvet 1977 :370) de La vie au contraire devenait de plus en plus chère. Si nous pouvons transposer cette période dans ce début XXIe siècle ça serait comme l'après crise de 2002 ; où l'on manquait du riz, les vols de bœufs et la criminalité furent récurrents etc.

Les divisions du mouvement syndical de cette année 1976 agitaient la petite minorité que constituaient les salariés (moins de dix pourcent de la population active). Ceux ci avaient subi les « retombées » du polycentrisme des « organisations révolutionnaires ».²³ Entre temps, la demande de révision du code du travail de 1973 se fait plus, dans le sens d'une augmentation des droits des travailleurs dans l'entreprise. Tandis que les grèves, généralement passées sous silence par l'information officielle, sont nombreuses, et parfois « dures ». Tant à Tananarive qu'à Majunga et d'autres provinces. Malgré les avertissements du pouvoir, qui y voyait des « menées anti-révolutionnaires », le malaise social n'hésita pas au besoin à sévir. Ces

²³ Le nouveau parti au pouvoir « AREMA » avait un rôle central dans le gouvernement révolutionnaire. Madagascar était le « petit URSS » des années bolcheviques, c'est à dire le parti Bolchevique et le gouvernement ne fut que homogène.

déficiences et ces contradictions, inhérentes à une période de transition et de restructurations, sont cependant à l'origine d'un mécontentement diffus difficile à exploiter par les opposants au régime. « *Le présentant le nouveau cabinet, le 20 Août, le président Ratsiraka exprime son agacement devant l'incompréhension, par beaucoup, la situation. « Depuis quelque temps, l'on constate à tous les niveaux un certain laisser aller sur le plan des responsabilités ... Actuellement on oublie assez facilement la hiérarchie .On s'adresse directement aux ministres, aux membres du C.S.R. et même au président, c'est une marque de confiance mais il faut quand même savoir que le président ne peut pas tout faire ... (en matière de sécurité), les gendarmes, les militaires, la police ne suffisent pas. Il faut que les Fokonolona les aident ..., la moindre difficulté devient un drame. Une rupture de stocks et c'est la tragédie »* (Calvet 1997 : 371).

Au même moment, s'ajoutant aux conditions d'installation de l'AREMA (rôle de l'administration, présence d'anciens membres du P.S.D), ces conditions font peser une incertitude sur le sens et la réalité de la révolution. En effet dans une révolution, telle quelle, dès que la société civile commence à douter, cela n'est sans réaction et c'est une opportunité pour les « anti-révolutionnaires » de semer des troubles. En fait, c'est ce qui se produit à Madagascar. Et d'autant plus que Madagascar depuis la chute de Tsiranana (en 1972) jusqu'à le coup d'Etat de Ratsiraka en 1975, le pays était dans la tourmente politique ; rien ne fut étonnant de savoir dans le courant de l'hiver austral 1976. Dès lors, une double offensive, s'est avérée dans l'opposition que dans le pouvoir. Pour la réaction, il s'agissait de semer le trouble dans l'opinion, exploitant systématiquement les points faibles du nouveau régime et en cherchant à déconsidérer ses dirigeants dans leurs personnalités. De ce fait, l'opposition au régime révolutionnaire tient toujours la corde, moindre faiblesse de la part du gouvernement, elle n'hésita pas à l'afficher au devant de la scène politique et à l'opinion publique, des tracts et graffitis. Depuis l'investissement de Ratsiraka, le 14 juin 1975, dans les rues et les lieux publics les rumeurs et « on-dit » ne cessaient de sillonner. De la sorte, les tracts, graffitis et les « on dit » conservaient un air d'inquiétude. Dans tout le territoire malgache la situation était confuse. Le banditisme, les difficultés de l'approvisionnement, les troubles sociaux, rumeurs sont tous des sabotages d'après le gouvernement. « Il s'agit d'autant de

sabotages ou de manœuvres imputables aux réactionnaires et aux impérialistes, ou d'agitations qui objectivement leur profitent » (Calvet 1977 :371).

Le pays a été embarqué dans une atmosphère de mutation et de transformation de la société. La révolution menée par le président Ratsiraka commençait à avoir des failles mais surtout à être impopulaire. C'est malgré tout, l'avènement de l'affaire de Majunga qu'allait rehausser la révolution dans un moindre mesure ; puisque à cette occasion, l'affaire de Majunga consistait à faire une diversion de l'opinion nationale. Car comme toute société lorsque surgit des événements pareils, on met en avant la différence. Puis après, on l'exploite. C'est la cas récemment en France, pendant le mois de novembre 2005 où il y'a eu des hostilités dans les banlieues. (Ces banlieues incarnent les immigrés.) Toute de suite, les autorités françaises ont réagi en mettant en cause les minorités étrangères autrement dit la question des immigrants. Seulement l'élément « étranger » est mis au devant de la scène politique et sociale, dans de tel cas. Il en est de même à Majunga. Dès les premiers jours des hostilités, les chefs Betsirebaka, pour avoir le soutien des autres groupes sociaux, ont suscité cette différence c'est à dire « l'étrangeté » des Comoriens. De loin, cela sera repris et exploité par le gouvernement de la deuxième République. En terme politique, on parle de « diversion » de l'opinion nationale. Ceci est exhalé dans le but de regagner la confiance.

Dans ce genre de diversion, il faut concerter les grands politologues pour en arriver à ce genre de résultat. En guise d'exemple, le président W.Bush lors des attentats du 11 septembre 2001 qui allaient affaiblir son régime tout en mettant en cause le système d'information et de sécurité nationale américaine, créa en conséquence une situation favorable à son encontre. C'est de combattre dans l'immédiat le terrorisme à l'échelle mondiale.

En somme l'Etat malgache et le C.S.R avaient été affaiblis déjà quelque mois avant les hostilités. Donc il a fallu au gouvernement qu'une situation pareille arrive (malheureusement) pour rehausser son impopularité.

En définitive, nous avons étudié la situation générale de Madagascar qui pourrait influencer les hostilités depuis 1900 jusqu'à la veille des hostilités (le 22

décembre 1976). Maintenant après le cas général il est sans condition d'étudier à la même période, la situation des immigrés à Majunga.

4] **LES COMORIENS DANS LA SOCIÉTÉ MAJUNGAISE(1900- 1975)**

4-1] **l'insertion des Comoriens dans la ville de Majunga**

Les immigrés comoriens se sont dispersés dans la Grande Ile. C'est dans la ville de Majunga qu'ils se sont concentrés le plus. Ils y étaient 27 000 alors qu'à Diègo-Suarez la deuxième ville comorienne, les Comoriens ne sont que 5 700 en 1960 selon les enquêtes de Delval (1979 :98). Elle constituait une zone de repli pour les autres Comoriens des autres provinces de la Grande Ile, comme par exemple : ceux de Tamatave, de Tuléar, de Tananarive.

De même Majunga était la première agglomération des immigrés comoriens dans le monde. Dans cette ville, le quartier de Mahabibo, dans lequel se déclencheront les événements sanglants, rassemblait plus d'immigrés comoriens que la plus importante localité de l'archipel. C'est pourquoi l'hostilité a beaucoup marqué l'archipel. Le principal objectif de ces immigrés était d'y obtenir un gain supérieur au pécule que leur versaient les sociétés qui les employaient. Leur insertion dans la ville est une condition générée par l'historique de la ville. Cependant leur insertion n'est pas synonyme d'une réussite automatique, car ils devraient s'affirmer dans la société. La plupart des immigrants avec le manque de qualification professionnelle et le niveau de vie très modeste, sous l'administration coloniale, exerçait n'importe quelle profession. En Général ils formaient une classe prolétaire très importante pour le développement économique de Madagascar. Sous l'administration coloniale, ils étaient recrutés dans la police en masse mais la plupart travaillaient dans les secteurs informels. Ils étaient des cuisiniers, veilleurs de nuit, plantons, magasiniers....

Assez peu se livraient à des activités agricoles ; il faut mettre à part cependant les Anjouanais, au tempérament de paysan rustique, qui sont recrutés par

contrat pour les plantations et industries sucrières du Nord et Nord-ouest. Les Comoriens travaillaient dans les sociétés du Nord de Madagascar. Ils étaient des ouvriers très dynamiques et appréciés. Les autorités coloniales encourageaient leur recrutement. Ils allaient même préparer leur départ depuis les Comores. Ils étaient donc très nombreux à la S.O.S.U.M.A.V (Société Sucrière de la Mahavavy) à Ambilobé. Selon Delval (1979 : 111), la S.OS.U.M.A.V employait plus de 2000 travailleurs comoriens. Quelques uns travaillaient pour leur propre compte comme pêcheurs, gargotiers, petits boutiquiers, patrons de boutres...

L'élite est constituée par quelques commerçants, un certain nombre de fonctionnaires et un petit nombre de privilégiés exploitant des concessions immatriculées. La grande majorité reste cependant constituée par des manœuvres non spécialisés percevant un salaire mensuel variant entre « 4000 et 5000 francs » (Delval 1979 : 99) sur lequel vit la famille et les parasites à la recherche d'un emploi. C'est dans l'ensemble, une masse prolétarienne qui concurrençait sur le marché de l'emploi les originaires du pays notamment betsirebaka, qui sont venus depuis le Sud de Madagascar pour les mêmes ambitions.

Sur le plan socio-économique les immigrés comoriens occupaient une place non négligeable dans la ville de Majunga. Tout était organisé comme si Madagascar était leurs pays d'origine. Ils avaient construit des mosquées et des écoles coraniques dans le but de pratiquer la religion musulmane et la propager dans la Grande Ile. Ils s'efforçaient d'apprendre la langue malgache. Grâce à leur insertion dans la société malgache, ces immigrés comoriens épousèrent des femmes autochtones; les enfants issus de ces mariages, les « Zanatany », ne voulaient pas entendre parler d'un retour aux Comores de leurs parents lors du rapatriement en 1977. Il est à souligner qu'à partir de la colonisation et la première République malgache les immigrés comoriens eurent beaucoup de considérations. L'insertion des immigrants comoriens a été favorisée par ces privilèges. Avec l'insertion s'ensuivit le favoritisme qui sera la pièce maîtresse de l'apparition des graines de la haine.

4-2] Le favoritisme à l'égard des Comoriens sous la première République (1960 à 1975)

Le favoritisme a pris ses racines pendant la période coloniale. Ainsi la domination française à Madagascar a permis aux Comoriens de mieux s'intégrer au sein de la société malgache. Mais cette facilité des immigrés comoriens a créé un vif sentiment de mépris à l'encontre des Malgaches, par les Comoriens. Les hostilités anti-comoriennes du 11 août 1946 à Tamatave et celle qui fait notre sujet de mémoire sont la conséquence de ce favoritisme. La majorité des Comoriens véhiculaient cet atout (le favoritisme) ostentatoirement. A l'arrivée de Ramanantsoa à la tête du pays en 1973, l'esprit nationaliste s'est accru. Les étrangers ont été la cible d'où une montée de xénophobie. Ce sentiment xénophobe était causé par les Comoriens qui affichaient dans leur comportement des signes ostentatoires et de fraternité qui favorisa la réussite des Comoriens. A Majunga la population locale enviait l'entraide des Comoriens. Miftahou (1997 : 42) a recueilli le témoignage :

« Nous, les Malgaches sommes nombreux mais nous ne nous entendons pas. Nous ne pouvons pas faire comme eux (les Comoriens) » (Miftahou, 1997, 42). Celton Ajoute: *« pour eux, même les plantons et les gardiens arrivent à s'en sortir financièrement pourtant nous indigènes sommes dans la boue » (Miftahou 1997 :42).* Il s'agit d'une vision ethnique des différences dans le but de mieux faire. Mais si l'on observe à Majunga et partout dans les provinces, les Merina, les Betsirebaka sont mieux organisés par rapport aux Comoriens. L'hostilité même l'illustre. La plupart des victimes sont les Anjouanais. Ils ne se protégeaient pas car le fautif est un Grand comorien. Donc ils croiraient être épargnés ; mais les Betsirebakas ne font pas la différence. En quelque mot, la communauté comorienne est moins organisée. Les Malgaches mettent l'organisation parfaite des Comoriens au devant car un étranger dans un pays est facilement repérable. Par exemple si on observe à l'échelle nationale le cas de Tamatave, la prospérité des Merina est plus perceptible. D'ailleurs ils sont victimes de plusieurs hostilités. La dernière exaction contre eux date du mois d'avril 2005, dans le marché de Bazar Kely ; où ils ont vu une partie de leurs marchandises partir en fumée.

A l'instar des Malgaches, dans la communauté comorienne existe, en fait, une grande solidarité malgré une division très marquée dans les différentes sections

communautaires comoriennes. En effet, entre les Anjouanais et les Grands comoriens (les habitants de la Grande Comores) rivalisent. Par contre entre les Mohéliens (l'île de Mohéli) et les Mahorais (Mayotte) cette rivalité n'existe point. La mésentente entre Anjouanais et les insulaires de la Grande comore date de la période des sultanats. Les sultans anjouanais allaient souvent razzier l'île de Mohéli. Les rois de cette île demandaient de l'aide militaire du côté des rois Grands comoriens. Et de là surgit une rivalité qui continue à marquer l'ensemble de la société comorienne. C'est un phénomène qui se généralise partout où il se trouve une colonie comorienne.

La différence se fait souvent sentir. C'est un phénomène qui se généralise partout où il se trouve une colonie comorienne.

En outre dans les journaux officiels de 1960 à 1975 les arrêtés publiés, concernant les nominations, promotions et mutations des fonctionnaires, peu de noms comoriens apparaissent mis à part le plus illustre Koussay Said Ali, ancien ministre de la population sous le gouvernement révolutionnaire. Il fut inquiété lors des l'événement de 1976. Si ces arrêtés ont défavorisé les immigrés comoriens, nous dirions que cette situation est liée aux problèmes politiques et économiques que Madagascar éprouve à ce temps là ; et fait d'eux une cible de choix. Travailleurs dynamiques, consciencieux, tels sont les qualificatifs donnés aux Comoriens par les Malgaches suivant Delval (1979 :85). Et les Comoriens, eux mêmes. Ils ont continué à asseoir cette réputation, en faisant toujours mieux que ce qu'on attend d'eux. Leur qualité de bons travailleurs, les avantageait financièrement. Cette position place les Comoriens en concurrents et les démarquent encore plus des Malgaches. Miftahou qui a rapporté le témoignage de Rafiou Abdallah à Tamatave, nous décrit l'appréciation des femmes malgaches :

« Les femmes Malgaches semblent s'adapter aux valeurs sociales des Comoriens à la famille élargie. Il est bon ton pour une côtière de se marier à un Comorien » (Miftahou 1997 : 43).

Vraisemblablement pour des raisons financières et de protections, les femmes malgaches se plaignent de l'attitude machiste de certains maris malgaches.

Elles les accusent de tous les maux.

Marie Celton prête à des femmes malgaches, épouses des comoriens, les propos suivants : « *les Comoriens ne nous apparaissent certes pas violents et nous voyons en eux une attitude subtile dans leur comportement* » (Miftahou 1997 : 43). L'attitude des Comoriens perçue par les femmes Malgaches n'est que normale. Puisque étant étranger, nous sommes obligés de délaissier tout comportement dégoûtant afin d'avoir la sympathie des locaux. C'est pour cette raison que les Comoriens ont eu l'estime de l'administration coloniale, puis celle de Tsiranana et enfin celle des femmes.

En outre, avec le faible niveau de vie des Betsirebaka, similaire à celui des immigrés comoriens, les Betsirebakas envient l'entraide des Comoriens. Cet entraide des immigrés allait jusqu'à créer un système d'épargne fondé par le « shikoa » « banque » (chaque actionnaire encaisse une somme égale tous les semaines ou tous les mois et le prêt est à tour de rôle) Ce système permet au membre de la communauté de monter des petites affaires le remboursement se fait en un mois ou en une semaine. Cela dépend du Contrat

Chapitre III : LES HOSTILITÉS (kafa) DE DECEMBRE 1976 A MAJUNGA

Avant de procéder à l'analyse des hostilités, nous devons définir le mot « Kafa ». Kafa est un mot comorien, nous sommes obligés de donner une petite précision concernant la langue comorienne (le Shimasuia ou Shikomor), pour rendre notre travail plus compréhensible pour les lecteurs étrangers. C'est une langue qui dérive principalement, comme le Swahili, des langues Bantu et des langues arabes et persans. Ainsi, le mot Kafa est un mot comorien d'origine arabe qui veut dire « hostilité ». Cela dit, nous avons sciemment choisi ce terme parce qu'il a pris depuis, un sens très fort dans la mémoire des Comoriens car il reflète aujourd'hui les mauvais souvenirs des années 76 à Majunga. Ainsi, dans le lexique comorien de Chamanga (Chamanga 1992 :114) le mot Kafa a comme synonyme 'malheur ou calamité. Ce qui sous-entend que les événements de Majunga du 19 au 23 décembre 1976 sont passés dans la mémoire et méritent donc d'être étudiés d'où la formulation de notre thème : les hostilités ou kafa de Majunga de 1976-1977.

De fin décembre 1976 au début 1977 durent, les événements de Majunga qui par leur déroulement cela semblerait être comme un complot organisé de longue date par les Betsirebaka, contre les immigrés comoriens. C'est l'événement le plus meurtrier que les Comoriens aient jamais subi.

1) le déclenchement des hostilités

Un incident joua un rôle de détonateur dans une situation explosive. Le malaise social atteignait son paroxysme. Le gouvernement malgache était dans la confusion totale. D'une part il était confronté aux désordres au sein même du gouvernement et d'autre part il était confronté à la dégradation de la société civile entraînée par les pénuries des denrées alimentaires, et la montée de chômage. Selon Calvet (1977 :373) les denrées alimentaires surtout le riz, (aliment de base) manquaient ainsi que les prix des marchandises coûtaient de plus en plus chers. Les Comoriens immigraient et gonflaient de plus en plus les milieux urbains alimentant ainsi les maux existants. De plus, les Majungais attendaient un retournement de

situation de la part du gouvernement révolutionnaire. C'est à dire pourchasser les impérialistes français y compris les Comoriens, les protégés des Français et du gouvernement de Tsiranana.

Les hostilités commencèrent vers la fin de la matinée du lundi 20 décembre et durèrent jusqu'au 23 décembre 1976 à Majunga, D'après les témoignages oraux, le récit est toujours semblable, malgré les variantes. La nièce du fautif, Soilha (étudiante à Antananarivo) donne une première version, « *dans le quartier populaire de Fiofio où cohabitaient les Malgaches et immigrants Comoriens, un jeune enfant betsirebaka, Randria fit ses besoins, dans la cour de mon oncle. Choqué par cet acte, mon oncle pour corriger l'enfant lui barbouilla la figure de ses excréments* ».

Il existe à part cette version plusieurs autres selon nos informateurs qu'il convient de rapporter. Ainsi une seconde version, rapportée par un Malgache²⁴ le Comorien aurait fait manger les excréments de l'enfant betsirabaka à celui-ci. Mais cette version est atténuée par L.Rangers qui rapporte que le Comorien aurait juste obligé l'enfant malgache à enlever sa saleté. Enfin, la quatrième version qui nous vient de M. Houmadi²⁵ avance que le Comorien aurait pris les excréments de l'enfant malgache pour les jeter dans la cour de ses voisins malgaches.

Compte tenu de l'antagonisme entre immigrants comoriens et betsirebaka qui couvait depuis les premiers événements de 1971, il nous a paru nécessaire de mettre en exergue autant que possible toutes les versions recueillies sur le terrain. Ces quatre versions mettent en scène une dispute entre deux familles, dispute qui porte sur des souillures ayant entraîné l'hostilité. Il faut souligner que c'était là enfreindre un grave interdit concernant collectivement les Betsirebaka qui prirent très mal ce qu'ils considéraient comme une insulte à leur égard. Ces immondices sont considérées comme tabou par les Betsirebaka, chez qui, les enfants jouissent d'une très grande considération. En plus la souillure exclut du cimetière ancestral la victime et ses descendants.

C'est l'étincelle ! A leurs yeux, l'affront est très grave. Ce fut donc le prétexte qui déclencha les affrontements. La communauté comorienne, conduite par son responsable, Mzé M'madi songeant à la gravité de l'affaire, s'est présentée auprès

²⁴ (H) Richelson, gendarme retraité. vice président du fokontany Tsaramandroso Ambany Majunga II.

du chef des Betsirebaka pour un arrangement à l'amiable. Du côté comorien ils ont eu le réflexe un peu tardif mais ils ont du moins montré un geste de responsabilité. Selon Ratovonarivo (« *les événements de Majunga* », *éclair*, n°03, décembre 1976) pour nettoyer la souillure deux solutions étaient possibles:

La première consistait à sacrifier les bœufs et organiser un cérémonial de purification en utilisant de l'or. La deuxième, la plus tragique exigeait l'immolation d'un être humain. A la demande de Mohanzy, chef des Betsirebaka la communauté comorienne avait accepté une première fois d'offrir le bœuf et l'or. Mais il y a eu quand même des hésitations de la part des Comoriens. Faute d'entente, les deux familles en conflit se sont rendues au commissariat de Mahabibo, pour se plaindre toutes les deux. En un moment donné l'affaire ne concernait qu'aux deux familles. Alors au commissariat, ils trouvèrent un agent qui estima excessives les prétentions des Betsirebaka. La famille malgache exigeait une réparation en nature de l'outrage subi, conformément aux traditions. Sinon qu'on leur livre pour le lyncher le Comorien « fautif » que la police avait gardé sous sa protection. Il est à remarquer que la famille malgache bien qu'elle soit seule dans l'affaire mais pense avant tout à la tradition, c'est-à-dire à la communauté. Le policier n'ayant pas compris la pensée de la famille malgache aggrave encore la situation en conseillant d'indemniser la famille. « *Le policier conseilla à la famille comorienne de remettre un billet de 100 francs à titre de dédommagement* » selon Delval (1979 :105). Si la famille de la victime avait raisonné de son propre soi, elle aurait accepté le dédommagement. Mais une fois encore elle agit communautairement. De ce fait, Les Betsirebaka se retirèrent et alertèrent leurs congénères. Pour se venger et répondre à une offense par une offense de même ordre, les Betsirebaka ont spontanément exprimé leur fureur en jetant des pierres sur le commissariat ; ensuite ils se sont dirigés vers la Grande Mosquée comorienne du vendredi pour y jeter des morceaux de porc.

De leur côté, les Comoriens ne se laissèrent pas faire : ils lancèrent des cailloux sur les manifestants malgaches ainsi que sur tout Malgache se trouvant à proximité sur le marché qui borde la mosquée. Des échauffourées éclatèrent et marquèrent le début de l'hostilité intercommunautaire. Les forces de l'ordre ont réussi, un temps, à séparer les deux groupes, en usant des grenades lacrymogènes.

²⁵ Secrétaire général de la préfecture de Majunga en 1976.

On déplora une centaine de blessés de part d'autre. Les ambulances évacuèrent les victimes à l'hôpital d'Androva à Majunga. Selon Ali Soilih (1975-1978) , le mardi 21 décembre 1976 : « pendant que les délégués de deux communautés discutaient au poste de police du quartier de Mahabibo où était gardé à vue le Comorien fautif, plus de 25 Comoriens avaient déjà été massacrés »²⁶

La violence déborda et les médiations sont dans ces heures en gel.

En effet comme les deux protagonistes se cherchaient, depuis longtemps, il était extrêmement difficile de trouver un terrain d'entente. Seule une autorité de grande envergure régionale, à savoir le chef de la province, était capable d'intervenir pour neutraliser les tiédeurs de part et d'autre. Mais la suite de cette affaire révélera qu'une solution négociée de ce type n'était pas la bienvenue, les militaires locaux décidèrent de ne pas intervenir du fait que les émeutiers scandaient haut et fort des slogans menaçant de représailles les familles des militaires qui seraient tentés d'intervenir. Ces derniers étaient dans l'embarras. En effet, couvrir les victimes qui ne sont que des Comoriens paraissait pour les militaires une trahison aux yeux de leurs compatriotes. Nous pouvons dans cette situation penser que les Betsirebaka ont bénéficié de la complicité naturelle ou, au moins de la passivité des services chargés du maintien de l'ordre.

Donc l'incident du lundi dégénéra en bagarre dont les Comoriens furent des victimes. Dès la fin de la première journée, il eut des Comoriens tués à coups de coupe- coupe²⁷. Les autorités malgaches semblent pourtant avoir pris leurs responsabilités pour circonscrire le danger. A cet effet, vers la fin de la journée, une voiture avec haut parleur avait circulé à travers la ville pour calmer les esprits.

2-) la montée des groupes de tueries

Du mardi au mercredi, l'affaire s'aggrava en devenant une « véritable chasse aux Comoriens ». Les rues de Majunga étaient parcourues par des Betsirebaka armés et drogués avec le betsatsa (jus de canne à sucre fermenté) et de chanvre. Ces bandes de tueurs qui pourchassaient les Comoriens, circulaient par groupe de

²⁶ Voir annexe, l'allocution du chef de l'Etat comorien.

²⁷ Ralibera, (R) « ce que représentaient les Comoriens à Majunga », *Lakroan'i Madagasikara*, 16 janvier 1977, p5-6

15 ou 20 ; parfois davantage. Ils avaient le torse nu et portaient comme signe de reconnaissance un bandeau rouge autour de leur tête et criant : « O mena ! O mena! ("Oh rouge! Oh rouge"), suivis par les femmes portant des cailloux. Sous la menace ("ou tu marches avec nous ou on te tue!"), ils embrigadaient des Malgaches appartenant à d'autres communautés. Mais il eut aussi de nombreux volontaires qui se sont joints aux meurtriers. Ces groupes déchaînés auraient commis des exécutions sommaires (coup de hache que la victime reçoit mortellement sur la tête, etc.), les viols. Selon notre informateur Richelson des femmes auraient été violées et des hommes auraient été castrés. Sous l'emprise de la violence, parfois ils auraient fait souffrir leurs victimes en amputant progressivement leurs organes avant de les tuer. Ils tuaient aussi ces pauvres gens sous les yeux de leurs enfants, et certains malgré l'interdit de tuer les femmes n'hésitaient même pas à tuer les femmes enceintes, selon notre informateur Richelson (vice président du fokontany Tsaramandroso ambany). Les Betsirebaka épargnaient les enfants et les femmes des Comoriens. Ce qui fait que ces derniers assistaient, malgré tout, aux massacres de leurs proches. Selon les us et coutumes des Betsirebaka les enfants et femmes sont toujours innocents. Sont coupables les hommes. C'est ce qui est remarquable sur ces exactions. Ils sont très loyaux. Si on tient compte de ce qui se passe au Darfour, au Congo Kinshasa, en Angola, en Côte d'Ivoire, au Rwanda, nous voyons que les enfants et les femmes sont traqués et transformés à des bandes de tueurs. Il y eut des scènes atroces. Les bandes de tueurs ont parcouru systématiquement la ville de Majunga pour débusquer les Comoriens. Beaucoup de vieux qui ne pouvaient pas fuir ont été abattus. Continuant leur progression, ces commandos organisés ont débouché à Marolaka, quartier du port. Ils y ont surpris plusieurs Comoriens qui tentaient désespérément de s'embarquer dans un boutre pour trouver refuge à Katsepe, village de l'estuaire de la Betsiboka. Ils ont été tués et leurs corps jetés à l'eau. Ces corps ne seront jamais retrouvés. Et ceci ne facilitera pas le bilan. Ne sont d'ailleurs enregistrés ni le nombre des tués ni celui des disparus.

Fortement impressionné par l'ampleur de l'hostilité, un témoin malgache, le greffier en chef du tribunal de Majunga, Rakotomalala a exprimé son indignation en condamnant de ce qui s'est passé : « *je n'ai jamais vécu une situation aussi horrible que ces événements de Majunga. Il s'agit vraiment du massacre. J'ai assisté un*

corps sans tête errant plus de 50 mètre .Et quelque minute après s'écroula » (Rakotomalala interview du 12 mars dans son bureau).

L'événement parti d'un fait banal, s'est métamorphosé, en massacres. Ce genre d'événement se passe souvent dans les pays sous développés comme en Bosnie. En Afrique continentale précisément au Rwanda, le génocide est parti d'un fait presque similaire qui paraît dès le début être stoppé. Mais malheureusement ce ne fut pas le cas. Les autorités locales et la communauté internationale ont laissé les choses empirer. C'est à partir de là que la situation devient incontrôlable. Dès qu'on néglige une situation pareille, les actes de barbarie et effroyable ne manquent pas. Voyons ce qui en est du « kafa » (hostilité) de Majunga.

Le père Ralibera, (1977 :8) quant à lui fléchit l'idée de raconter le détail de ces actes :

« [...] Hélas ! Il n'est que trop vrai qu'il y a eu des actes de barbarie, et le simple récit de ces actes effroyables. Nous nous interdirions de les rapporter ici, même s'il n'y a pas de censure » (Ralibéra 1977 :8).

Comme le précise le père Ralibera, il est tout à fait normal de ne pas mentionner tous les actes Et ainsi les extrémistes et les rancuniers ne trouveront de quoi alimenter la haine ethnique. Mais plutôt ils découvriront dans ce travail de quoi oublier et pardonner. Dans son rapport de 1977, Amnistie International a condamné cette tragédie de Majunga de la manière suivante :

« Les droits de l'homme ont été bafoués [...], où un massacre s'est produit dans la province de Majunga. Une insignifiante querelle de famille a dégénéré, entre le 21 et le 23 décembre, en un massacre d'immigrants comoriens par des Malgaches, duquel il eut un grand nombre de tués et de blessés. Le gouvernement malgache avance le chiffre de 120 morts, alors que les Comoriens annoncent officiellement 1.400 morts (Amnistie International 1978 :157 cité par Mohamed Youssouf, dans son mémoire de maîtrise intitulé 'la communauté comorienne à Majunga, Université de Tuléar).

Dans les différents quartiers de Majunga, les Malgaches avaient reçu l'instruction de marquer leurs maisons d'un signe de reconnaissance. Il s'agissait des

feuilles vertes accrochées à l'extérieur ou une inscription indiquant l'appartenance ethnique de leurs occupants : Trano malagasy ou encore : Gasy ou Makoa. Toutes ces marques pour qu'elles ne soient pas confondues avec les maisons comoriennes. Certains Comoriens usant de ce détour ont été dénoncés et tués froidement.

2-1 des voisins et des victimes

En revanche, selon notre informateur Thouen (un Sabena vivant à Ouani aux Comores) certains rescapés ont du leur vie de leurs voisins qui les ont cachés. Ces Malgaches, au risque de leur vie, affichaient l'indifférence au passage des tueurs et, par leur sang froid, déjouaient leurs soupçons. Ce comportement courageux est loué comme celui du vrai djirany (voisin), une notion bien caractéristique de l'intégration individuelle à Majunga. Il eut aussi de nombreux actes de courage pour tenter de sauver les Comoriens ; c'était le cas de quelques familles indiennes et européennes qui tenaient en cachette dans leurs résidences leurs employés, au risque de leur vie. Il convient, entre autres, de souligner que la traque des Comoriens avait entraîné des amalgames. Certains Sakalava musulmans, furent massacrés pour leur appartenance à l'Islam. Cette confusion résulte du fait que l'opinion malgache considérait et continue de considérer l'Islam comme étant une religion des étrangers. En rappel, le vocable musulman (musulman) était même utilisé pour désigner collectivement les Comoriens qui constituaient l'élément prédominant de la ville de Majunga. Ce stéréotype communautaire avait placé les musulmans malgaches qui côtoyaient les Comoriens dans une situation compliquée. C'est ainsi qu'un Malgache musulman devenait suspect du seul fait qu'il portait, un nom musulman.

Nombreux étaient les Sakalava musulmans qui ont fui de leurs maisons de peur d'être assimilés aux Comoriens ; ce fut le cas du dénommé Soyade²⁸ qui découvrit malencontreusement que la porte de la pièce où il couchait portait l'inscription suivante :

« *Misy riziky anao Soyade tsy tojinay teto* (« Tu as eu de la chance Soyade qu'on ne t'ait pas trouvé ici »). Ce fut également une chance pour d'autres musulmans malgaches qui s'étaient cachés chez eux d'avoir pu échapper de justesse à la mort après avoir été obligés d'exhiber leurs cartes d'identité malgache

en se justifiant comme suit : « *il est tout à fait normal qu'un musulman Malgache porte un nom musulman tout comme nos compatriotes chrétiens ont des noms bibliques.* »

2-2 les dessous du « kafa »

A l'hostilité s'ajoutèrent le pillage et l'incendie. En effet, de nombreux Malgaches avaient grossi les rangs des meurtriers pour piller les maisons et les épiceries des Comoriens. Une multitude d'objets de valeurs (meuble, or, etc.) suscitèrent la convoitise des brigands. Ces pillages se révélèrent très bien organisés : ils s'effectuaient à la chaîne avec le soutien de moyens de transport comme des camions. Certaines boutiques de commerçants indiens, situées dans les quartiers populaires où cohabitaient Malgaches et Comoriens n'échappèrent pas à l'avidité des pillards. Quelques habitations comoriennes ont été systématiquement incendiées après les pillages²⁹. Le pétrole et l'essence, pris aux stations service ont servi à embraser les quartiers populaires. Selon Richelson, plusieurs familles périrent brûlées vives au milieu des flammes parfois sous les yeux des forces de l'ordre qui n'arrivaient pas malheureusement à maîtriser le feu. Toutefois, ces militaires parvenaient à cheminer les calcinés à l'hôpital de Majunga.

Parallèlement la plupart des mosquées comoriennes ont été souillées et profanées telles que la mosquée d'Ambalavola, la mosquée de Tsaramandroso, et quatre mosquées de Tsararano ; du fait que celles-ci se situent à la périphérie de la ville.

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

²⁸ Sachons que le monsieur en question ne résidait plus à Majunga .Mais le recueil de ces informations provient d'un proche ami, Assoumani MoissiI.

La carte de Majunga

²⁹ Peu d'images a été publiées, la presse malgache étant restée très discrète. Cependant, dans l'article de *Madagascar Renouveau* (1^{er} trim.1977) sont reproduites, p 17, deux photographies montrant des quartiers de Majunga d' où s'élèvent d'épais nuages de fumées.

Les gens ont pu profaner sans être inquiétés. En effet, la plupart de nos informateurs nous ont cité entre autres la mosquée de Tsaramandroso où on avait jeté un chien abattu dans le bassin des ablutions. Le Coran était piétiné. Quatre mosquées de Tsararano et Tsaramandroso ont été détruites et pillées surtout ce qui était récupérable (tôles, tapis, pendules, etc.). Les mosquées saccagées, étaient donc au nombre de cinq. Offrant un spectacle de désolation, ces deux quartiers singulièrement le quartier de Tsararano, si sinistré est pratiquement le seul où on ne trouve plus des Comoriens actuellement. Par ailleurs, les deux mosquées du quartier de Mahabibo (la mosquée vendredi et mosquée Chadhuly), mosquée Rifay à Abattoir, mosquée Zanatany à Ambovoalana, n'ont pas été affectées. En raison de la sécurisation et du couvre feu instauré par les autorités de maintien de l'ordre. En somme, il y'avait 10 mosquées construites et dirigées par des Comoriens en l'année 1976 dans la ville de Majunga. En outre, les Comoriens fuyaient ces zones pour aller se concentrer soit dans le camp militaire, soit à l'église ou bien dans les bureaux de la voirie etc.

2-3) l'attitude de force de l'ordre

Pendant ces trois journées les forces de l'ordre ne sont pas intervenues pas, sans doute pour éviter une autre hostilité du côté malgache. Le couvre feu décidé par les autorités ne fut pas respecté : il aura fallu l'arrivée des renforts venus de Diégo-Suarez et de Tananarive le troisième jour pour que le calme soit rétabli. Mais les Betsirebaka, toujours armés avaient continué à circuler librement. Un climat de terreur avait régné sur Majunga. Les membres des autres groupes sociaux malgaches comme les Merina, etc. s'ils n'avaient pas soutenu les Betsirebaka, avaient quitté les lieux.

Concernant l'attitude de l'armée, M. Jean Marc Devillard, ingénieur agronome, en visite privée à Madagascar, nous donne le témoignage suivant : *« l'armée et la police n'interviendront pas, n'ayant pas reçu aucun ordre. Lorsqu'elle interviendra, ce sera en fait, pour rester passive : elle est présente sur les lieux des affrontements mais elle a reçu l'ordre de ne se manifester que si elle était elle-même attaquée ...Des Comoriens ont été massacrés sous les yeux des soldats qui laissaient faire .*

Personne n'a vu l'armée prendre la défense des victimes. Plusieurs autres témoins malgaches et français m'ont affirmé avoir vu des militaires malgaches prêter main forte aux Betsirebaka en utilisant des armes blanches. » (Guênier 1994 :48)

Certes les gendarmes n'ont pas pu exercer leur fonction, tout en protégeant les victimes parfois même ils prêtaient main forte aux Betsirebaka. Ce genre de situation est souvent récurrent dans l'armée.

Un autre témoin oculaire malgache, M.Rabarijoana , nous a décrit la collusion des forces locales avec les inquisiteurs :

« Les forces de sécurité ne sont pas intervenues, ce qui paraît étrange et scandaleux. Ce qui était pire est que ces responsables du maintien de l'ordre lançaient des grenades lacrymogènes en direction des quartiers comoriens singulièrement à Abattoir comme si on voulait presser les Comoriens à se replier dans leurs maisons pour régler leur compte. En plus, des Comoriens qui ont voulu se réfugier au milieu des groupes des militaires n'ont pas été protégés. Les Betsirebaka étaient, semble –t-il informés qu'on ne tirera pas sur eux et ils ont profité. Néanmoins, certains militaires rongeaient leur frein de n'avoir pas pu intervenir » (Rabarijoana, interview le 13 avril 2005 dans son domicile à Majunga). En revanche, Ali Soilih, (1975-1978) le chef de l'Etat comorien, dans son allocution diffusée à Radio Comores le mardi 28 décembre 1976, soit une semaine après le déclenchement des hostilités, dénonça la complicité des forces locales, qui en empêchant les Comoriens de quitter la ville, les ont livrés à leurs émeutiers :

« Là-bas à Majunga, notre sang a coulé beaucoup. (...) Camarades, vous devez sans doute vous demander pourquoi durant ces événements, il y a eu autant de morts au côté de la communauté comorienne. Sachez donc que les Comoriens ont rigoureusement respecté le couvre feu instauré dès le lundi soir par les autorités malgaches. Les Comoriens sont restés dans leurs domiciles pendant que les assaillants organisés en commandos avec le renfort des localités périphériques jouissaient d'une totale mobilité » (Vérin 1988 :117).

Entendre ce propos, nous pouvons ainsi constater pourquoi il y'a eu tant de morts du côté Comoriens que de côté Malgache. Comme l'a souligné le président comorien, ces derniers, à part la passivité de force de l'ordre, ont respecté dés

l'annonce du couvre-feu ce lundi le 20 décembre 1976. On peut se demander s'il s'agit de la part des responsables du maintien de l'ordre, d'une sous-estimation de la gravité de la situation ou d'une volonté délibérée de ne pas intervenir. Pourtant, tout semble indiquer qu'une intervention rapide et modérée de la police et de l'armée aurait arrêté les affrontements. En fait, il s'agirait d'une sous-estimation venant des responsables de la province de Majunga, car le fait n'est que banal. A ce stade, les autorités rwandaises n'ont pas pu s'en échapper, c'est-à-dire l'incompétence, surtout la sous-estimation, de même que les Etats-Unis lors des menaces de l'Alqaïda qui malheureusement leur ont tous coûté plus que cher humainement, financièrement, politiquement. Sur ce point, le président actuel du Rwanda accusait dans un meeting la France de sous estimer les Tutsi et les Hutu. Également au Rwanda, on n'aurait jamais imaginé un tel revirement comme pour l'affaire de Majunga. Le chef de province a été pris au piège par l'attitude des Betsirebaka : comment ces derniers sont capables de défendre leur culture. Il ne se préoccupa point de l'affaire puisque ça allait être résolu au niveau de la préfecture. Mais l'affaire se mua rapidement en massacre. L'affaire le dépassa dès le début et ce n'est que le troisième jour qu'il s'est rendu compte de son incompétence en demandant de renfort à Diègo et à Tananarive ; qu'il s'est soldé à la pacification de la ville.

En effet, sur ce sujet, M. Benjamin Rabarijoana³⁰ retraité au service provincial des finances à Majunga, chargé du ravitaillement des réfugiés au poste de commandement militaire de Majunga, nous confia :

« J'ai été témoin d'une discussion entre Ampy Portos, ministre de l'intérieur (de l'époque) et le commandant Randrianasoavina, chef de la province de Majunga, dans le bureau de celui-ci à Majunga. Au cours de leur discussion, Ampy Portos (à haute voix) « pourquoi avez vous minimisé l'affaire dès le départ et pourquoi n'avez vous pas donné l'ordre d'intervenir radicalement pour arrêter les hostilités dès le premier jour ». C'était les accusations proférées auprès du chef de la province. » (Rabarijoana interview 14 mars 2005.)

À la lumière de cette discussion, le chef de province est coupable du laisser aller. Ainsi que le gouvernement selon la plupart de nos informateurs.

³⁰ (B) Rabarizaona, lot 18/60 Tanambao-ambalavato, Majunga I, interview du 13 avril 2005 à son domicile.

De son côté, Henry Richelson adjoint les propos suivants : « *On nous avait donné l'ordre de n'intervenir qu'au moment où on est attaqué* ». Il ajoute encore que « *il n'y a pas de mauvais soldat mais plutôt de mauvais chef* » (Richelson interviewé le 12 mars 2005, à son domicile, Majunga).

Effectivement, comme nous venons de voir la responsabilité de ne pas intervenir vient de l'échelon supérieur. Nous réitérons une fois de plus qu'il s'agit pure et simplement d'une négligence et non un complot comme avançaient certains journalistes et responsables. Le complot dont on fait allusion n'est qu'une polémique médiatique et diplomatique. Puisque en aucun cas les Betsirebaka, vu leur attitude répulsif et réservé, ne pourront pas être en mesure d'accepter à une telle aventure Bien que ces derniers tenaient les mêmes objectifs que les immigrants Comoriens (c'est à dire chercher du travail comme tout migrant en Africain) mais il y'avait déjà une spécification sur le travail : les Betsirebaka à Majunga sont connus comme pasteurs et tireurs de pousse-pousse tandis que les Comoriens se tournaient vers le gardiennage, chauffeur, ouvrier, commerçant, fonctionnaire, policier, et autres. Ce faisant, il n'aurait pas eu une confrontation entre ces deux groupes sociaux sur la quête du travail. Sur ce seul point qui pourrait être une cause sous – adjacente de complot, les intérêts ne sont pas antagonistes ; cela est d'autant plus vrai que les Betsirebaka sont souvent des employés de maison de certains Comoriens. Donc l'idée d'un complot Betsirebaka contre les Comoriens est à exclure. Par contre, s'il s'agissait d'un complot Merina, Betsiléo, Sakalava et autres contre les Comoriens cela paraît évident.

Il convient de préciser qu'avant tout les Betsirebaka sont des gens attachés fortement à leur culture, à leur us et mœurs. Il suffit de porter atteinte à leurs traditions qu'ils réagissent. Qu'il soit Malgache, Etranger ou autres. Excepté, les groupes qu'ils qualifient de « Ziva » (les groupes ethniques qui ont un droit de plaisanterie et de jeu entre eux) comme les Betsimisaraka. En effet, pareillement à ce qui s'est passé à Majunga au mois de décembre 1976, le début de cette même année, pendant le mois de Mars³¹ un banal incident a failli compromettre les relations entre la communauté bésiléo vivant à Farafangana (pays des Antaisaka). Mais le pire a été évité in extremis. A.Imagnamby rapporte le fait suivant : « *un*

dimanche, pendant une soirée dansante dans une boîte de nuit à Farafangana, un fonctionnaire originaire de Fianarantsoa avait qualifié de chiens tous les gens du sud. Bien qu'il fût ivre, les propos avaient été mal pris par les autochtones. Ces derniers n'ont pas tardé à réagir. Cette nuit, les originaires de Farafangana ont tenté de corriger le fautif mais il a été rapidement mis à l'abri. Au lendemain matin, la ville fut paralysée. On cherchait tout Betsiléo. Dès le petit matin, le chef de la communauté Betsiléo se rendant compte de la situation, chercha à négocier avec l'« Ampanjaka » (roi) (chez les Betsirebaka le chef est très écouté et respecté.) des Antaisaka. Celui-ci a accepté le pardon mais il exigea l'immolation d'un zébu comme sacrifice. Le zébu fut immolé et enterré car il représente le chien dont ils furent qualifiés. C'est ainsi que les hostilités furent évitées »³² Effectivement, la réaction des Antesaka envers les Betsiléo, montre qu'ils ne sont pas des « ziva », complaisants. En ce terme le chef de la communauté fut très conscient. Ce qui lui a valu à une rapide mise au point avec le « ampanjaka ». Il en résulte donc qu'il n'était pas étranger à la culture Antesaka. Par contraste avec l'événement de Majunga, la communauté comorienne fut complètement allogène à la tradition des Betsirebaka. Tout ceci, nous amène encore une fois à dire que la thèse de complot n'est qu'une fourberie. L'affaire a été tout simplement récupérée par les politiques de Madagascar et des Comores pour souder leur autorité aux yeux de leurs citoyens. Car il y'avait eu à Madagascar autant qu'aux Comores une baisse de popularité des deux gouvernements. Si donc on qualifie de complot, pourquoi le calme fut rétabli grâce à des militaires malgaches (l'intervention de troupes) venues de Diégo- Suarez ? Ou pourquoi le chef de province de Majunga aurait-il accepté l'intervention de troupes de la ville de Diégo ? Ceci dit une fois de plus, que c'est une mauvaise gestion seulement des événements, dès le départ.

Il est bien évident que les pertes furent nombreuses du côté de la communauté comorienne car :

-les Comoriens n'étaient pas armés

³¹ Raconte le directeur du département des lettres, Imagnamby Abriol. Interviewé à son domicile le 24 Août 2005.

³² Imagnamby, interviewé, à son domicile de Tamatave, le 15 juillet 2005.

-ceux-ci avaient respecté le couvre feu instauré par les autorités malgaches ; les Betsirebaka en avaient profité pour incendier, piller et tuer les immigrés comoriens.

Durant le mercredi 22 et le jeudi 23 décembre 1976, ceux qui avaient échappé au carnage du lundi et du mardi, cherchèrent refuge dans l'église catholique située près de la poste de Majunga dans un premier temps, puis au camp militaire Bostany.

A travers de ce que nous venons de traiter, nous constatons une chose. C'est que on 'est passé d'un fait banal à une tragédie. La ville de Majunga n'a jamais été traversée, de son histoire, d'une situation analogue. Mais elle acquiert malheureusement une expérience sans précédent. Le jour où un fait aussi banal que ça arrive la population et ses autorités de Majunga sauront comment s'y prendre ; puisque les dégâts causés pendant les hostilités sont à déplorer. En définitive les autorités compétentes peuvent tirer une leçon à partir de ces horribles hostilités.

Chapitre IV : LES LIEUX DE REFUGES, RAPATRIEMENT ET BILAN INCERTAIN

1] Les lieux de refuges des rescapés

Dès le déclenchement des hostilités, de nombreux Comoriens ont précipitamment cherché un lieu où ils pouvaient être à l'abri des émeutiers. Située à proximité des quartiers comoriens, notamment celui de l'Abattoir, la salle d'œuvre de la paroisse catholique de Mahabibo avait d'abord servi de lieu de refuge pour plusieurs milliers selon Emmanuel et P.Verin (1999 :117) de rescapés comoriens le père Roland Barq a ouvert la maison des pères et l'église pour les abriter. Sœur Marie Lise ³³ affirme : « *notre église fut transformée en un camp de réfugié. Nous signalâmes aux autorités cet afflux et c'est à partir de là qu'on les a transférés vers le camp militaire* ». Mais comme le calme n'était pas encore revenu à Majunga et qu'on avait peur que les Comoriens, réfugiés dans les locaux de la mission catholique, soient pris pour cibles, les autorités locales avaient décidé de les transférer au camp militaire d'Androva et celui de la gendarmerie de Bostany.

L'arrivée des renforts venant de Diégo- Suarez, a motivé les 790 militaires³⁴ qui étaient sur place.

Malgré la protection dont ils bénéficiaient, la situation des réfugiés n'était pas rassurante. L'hostilité des Betsirebaka, dans leur ensemble (Antaisaka, Antandroy, Antefasy), réputés de leur caractère rude, ne désarmait pas et les rumeurs les plus alarmantes, toujours promptes à se propager dans des pareilles circonstances, faisaient état de l'attaque imminente des deux camps militaires. Ce sentiment d'angoisse collective régnait aussi chez certaines familles malgaches connues pour

Sœur Marie Lise de l'Eglise catholique de Mahabibo témoignage recueilli à Majunga 20 mars 2005

³⁴ Indice rapporté par H. Richelson, vice président du fokontany de Tsaramandroso ambany, Majunga

être très proches des Comoriens, et elles ont dû quitter la ville, craignant d'être impliquées dans l'affaire. Au fil des jours, Selon H. Richelson « *les deux camps devenaient trop petits pour contenir les réfugiés qui ne cessaient d'affluer* ».

Lorsque le climat d'hostilité fut moins tendu à partir du 23 décembre 1976, les autorités locales installèrent une partie des réfugiés dans les autres centres comme par exemple le stade couvert, la salle d'œuvre de la paroisse catholique de la cathédrale, la cour de la voirie. Il y a eu une réaction importante de la part des autorités, semble-t-il que le renfort leurs ont motivé certes. Il s'avérerait que dès le début les chefs locaux avaient concouru leurs collègues des autres provinces, il n'auraient pas assez de morts. Nous voyons ici leur bon foi toutefois il faut savoir qu'il n'y a un système sans faille.

En outre, dans ces lieux de refuge, les Comoriens devaient faire face à de nombreux problèmes. Outre le traumatisme, la promiscuité et le manque de soins causèrent des décès et des maladies³⁵. Or nous étions en pleine saison des pluies et celles ci rendirent plus compliquée la situation déjà dramatique. Ce genre d'existence laissait craindre des épidémies et étant donné la destruction des habitations et la profanation des mosquées ; le rapatriement fut présenté comme la seule alternative par le gouvernement comorien. Alors qu'il y avait d'autres solutions envisageables. Comme le recours aux mécanismes locaux de gestion des conflits.

Une première tentative de réconciliation des deux communautés a eu lieu le 28 décembre 1976 avant même le rapatriement du 04 janvier 1977. Étaient présents le « Ampanjaka » du Sud est, celui des Sakalava, les membres du CSR, mené par Mampila Zaona et le chef de la délégation comorienne, Mouzaïr Abdallah. Il semble donc que le gouvernement comorien avait d'autres intentions. C'est de rapatrier seulement ses ressortissants car ceux qui ont respecté la partie de la paix et à la cohabitation restèrent à Majunga et n'ont aucunement subi de préjudice jusqu'à lors.

Donc le rapatriement était plus une mesure de représailles diplomatiques qu'une nécessité de survie.

2] LE BILAN INCERTAIN :

Au cours de ces trois journées d'hostilité à Majunga, capitale de la province du Nord –Ouest, il y a eu plusieurs morts et blessés. Le nombre des victimes est difficile à préciser avec exactitude et dans la mesure où les deux gouvernements (malgache et comorien) essayent de tirer les interprétations à sa faveur comme après tout affrontement, il existe toujours ce genre de guerre «de chiffres ».

Mais selon Delval (1979 :106) le bilan est lourd et oscille entre 121 morts annoncés officiellement par le gouvernement malgache et celui de 4000 morts avancés par le gouvernement comorien; afin de solliciter l'aide l'opinion internationale et de déclencher l'indignation de l'opinion nationale comorienne. Selon Gou (2002 :09) le gouvernement lui même reverra les chiffres à la baisse dans son *le livre Blanc*. Selon Emmanuel et P. Vérin : *121 morts et 293 blessés de sources émanant du gouvernement malgache mais les Comoriens feront état de 1374 morts et de plusieurs centaines de blessés » (E et P.Verin 1999 :117).*

D'autre part, le gouvernement malgache précisait le 28 décembre 1976, dans *Eclair* que le nombre des victimes des échauffourées s'établissait à quelque 130 morts et 300 blessés³⁶. D'après la rédaction du quotidien *Madagascar Matin* du décembre 1976, ces chiffres quoique très importants restent de loin des supputations ou rumeurs qui courent aussi bien à Tananarive qu'à l'étrangers.

Le journal *Le Monde* du 17 janvier 1977, fait état de milliers « massacrés » à Majunga. Pour Ali Mohamed Gou, (Gou 2002 : 09) « *il a eu plus d'un millier de morts et portés disparus du coté Comorien contre 25 morts du coté Malgache »*.

Il souligne que le chiffre exact des morts n'a jamais été établi et les sources donnent des variations parfois trop grandes entre 800 et 2000 morts. Le greffier en chef de la tribunal de premier instance de Majunga actuel nous a affirmé lors de nos enquêtes, bien qu'il soit malgache, un homme de justice et en tant que témoin oculaire , qu'il s'agit d' un hostilité de « *plus de mille morts »*

Pour l'ex -capitaine de la gendarmerie de la ville de Majunga et chargé à la communication de cette « *affaire de Majunga »* à la Radio Madagascar, M. Henry

³⁵ Rabarizoana, (B), lot 18/60 Tanambao-ambalavato, Majunga I, interview du 13 avril 2005 à son domicile

³⁶ M. D. P., l'affaire de Majunga, *Eclair*, n° 02 et 03, décembre 1976.

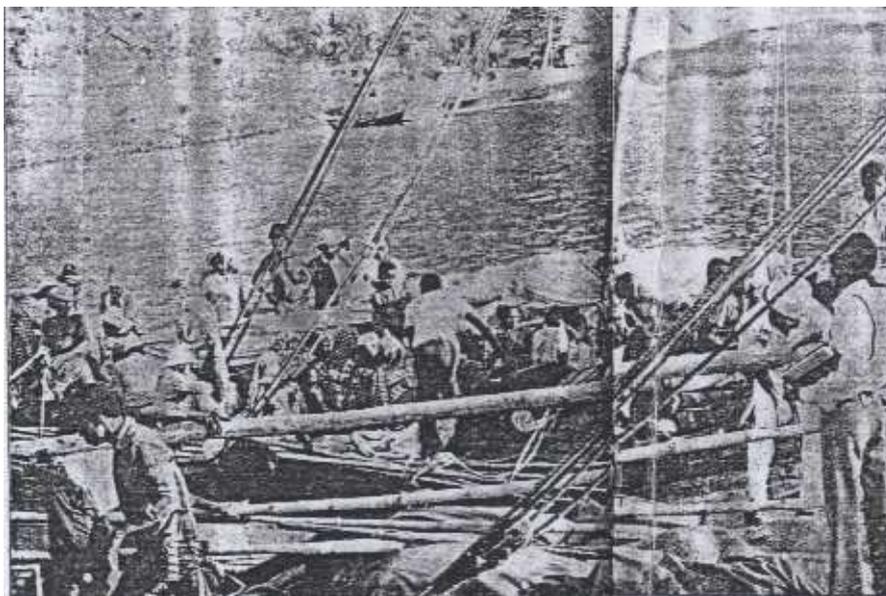
Richelson,³⁷ le « nombre de morts oscillait entre 200 et 300. Il s'agit des enregistrements à l'hôpital qui ne tiennent pas compte des brûlés, des mutilés à mort. Il laisse croire que il y a eu des milliers de victimes. Les évaluations du nombre des Comoriens tués oscillent entre 1 000 et 1 500. Selon l'ex- capitaine il y avait trois fosses communes et l'enterrement ne se effectuait qu'à partir du trois heures du matin, hors vus des citoyens sous les yeux des quelques militaires?

C'est à partir de cette situation très confuse que le gouvernement de Moroni (Comores), s'était fait une idée précise sur cette déplorable affaire .Il a pris le taureau par les cornes et a décidé de rapatrier tous les ressortissants qu'ils soient de Majunga ou des autres provinces de Madagascar.

³⁷ - Henry Richelson, vice président du fonkontany Tsaramandroso Ambany, Majunga

3] Rapatriement des rescapés comoriens

Le rapatriement des rescapés Comoriens



Source : du quotidien *Actuel Océan Indien*, du 18 décembre 1977, n° 04,
pp14

Avant l'évacuation des ressortissants comoriens de Majunga, dans toute l'étendue du territoire des Comores la situation était morose. La révolution menée par le président Ali Soilihi connut en 1976 un obstacle majeur qualifié de coup de « *l'impérialisme* » il accuse la France après avoir été délogé des Comores, de vouloir semer des troubles via Majunga où il 'y avait les opposants au régime révolutionnaire. Selon le correspondant de l'A FP (Agence France Presse cité par *Eclair n° 02 et 03 décembre 1976 : 12*) à Moroni, pendant toute la durée des affrontements de Majunga, les drapeaux ont été mis en berne sur toute l'étendue de l'archipel.

Radio Comores arrêta ses programmes pour ne diffuser que des chants religieux. A la suite des massacres à Majunga, un conseil des ministres s'est réuni d'urgence le 28 décembre 1976 pour prévoir un éventuel rapatriement, pour examiner tous les aspects du problème. Le gouvernement des Comores devait prendre une position, car l'opinion publique comorienne était préoccupée par le sort des 16 000 migrants qui font de Madagascar à cette période la première destination des migrants comoriens dans le monde.

Selon M.P. Dominique (Majunga, *Eclair*, n°02, décembre 1976 : 12) le 04 janvier 1977 ce conseil extraordinaire, présidé par Ali Soilihi (1975-1978) décida de rapatrier immédiatement l'ensemble des Comoriens vivant à Madagascar. Dans l'analyse du chef d'Etat comorien « *le meilleur moyen de guérir le mal, est tout d'abord de rapatrier tous les ressortissants comoriens.* » (Dominique, décembre 1976 Majunga, *Eclair*, n°02, pp.12)

Un long communiqué du gouvernement comorien fit savoir qu'une mission comorienne fut dépêchée à Madagascar pour organiser sur le terrain, en accord avec les autorités malgaches, le rapatriement de ses ressortissants, nationaux.

Selon E et P. Vérin (1999 : 158) le 27 décembre 1976 , Ali Soilihi président des Comores (1975-1978) envoya un télégramme au président Ratsiraka notifiant la volonté comorienne et annonçant l'envoi d'une mission, mais le « *ton reste modéré* ». Selon Calvet (1977 :347) le ministre des affaires étrangères Mouzaoir conduisit la mission et se rendit le 23 à Majunga puis à Tananarive le 28 décembre 1976.

Le rapatriement des seize mille comoriens de Majunga à la demande du gouvernement comorien commença dès le 3 janvier 1977. Il bénéficia de la collaboration du gouvernement malgache. Plusieurs réunions se sont tenues entre les autorités malgaches et comoriennes pour déterminer les modalités de la décision comorienne et pour délimiter la part des responsabilités de deux parties. Le ministre comorien des affaires étrangères M.Mouzaoir, annonça suivant Calvet (1977 :348) que l'Etat comorien assurera ses responsabilités particulièrement sur le plan financier. La partie malgache demanda aux autorités de Majunga de faciliter au maximum les opérations de départ, notamment les formalités administratives. Elle réquisitionna le « Ville de Tuléar », bateau qui pouvait transporter de 450 à 500 passagers. Tandis que le bateau « *Ville de Tuléar* » commençait la navette entre Majunga et Moroni ; depuis le 04 janvier 1977 Ali Soilihi (1975-1978) accéléra le mouvement en affrétant , le 13 janvier 1977 , un boeing 707 de la compagnie belge *Air Sabena* . A partir du 14 janvier jusqu'au 28 janvier 1977. Ce jet rapatria à Moroni plusieurs centaines de Comoriens, a raison de trois navettes par jour d'après Calvet (1977 :349). La compagnie de transports aériens *Air Madagascar* ³⁸ à la demande du gouvernement comorien, réserva son vol du 15 janvier au transport exclusif des ressortissants comoriens. La radio insista qu'il s'agisse seulement de ce vol du samedi 15 janvier 1977 comme l'a demandé le gouvernement comorien.

En outre, *Radio Madagascar* précisa que la plupart des passagers embarqués à bord de l'aéronef devaient être des enfants et des personnes âgées. Devant ce mouvement d'accélération du rapatriement de tous les Comoriens vivant à Madagascar, nous avons donc l'impression qu'Ali Soilihi, malgré les difficultés innombrables auxquelles les Comores étaient confrontées , engagea une course de vitesse pour rapatrier ses ressortissants dans un délai très court ce qui allait coûter énormément d'argent. Et l'on est en droit de se demander, quelles fussent les causes

de cet empressement et quelles pouvaient être les conséquences sur les relations futures entre les deux pays ? Quand on pense que de nombreux nationaux Malgaches résidaient aux Comores et quand on pense encore que de nombreuses communautés comoriennes cohabitaient pacifiquement avec les Malgaches, de Diego Suarez et à Tuléar, en passant par Nosy-Be, Maintirano, Befandriana –nord

En sus de cela, l'arrivée de ces nombreux réfugiés 17 000 (ils sont 16000 à Majunga additionnés de ceux des autres provinces désirants rentrer) d'après Vérin (1988 : 118) aux Comores ne fut pas sans poser des problèmes d'accueil et de réinsertion dans la société comorienne et surtout de travail pour les personnes qui avaient perdu toutes leurs ressources. Le problème de l'évacuation des Comoriens de Majunga, auxquels s'étaient joints des Comoriens repliés de la brousse n'était pas facile à résoudre. A ce -ci il faut ajouter le cas des 1 500 Mahorais selon Delval (1979 :104). La délégation comorienne venue sur place étudier les modalités du rapatriement aurait voulu que tous les Comoriens aillent à Moroni mais c'était sans prendre en considération le particularisme mahorais. Français de nationalité, les Mahorais refusèrent. Or de son côté le gouvernement malgache ne reconnaissait pas le maintien de Mayotte dans l'ensemble français à la suite de l'indépendance des Comores. Les autorités malgaches exigèrent de longues formalités. Exaspérés par ces lenteurs, les Mahorais occupèrent le consulat de France de Majunga impliquant une tierce puissance dans l'affaire suivant Delval (1979 :104).

Le gouvernement comorien n'a pas été entendu par le gouvernement malgache malgré ses recommandations. L'Etat comorien reprochait au président Ratsiraka, de s'être entendu avec la France pour rapatrier ces Mahorais alors que « *que le gouvernement malgache ne reconnaît d'autre régime que celui de Moroni, aux Comores.* » (E et P. Vérin 1999 :119)

Finalement, les Mahorais purent rejoindre Mayotte, grâce à des moyens de transports affrétés par la France, certains en transitant par la Réunion. Cette évacuation des Comoriens de Madagascar allait amorcer un reflux sur l'Archipel de nombreux autres Comoriens établis dans l'île. L' « hostilité » (Kafa) des Comoriens de Majunga déclencha dans les autres communautés comoriennes, la crainte d'être

³⁸ Selon le bulletin d'information de Radio Madagascar du samedi 15 janvier 1977 cité par M.P.Domonique Majunga, *Eclair*, n°02, décembre 1976 pp.12

elles aussi victimes d'une même hostilité. Professeur d'histoire et surveillant général de l'école normal de Mahabibo de Majunga Massoundi Hamidoun,³⁹ réfugié à Maintirano, ne sentait pas en sécurité. Il était traumatisé des hostilités. Le sentiment d'insécurité qui venait s'ajouter aux difficultés de l'emploi entraîna dans les mois qui suivirent une recrudescence du mouvement de repli sur les Comores. C'était ainsi une occasion pour les Comoriens, migrants « ratés » de recommencer une nouvelle vie aux Comores. La décision à prendre ne fut pas sans poser de problème d'un autre ordre à plusieurs d'entre eux disposant de ressources personnelles faibles.

Ne partageant pas l'orientation politique du président Ali Soilihi (1975-1978) dont les réformes révolutionnaires instaurés dans le pays ne leur inspiraient guère confiance, ils étaient tiraillés entre la perspective des inconvénients d'une existence sous un régime socialiste et les risques d'une présence désormais menacée à Madagascar. Ceux qui en avaient les moyens préférèrent se replier soit à la Réunion, soit en France. Mais il y avait ceux qui se replièrent à Tananarive et plus accessoirement dans d'autres villes provinciales malgaches notamment dans la ville de Tamatave. Mouhoudhoire Abdou (notre informateur) en est l'exemple. Dès son arrivée, il a été accueilli par des amis Comoriens et depuis il s'est intégré dans la ville.

³⁹Professeur d'histoire et surveillant général de l'école normal de Mahabibo de Majunga.

Dépenses Nouvelles Imposées à l'Etat Comorien
(En francs CFA)

<u>Dépenses de rapatriement</u>		
Affrètement navire ville de Tuléar		
Puis ville de Manakara		35.000.000
Affrètement boeing Sabena		
99.500.000		
(Avion et équipage)		
Taxes atterrissage. Stationnements et		
Balisages versés à Majunga.		8.239.000
Kérosène payé cash à Majunga		
15.000.000		
Missions envoyées à Majunga (billet		
Avions, nourriture d'appoint pour les		
Réfugiés, taxes et frais divers.		
11.780.000		
	TOTAL	169.519.000
<u>Dépenses à l'accueil.</u>		
Dispatching de 9.000 personnes par		
Avion et bateau entre les 4 Iles de l'archipel		
9.500.000		
Transports terrestres automobiles		
5.600.000		
Installations provisoires des réfugié (aides aux		
Familles hébergeant les réfugiés, vêtements, etc.)		
15.000.000		
	TOTAL	30.100.000
<u>Entretien et réinsertion sociale</u>		
Indemnités mensuelles par familles 6.000 CFA x		
3200 x 10 mois en 1977		
192.000.000		
Matériaux constructions nécessaires pour 3.200		
Habitations simples		
892.800.000		
	TOTAL	1.084.000.000
<u>Besoins supplémentaires en investissements</u>		
<u>Collectifs</u>		
40 salles de classe		
100.000.000		
Réfections et Agrandissements hôpitaux		
270.000.000		
	TOTAL	370.000.000
<u>Investissements pour créations 10.000 emplois</u>		
Dépenses déjà effectuées	199.619.000	
Dépenses à effectuer	1.454.800.000	
	TOTAL	1.654.419.000 CFA ≈

2. PREJUDICE SUBI PAR LA COMMUNAUTE COMORIENNE

Pertes subies les familles comoriennes de Majunga

Evaluations sur la base de 3.200 familles Et de 1 million CFA par famille (habitation, Mobilier, garde-robe, éventuellement véhicules, Bétail, outillage)	3.200.000.000
--	-------	---------------

3- EFFORT FISCAL EXTRAORDINNAIRE IMPOSE AUX FAMILLES DE L ARCHIPEL DES COMORES

Retenue de 50% sur tous les salaires des nationaux Comoriens des secteurs public et privé	.....	210.000.000
Retenue de 50% sur les loyers	.....	12.500.000
Surtaxe spéciale de 50% à la consommation Sur les denrées courantes	.....	21.750.000
Prélèvement spécial de 2% sur les chiffres d'affaire	.....	<u>100.000.000</u>
	TOTAL	344.250.000

4- AIDES EXTERIEURES ACCORDEES AUX COMORES EN LIAISON AVEC MAJUNGA

Croix Rouge	.....	10 millions de F CFA
Aide Comité Permanent de solidarité islamique	.....	25 millions
Aide d'urgence du Haut Commissariat des Nations – Unies aux réfugiés	.....	25 millions
Aide de la Suède	.....	120 millions
Aide de la C E E	.....	<u>1.012 millions</u>
	TOTAL	1.192 millions

RECAPITULATION

COUP TOTAL PREJUDICE:	.....	4.854.419.000
EFFORT FISCAL :	.....	344.250.000
AIDES EXTERIEURES :	.....	1.192.000.000cfa

Sources : du quotidien *Actuel Océan Indien*, du 18 décembre 1977, n°04, pp 14

Avant d'analyser l'aspect financier du problème, posons un petit grain de sable. Les Comores ont été reconnues par l'organisation de Nations Unies comme un des pays les plus défavorisés.

Le rapatriement a causé la faillite des caisses de l'Etat d' où le début de l'endettement de l'Archipel post colonial, et de l'appauvrissement. Le coup d'Etat d'Ali Soilihi, suivi de l'instauration de la Révolution dans l'Archipel, a déclenché un contentieux entre la France, pays ancien colonisateur. Du coup, la France a retiré son aide. La France était aussi le premier partenaire financier des Comores. Cette rupture soudaine a affecté dans une moindre mesure l'économie des îles. Le programme ambitieux d'Ali Soilihi (1975-1978) connaissait ainsi une incapacité dans sa réalisation tant attendue par la population. Normalement il devait chercher, un an après l'indépendance, un partenariat avec d'autre pays. Cependant l'hostilité (kafa) a bien sorti la tête de la Révolution de l'eau. Ceci a motivé encore plus Ali Soilihi de demander de l'aide à l'échelle internationale. En bon stratège, le président Comorien miserait tout sur cet événement afin d'acquérir un fond de 4 854 419 000CFA \approx 9 806 907,071 €. Or, seul le rapatriement qui n'était pas une nécessité évidente pouvait fournir une telle somme. il décida de prendre en charge tous les frets au compte du gouvernement comorien., nous pourrions nous demander pourquoi il a agi seul et hâtivement sans la contribution de Madagascar ? Eventuellement, c'est essayer d'isoler Madagascar des aides de reconstructions et la possibilité de s'endetter auprès des bailleurs de fond. Il aurait dû avant tout chercher à négocier avec le gouvernement malgache en ce qui concerne le rapatriement. On a du mal à croire qu'un Etat comme celui des îles Comores allait risquer son processus de développement en s'engageant dans une affaire aussi dépensière. Il importe donc de dire que l'Etat comorien avait commencé à être mal en point. Et il aurait exploité l'affaire pour désencombrer son régime.

En outre, pour essayer de briser la détermination de l'Etat comorien à conserver Mayotte, partie intégrante de son territoire, la France a retiré brutalement en décembre 1975, suivant M.P.Dominique (décembre 1976, Majunga, *Actuel Océan Indien*, n°04, pp. 18) toute aide technique et financière qu'elle apportait aux Comores. C'est pourquoi aucune aide française, qu'elle soit publique ou privée n'est mentionnée sur les registres des Aides Extérieures françaises accordées aux Comores en liaison avec les hostilités de Majunga. Et ceci, d'autant plus que la France a été pointée du doigt par le gouvernement malgache sur cette affaire de Majunga, et le contentieux franco-comorien sur le problème de l'évacuation des ressortissants Mahorais de Majunga rendait la situation encore plus complexe.

Le gouvernement d'Ali Soilih a cherché à instrumentaliser les hostilités pour se faire passer comme un sauveur et pour cacher l'état d'endettement du pays.

A ce sujet, bien qu'il ait envoyé ses trois ambassadeurs⁴⁰ itinérants requérir de l'aide et solliciter l'appui des Nations Unies, le gouvernement comorien se retrouve tragiquement isolé dans cette affaire. Pourquoi donc cet isolement ? Sans doute parce que pour le monde, c'est un incident mineur. Sur 59 000 immigrés Comoriens, selon Delval (1979 : 96), sur le sol malgache des centaines d'immigrés ont péri dans des circonstances dramatiques mais ce n'est que moins de 0, 5%. C'est de trop mais c'est peu pour avoir du poids sur le plan international. Subséquemment il faudrait faire des sacrifices du côté du gouvernement comorien. Avant les hostilités tout semblait aller bien aux Comores malgré le retrait de la France, premier partenaire financier des Comores. Cependant l'avènement de l'hostilité (kafa) a révélé le début de l'épuisement des caisses de l'Etat. Le rapatriement qui n'aurait pas dû avoir lieu, causa totalement l'appauvrissement des caisses de l'Etat. Ainsi le régime révolutionnaire ne serait pas accusé de l'appauvrissement des caisses de l'Etat.

- TRESORERIE DE L'ETAT COMORIEN ASSECHEE.

Alors que le pays semblait voué à la catastrophe, le régime révolutionnaire d'Ali Soilihi serait tiré des accusations et des malaises de sa population. L'Etat comorien ayant suscité l'anxiété de la population comorienne a pu avoir le soutien de celle-ci. De ce fait, il a pu prélever des impôts supplémentaires et bénéficier des aides extérieures. Ces aides extérieures ont redonné confiance au régime révolutionnaire qui grâce à ces aides ont réussi à éviter la dépréciation du régime. Nonobstant le sauvetage ne fut qu'en sens unique, autrement les caisses de l'Etat ont été déprécié et épuisé. Incontestablement, la mise en place du programme de décentralisation connu aux Comores du nom « moudiria » engageait le pays dans le redressement toutefois comme nous venons de le voir la rupture subite de l'aide

⁴⁰ -Yves Lebreton, Abou Bacar Boina, et Omar Abdallah

technique et surtout financier du premier bailleurs de fond, la France, aurait bouleversé la décentralisation, la ligne directrice du régime. Seulement le rapatriement couvrirait l'état de la trésorerie. Il a accentué davantage l'assèchement des caisses de l'Etat comorien. Nous apercevons à travers ces tableaux ci-dessus, qu'il a été complètement asséché, empêchant ce dernier d'honorer des échéances importantes.

Les principales dépenses imposées par les événements ont été celles du transport des réfugiés par bateau et par avion puis leur entretien à leur arrivée suivant Ratovonarivo (décembre 1976, Madagascar et Comores, *Actuel Océan Indien*, n°04, pp. 13) :

Transport = 169.519.000 CFA \approx 342462,6263 €

Entretien = 30.100.000 CFA \approx 608080808 €

Pour financer une partie de ces charges nouvelles, l'Etat comorien a eu recours à des mesures fiscales extraordinaires, allant jusqu'à retenir cinquante pourcent (50 %) à tous les salaires publics et privés irrégulièrement ponctionnés car sans doute difficile à exécuter d'après toujours Ratovonarivo. Mais comme ces dernières sont déjà irrégulièrement versées, le profit de l'Etat est insuffisant pour payer les 200 millions francs CFA entraînés par le rapatriement et l'accueil.

En outre, chaque famille de « Sabena » (du nom de la compagnie belge qui avait fait le plus gros des rapatriements aériens) devait recevoir 6000 francs CFA par mois pour la réinsertion.

Au total, le gouvernement comorien avait dépensé pour le transport des rapatriés à une somme de 169 519 000CFA. C'est à dire l'affrètement :

Le « dispatching » opération consistant à faire rentrer les réfugiés des autres îles (Ndzouani et Mohéli) avait amené le gouvernement comorien à dépenser une somme de 30 millions de Francs comoriens soit 60606,0606 € suivant Ratovonarivo (décembre 1976, Madagascar et Comores, *Actuel Océan Indien*, n°04, pp. 13) :

D'autres dépenses :

-entretien et réinsertion sociale ;

-besoins supplémentaires en investissements collectifs

-investissements pour création 10 000 emplois ont été engagées par l'administration comorienne.

Au total, le chiffre était de 1 654 419 000 CFA soit 3 342 260,606 €

Les événements de Majunga ont tant multiplié les difficultés que connaissait le gouvernement d'Ali Soilih. Comment un pays nouvellement indépendant, dépourvu des ressources et ne recevant plus l'assistance de la France), a pu résoudre ce problème?

Dans son allocution radiodiffusée du 28 décembre 1976, le chef de l'Etat avait souligné l'importance de compter d'abord sur l'ensemble des Comoriens.

« ...l'action révolutionnaire que nous avons menée depuis un an, nous a appris, en toutes circonstances, à compter d'abord sur notre force... » (Ayoub 1983 ,39).

Donc, les hostilités ont servi à essayer de sauver le socialisme d'Ali. Ce geste a été significatif du fait que la plupart des familles de l'archipel avaient contribué par un effort fiscal extraordinaire d'un montant total de 344 250 000F CFA. La population s'est beaucoup investie dans le rapatriement de leurs frères de Majunga. De l'arrivée à la réinsertion des « Sabena » « rescapés », l'engagement de la population de l'Archipel fut incontournable. La résolution du problème de rapatriement ne fut qu'à l'engagement total de l'ensemble de la population. Pour ce faisant, ces tableaux, nous fournissent les renseignements suivants sur les aides extérieures accordées aux Comores en liaison avec les incidents de Madagascar :

- Croix Rouge. 10 millions CFA ≈ 20202,0202 €

-Comité permanent

de solidarité Islamique.... 25 millions ≈ 50505,0505 €

-Haut Commissariat des

Nations Unies aux Réfugiés ... 25 millions ≈ 50505,0505 € (Ayouba 1983,40)

Seule la Suède le pays qui a aidé les Comoriens lors de ces événements a donné une somme de 120 millions de francs CFA. En plus, les difficultés économiques et financières surtout l'arrêt de toute aide de la France dans une période de take-off (décollage) de l'économie comorienne, le gouvernement comorien malheureusement s'est engagé dans une affaire difficile qui a amené le pays à la banqueroute. C'est le début de l'endettement des Comores de l'ère de l'indépendance.

Rapatrier 16 000 personnes dans un si bref délai demande de gros moyens financiers, logistique et infrastructure. C'était comme si le gouvernement comorien avait été contraint de bâtir une ville de 16000 habitants en trois semaines.

Chapitre V: EXPLICATIONS SOCIALES ET PACTE DE COHABITATION

Après de tels événements, comme partout au monde, l'heure est venue d'analyser le « comment et le pourquoi » d'une situation pareille a pu se passer dans la ville de Majunga. Et quelles sont donc les leçons à prendre pour que ceux ci ne se produisent plus de sorte. Une interprétation des hostilités pourrait nous éclaircir davantage.

1] EXPLICATIONS SOCIALES

Pour expliquer la soudaineté et la violence des troubles, il faut voir du coté social. L'exacerbation d'une opposition à la fois ethnique et sociale, les hostilités n'ont été autre chose que « l'explosion brutale d'une lutte de classe latente. » autrement dit une lutte de classe entre les Betsirebaka et les immigrants Comoriens et le déroulement des hostilités montre clairement cette lutte de classe. Dans ce genre de lutte, il suffit peu d'arguments pour que les individus s'en prennent à leurs semblables. Les Comoriens forment à Majunga une communauté à part, malgré qu'ils soient des immigrants mais ils arrivent à dominer la ville en nombre d'habitants. Ils surpassent largement les autochtones. Leur estimation en nombre est de 16 288, ils sont suivis derrière par les Tsimihety au nombre de 9 590 en 1976⁴¹. La différence des chiffres montre l'importance particulière de ces immigrants. Une fois qu'ils dominent par les chiffres, ils sont très remarqués par leurs mœurs et coutumes symbolisées par les mosquées jalonnant les rues de Majunga. Cette aisance des immigrants dans la ville de Majunga fait en même temps figure d' « héritage des Antalaotra et de la colonisation ». La fondation de Majunga au XVIII^e siècle est l'œuvre de ces Antalaotra (ancêtre des Comoriens). Du coup les immigrants ont eu des liens très reculés. Autant qu'à la période coloniale, malgré les accrochages du début de la colonisation, mais à ce stade, l'impérialisme français favorisa la domination des immigrants Comoriens. Ces derniers occupaient au temps de la colonisation et post

colonial, comme on a pu le constater, très peu des activités importantes au niveau de la direction nationale, régionale, et provinciale à l'époque. Mais la majorité d'eux se trouve sur des postes subalternes et parfois des emplois informels.

La plupart de ces immigrants comoriens entretiennent de fortes relations avec leurs pays d'origine. Tout en vivant à Majunga, et même s'ils employés dans de petits postes, ils investissent beaucoup plus aux Comores. Et paradoxalement, ils ont, en apparence du moins, un niveau de vie plus élevé que celui des Betsirebaka, qui eux devraient parcourir le même chemin. M. Etienne Razafindehibe, ancien gouverneur de Majunga affirme l'aisance des Comoriens : « certains Comoriens roulaient avec des voitures, motos, bicyclettes, et étaient des clients de pousse-pousses tirés par ces Betsirebaka » il ajoute « étant directeur en 1977 à Majunga j'ai été logé par mon chauffeur Comorien » . Ces Betsirebaka, dans leur ensemble, (les Antandroy, Antaifasy, Antaisaka) forment un sous prolétariat malgache à Majunga. Essayant de survivre, ces derniers vivaient mal cette situation d'où le germe de jalousie. Cette jalousie se manifeste par l'inimitié. L'ampleur de l'hostilité (Kafa) démontre combien les Betsirebaka en voulaient à ces Comoriens malgré eux. Principalement Antandroy, les Betsirebaka belle lurette étaient réputés pour leurs mœurs rudes. Ils seraient intolérants. L'hostilité (kafa) de Majunga en est l'exemple. Les Betsirebaka ont, depuis le temps des royaumes, un esprit de guerrier. Ils ont agi, selon Poirier et Dez (1936 :17) en confédération pour repousser les Merina au XIX^e siècle. Dès lors, ce regroupement est toujours maintenu. La pratique de « vol de bœufs » fait d'eux des gens de choc. C'est celui-ci qui fournira les « troupes de chocs » (Andriamirado, décembre 1976, Majunga, *Eclair*, n°03 pp.08).

L'aspect de l'éclatement des hostilités nous fait comprendre que la communauté ne faisait attention à la culture des autres ethnies. Dès leur arrivée, les immigrants Comoriens se trouvent entourés déjà de leurs compatriotes. Nous pouvons dire qu'à partir du déroulement des hostilités qu'il s'agit de la non-intégration de la communauté comorienne dans la société majungaise. En principe, une population immigrante doit dans une moindre mesure s'adapter aux mœurs et coutumes du pays hôte.

⁴¹ Archives données par Richelson, vice président du fokontany de Tsramanadroso ambany, Majunga.

cependant si nous tenons compte de l'histoire politique et sociale de deux pays , dans un premier lieu et ensuite dans un second lieu, l'historique de la ville de Majunga , la communauté immigrante comorienne a été bien perçue. Il y eut une parfaite intégration des Comoriens dans la société urbaine multi ethnique de Majunga. Nous pouvons même noter une assimilation.

A la lumière de nos connaissances, nul conflit entre les autochtones originaires de cette région et les Comoriens, n'a retenu l'attention des historiens. Néanmoins, s'il en existait, ce fut un conflit de voisinage. Mais non pas de Comoriens et Malgaches. Pour ce faire, les originaires de la ville s'identifiaient aux Comoriens. C'est un signe qui montre la parfaite assimilation des Comoriens à la société d'accueil. Ils vivaient dans une ambiance de fraternité, de solidarité, vu les relations étroites avec les rois de certaines localités. Il y a eu une socialisation complète. Ce qui fait le propre de l'individu lorsque les gens se parlent et se respectent,.

Claude Chaveau, rapporte : « *devenir homme, s'hominiser, c'est avant toutes choses se socialiser* » (Javeau 1986 :219.) C'est la raison pour laquelle les apprentissages sont regroupés sous le vocable de la socialisation. Il a joute encore, « *il ne s'agit pas, au demeurant, d'apprendre, simplement à reproduire des comportements, par imitation [...] mais bien d'intérioriser le social (en premier lieu la société), lui même, c'est à dire ce qu'il a d'objectif pour l'individu : ses règles, ses lois, ses us, et coutumes, ses normes, ses valeurs* » (Javeau 1986 :219).

En effet, les Musulmans étaient pour les Sakalava, les Antaimoro, certains Antandroy et pour les originaires de la région comme les Tsimihety, une référence. Quant aux Merina et les Betsiléo ils se contentaient de l'harmonisation. Ce respect dont jouissaient les Musulmans est le fait de la royauté sakalava qui contractait des mariages, des relations fraternelles, et des liens commerciaux, tel le roi Andriantsoly (1812-1825) au début du XIX siècle. Dans une société comme celle de Majunga, le concept de « référence » est indispensable vu le cosmopolitisme de la ville. Ce concept a pour fin de mettre en équilibre la vie sociale des différentes communautés. En l'absence du concept, cela rime aux hostilités telles que les hostilités de Majunga. La notion de référence fait référence à l'équilibre social.

Il est normal que les rapports entre les différentes ethnies excepté ceux des Betsirebaka et des immigrés Comoriens n'aient aucunement connu un mouvement de rejet social aussi important. Certains groupes sociaux, comme les Sakalava, antaimoro, Tsimihety ... perdront et adopteront certains mœurs et coutumes au profit des Musulmans groupe référentiel. Ceci étant un phénomène qui toucha la société Majungaise. La nuance entre un membre de la communauté chrétienne et musulmane est minime. On n'arrive pas souvent à faire la distinction entre ces deux communautés. Assurément, il y a eu une conversion, un mariage de culture, qui n'a pas pu empêcher l'administration française. La marque la plus symbolique issue de cette union est le port de « Salouva », le « Nabawan », mais aussi le « tromba »⁴². C'est l'atmosphère qui régna à Majunga avant l'arrivée massive des Betsirebaka.

Par ailleurs, il convient de noter la participation des Sakalava dans les hostilités qui était par contrainte psychique car la plupart d'eux, furent assimilés à des Comoriens. Certains quittèrent la ville pour les périphéries comme Maintirano, ou katsepy D'autre part, ceux restant en ville étaient parfois des sauveurs, leurs maisons transformées en dépôt de meubles. Les Sakalava ont donc joué leur rôle de « jirany »⁴³ (voisin). En somme de la cohabitation à l'assimilation, des immigrants comoriens et la société d'accueil a été perçue comme une réussite. Mais au contact avec les Betsirebaka, cette intégration semble remise en question par l'incompréhension culturelle entre ces deux groupes.

- Intégration comme conflit

Le processus d'immigration, en général, lorsque il atteint le degré de l'intégration inquiète la société locale. Surtout quand les immigrants réussissent économiquement. C'est le cas des immigrants comoriens de Majunga.

A coté, les Betsirebaka, au bas de l'échelle, cherchent à survivre. Ainsi avec les mépris des Comoriens à l'égard des Betsirebaka, ce contact s'est soldé par un conflit. Ce conflit était irréversible d'autant plus que ces derniers quelques années

⁴² - il s'agit de style jupe longue et Challe que les femmes portent surtout en ce jour on le remarque lors des funérailles.

⁴³ En fait à Majunga le rôle de voisin consiste à l'aide mutuelle vis à vis de son voisin.

avant, s'étaient présentés à la mairie pour demander un permis de combattre corps à corps avec les immigrés Comoriens. Mais selon Razafindehibe Mampila Zaona, le maire de l'époque (1972-1975) a refusé cette requête jugée dangereuse. Les autorités voyaient venir ce conflit. Nous pouvons considérer qu'il y'aurait une mise en cause de l'intégration des Comoriens émanant des Betsirebaka. En fait, à travers ce conflit, c'est tout le système social que l'on met en branle quant à sa logique et à son histoire. D'ailleurs, même dans les sociétés à consensus, une part est laissée au conflit car les affrontements sont inévitables. A plus forte raison, dans des sociétés modernes qui accueillent des étrangers dont la présence ne fait pas l'unanimité du corps social. Dans une période telle que celle de la révolution, assombrie par des crises sociales et politiques. En ce sens, Maurice Cusson définit la notion de l'intégration :

« L'intégration sociale est définie par la qualité et la fréquence des relations qui se nouent au sein d'un groupe ainsi que par le degré d'engagement de ses membres dans les activités communes. Un groupe est intégré quand ceux qui le composent se connaissent, se parlent, s'apprécient, s'aident mutuellement et sont engagés dans des activités partagées » (Cusson 1986 : 408)

Par cette définition, c'est hors question que les Betsirebaka et les Comoriens se parlent, s'apprécient.... l'intégration des Betsirebaka dans la société majungaise en générale était impossible vu leur culture d'isolement et de regroupement entre eux ; pareillement les Comoriens. En aucun cas, vu le nombre des Betsirebaka qui fut de 8 230 (Antaimoro, 2 246, Antaisaka, 2 977, Antansdroy 3 007) ne pouvaient jamais s'affronter face à la colonie comorienne, bien plus nombreuse qu'eux. Sur ce, il a fallu susciter « la chasse aux Comoriens », c'est à dire la xénophobie.

De plus en plus, les immigrés s'intègrent et se rapprochent du modèle de la société d'accueil. A ce sujet Razafindehibe, ancien gouverneur de Majunga, raconte : « faire la différence entre les originaires des Comores et les Majungais, dans les bâtiments administratifs n'étaient pas facile. Les nominations ministérielles de certains originaires et métis Comoriens, comme Koussay Said Ali illustre bien cette intégration.» Toutefois comme partout au monde ils doivent faire l'objet de pressions

xénophobes dans les rues de Majunga. Massoundi⁴⁴, rapporte « *alors que les Comores s'apprêtent accéder à l'indépendance, nous acquiescions des propos xénophobes « rentrez chez vous, nous n'avons plus besoin de vous » déjà on commençait à sentir le conflit venir de la sorte.* » Donc certains Majungais faisaient alors objectivement référence à la différence pour justifier un rejet, qui, en fait né du rapprochement. Effectivement comme nous venons de citer plus haut les propos de Razafindehibe, sur le rapprochement des originaires Comoriens, seulement leurs origines étrangers les distinguaient des nationaux. Cet élément étranger restait l'unique manière au rejet social. Pour ce faisant, les Betsirebaka ont intelligemment agi en exhibant cette différence.

A Madagascar comme dans le monde, on assimile l'intégration à la réussite professionnelle : cela ressort du discours des gens de la rue comme celui du politicien ou encore de celui des travailleurs libéraux. Mais lorsque cette prospérité se réalise, on la dénonce comme un trait négatif, un état de dangerosité, ce succès fait des immigrés comoriens, des concurrents redoutés. Sociologiquement, le conflit entre les immigrés comoriens et Betsirebaka devait avoir lieu. Car le recours à la provocation, bien connu des immigrés, obligeait les acteurs (Betsirebaka et Comoriens) à la confrontation. Le bruit, la destruction, les moqueries... étaient autant de moyens pour créer à des situations où la confrontation est incontournable. Razafindehibe, ancien gouverneur de Majunga (1998-2002) confirme cette situation : « *dans les années 60 et le début des années 70, les Comoriens et les Betsirebaka ne se supportaient pas ; les originaires Comoriens méprisaient les Betsirebaka, ces derniers en représailles, ils tendaient des pièges dans les milieux comoriens, et souvent au pied du pont d'amborovy , où ils attendaient les jeunes immigrants Comoriens en moto passant sur ce pont pour les renverser par des fils attachés au bout de deux extrémités pendant la nuit »* Razafindehibe⁴⁵. Ces comportements peuvent signifier une situation intenable et c'est souvent que l'on arrive à produire des effets contraires à ceux recherchés : l'objectif est ici de marquer la différence en la poussant à l'extrême. La mise en spectacle des différences exagérées s'inscrit dans la volonté d'obliger à la réaction.

⁴⁴ Professeur d'histoire et surveillant général de l'école normale de Mahabibo de Majunga.

⁴⁵ (Le 08 janvier 2006, interviewé à son domicile de Tamatave)

Elle aboutit souvent à renforcer le fossé. En plus, les enfants d'immigrés « jouent » parfois de leur différence, ce qui généra tout un système de paternalisme et assistanat qui a rendu ambiguë la référence au « droit à la différence ». Il est vrai que la famille Betsirebaka, affligé d'un stigmat s'en est servie pour des petits profits, pour justifier les insuccès rencontrés sur d'autres cas. Echech scolaire, insuccès auprès des femmes, (le cas des Tsimihety qui voyaient leurs femmes se marier avec des Comoriens) ou dans le monde professionnel qui sont alors liés à l'origine communautaire ou à la condition d'immigrés.

Il va s'en dire que ce type de comportement rejaillit négativement sur l'ensemble de la communauté immigrée ; sentie alors comme un élément parasite de la société. Après cette vision sociologique nous allons voir le dénouement de l'hostilité c'est-à-dire le pacte de cohabitation pacifique.

2] PACTES DE COHABITATION PACIFIQUE, (les mécanismes locaux de résolution des conflits.)

L'affaire connue par les milieux intellectuels malgaches, les universitaires et les bureaucrates, le corps du gouvernement, sous le nom de « événements de Majunga » ; la plupart des journaux national malgache en l'occurrence « *Eclair* », « *Actuel Océan Indien* », « *Madagascar Matin* », « *Madagascar Renouveau* » le qualifient ainsi. Les politiques notamment les Malgaches évitent d'utiliser le terme de « massacre » tel le président Ratsiraka qui dans ses discours parle des événements alors que son homologue comorien parle de massacre.

Certains historiens, à commencer par Pierre Vérin, Marie Celton, Mohamed Gou et certains journalistes notamment Devillard Jean Marc, ... n'hésitent pas à parler de massacre. Peu importe, l'affaire a connu son épilogue au terme d'une prestation de « serment de bonne entente » faite par les délégués des groupements communautaires de la sous préfecture de Majunga. C'était le 28 décembre 1976, suivant M.P.Dominique (décembre 1976, Majunga, *Eclair*, n°02, pp13).

Selon le communiqué gouvernemental publié à cette occasion les « Malgaches se sont engagés solennellement » à préserver l'amitié, la fraternité entre les groupes sociaux, à sauvegarder l'unité nationale et à respecter la bonne entente avec les étrangers. Didier Ratsiraka a adressé à Ali Soilih, un message de condoléances. Ce message a été envoyé à M le premier ministre de l'île Maurice de l'époque, qui était aussi le président en exercice de l'OUA pour demander d'en assurer une diffusion auprès des Etats membres. M. William Eteki Mboumoua, secrétaire général de l'OUA en a reçu la copie. Le télégramme est ainsi libellé :

« Honneur de vous demander de bien vouloir assurer diffusion auprès Etats membres OUA texte message suivant adressé à SEM Ali Soilih, chef d'Etat comorien . A la suite de l'affrontement dramatique de Majunga, je vous prie de bien vouloir accepter nos condoléances profondément attristées ainsi que celles du peuple, du Conseil Suprême de la Révolution, du gouvernement malgache » »
(Dominique, décembre 1976, Majunga, *Eclair*, n°03, pp 14) .

Notre analyse de la situation est la suivante : l'impérialisme et ses valets de l'intérieur de quelque nationalité qu'ils soient ont ourdi cette manœuvre de provocation en vue de :

Primo : semer définitivement la division entre les Comoriens de Mayotte et ceux des autres îles ;

Secundo : saboter les relations d'amitiés et de coopérations entre les Comores et Madagascar ;

Tertio : provoquer des troubles à Madagascar ;

Quarto : discréditer Madagascar et sa politique révolutionnaire et anti-apartheid.

L'acte inqualifiable d'une famille comorienne à l'encontre d'une famille betsirebaka qui consiste à faire manger des excréments à un enfant ne peut s'expliquer que par de telles manœuvres. J'en appelle donc au peuple comorien et aux pays membres de l'OUA de ne pas tomber dans le piège de l'impérialisme qui, loin de désarmer, poursuivent leurs besognes sordides qui visent à semer la

discorde et le désordre parmi les peuples africains » (Dominique, décembre 1976, Majunga, *Eclair*, n°03, pp 14).

Le discours du président Ratsiraka ne peut être qu'un discours d'endoctrinement anti-impérialiste. Sachant très bien qu'il se trouve dans un milieu anti-impérialiste, il a mis les événements dans ce contexte pour fuir sa responsabilité tout en se présentant à son tour comme une victime. Les termes et les dispositions de ce communiqué ne peuvent que susciter dans les milieux politiques malgaches et étrangers des commentaires passionnés et partisans.

La cérémonie rituelle de cette prestation de serment quoique « empreint d'une très haute solennité » « frisait le mauvais goût » selon le rédacteur de l'« Eclair » (quotidien malgache) basé à Tananarive. La cérémonie a été boudée. La prestation de serment fut précédée par des allocutions de « Ampanjaka » ou « roi », des Sakalava, et des Antaisaka. Quelques notables comoriens furent contraints d'être présents⁴⁶. La présence des Comoriens à cette cérémonie était sans équivoque. Cependant elle n'était tenue que quatre jours après les hostilités et pour les Comoriens c'était difficile de pardonner dans un délai aussi court. Toutefois ils devaient y assister.

Cette prestation est suivie de l'immolation d'un zébu à la « tête blanche » (bête réservée traditionnellement aux sacrifices rituels). A cette première cérémonie de cohabitation pacifique qui a duré près de deux heures assistaient notamment le capitaine Jean de Dieu Randriantanany, M. Sambson Gilbert, tous deux membres du Conseil Suprême de la Révolution, les ministres Ampy Portos (intérieur), Célestin Radio (Travaux publics) (originaire du Sud Est), Koussay Saïd Ali (ministre de la condition sociale et de la population) (Comoro- Malgache) et le commandant Randrianasoavina, chef de la province de Majunga. La participation de ces autorités à la cérémonie avait une grande importance et a joué un grand rôle. De prime abord, comme l'affaire touchait à l'intégrité territoriale, le ministre de l'intérieur doit y assister, ensuite la participation de Célestin Radio a pesé sur le fait qu'il vient du Sud-est, pays des Betsirebaka, puis la présence de Koussay Saïd Ali, originaire des Comores, fut une nécessité pour mettre en confiance la communauté comorienne.

Enfin, l'hostilité influençait directement la révolution, d'où la présence du membre du Conseil Suprême de la Révolution. Donc, ces figures symbolisaient chacun une entité. Ils constituaient alors le mécanisme de résolution de ce conflit. La cérémonie s'est déroulée dans une ambiance de fraternité et de sérénité. La gestion du conflit fut couronnée par l'apaisement des esprits et une confiance retrouvée dans la ville. Apparemment la confiance ne fut pas totalement acquise car un nouveau pacte de cohabitation allait se faire pendant le mois de janvier 1977

Un deuxième pacte de cohabitation pacifique a eu lieu dans la capitale du Boina, le 13 janvier 1977 pour purifier la ville car selon la tradition ancestrale sakalava le premier pacte ne serait qu'administratif. Autour du Mpanjaka sakalava Mohanzy le « roi » des Sakalava dans la ville de Majunga, instaura une nouvelle cérémonie de recueillement selon les coutumes, le « Velirano » « charte de vie commune », le Takilaky ou le fandrintana en présence de deux membres du C.S.R, M. Sambson Gilbert et le Capitaine Jean de Dieu Randriantanany, le commandant Randrianasoavina. Pour le « roi » Mohanjy l'écoulement du sang qui a sévi dans la ville aurait des conséquences fâcheuses. Se sentant responsable, ce chef aurait organisé ce deuxième pacte pour le besoin coutumier. De plus, la communauté comorienne aurait boycotté le premier pacte.

Cette cérémonie de prestation de serment a été une réussite car tous les éléments de gestion de conflit se sont félicités. Dès, la première prestation de serment, qui a eu lieu au lendemain des hostilités (le 28 décembre 1976,) les Betsirebaka se sont mis à respecter le pacte ainsi à se réconcilier avec les Comoriens. Surtout la présence du Mpanjaka du Sud-est a beaucoup contribué à l'apaisement des Betsirebaka. Ces derniers malgré leur sévérité inflexible sont très respectueux à l'égard des Ampanjaka. Par contre les Comoriens sont des gens arrogants ; manifestant un orgueil blessant et traversant de telle situation. Ils se montrés irrespectueux parfois à l'égard des chefs. Une chose est sûre, les Comoriens n'ont pas une telle tradition ancestrale ancrée, si ce n'est la tradition Islamique.

⁴⁶ La présence des Comoriens à cette cérémonie était sans équivoque. Cependant elle n'était tenue que quatre jours après les émeutes et pour les comoriens c'était difficile de pardonner dans un délai très court. Toutefois ils devraient y assister malgré tout.

En somme, en dépit de la présence des certains haut cadres comoriens lors de la première cérémonie de réconciliation, l'ensemble de la communauté comorienne, a rejeté et contesté la cérémonie. Ce qui explique le deuxième pacte de cohabitation au mois de janvier 1977. La décision du gouvernement comorien de rapatrier ses ressortissants videra de son sens les cérémonies de réconciliation. Le but des cérémonies est de réinstaurer la paix au sein de la société Majungaise.

L'attitude du gouvernement comorien de rapatrier les survivants fait croire que le pacte a échoué. C'est pourquoi les autorités malgaches ont fait appel à un deuxième pacte le 13 janvier 1977. Conciliants, Certains immigrés comoriens, trouvèrent la cérémonie de réconciliation comme la meilleure solution pour réinstaurer la cohabitation dans la paix avec les Betsirebaka. Ils ont alors assisté à la deuxième cérémonie de réconciliation. Elle fut organisée une semaine après le début du rapatriement. Le 13 janvier 1977. Les autorités malgaches montrent une détermination à faire cohabiter l'ensemble des communautés à Majunga.

Cette deuxième cérémonie de réconciliation mettra en confiance ceux qui n'arrivèrent pas à se convaincre de partir ou de rester. C'est le cas de Houmadi Moustoifa, ancien secrétaire général de la préfecture à Majunga en 1976 et Massoundi Hamidoun, professeur d'histoire au C. E.G de Mahabibo et autres.

Le rapatriement de 16.000 personnes fut une erreur. Après 30 ans, les hostilités de Majunga plusieurs de ces rapatriés étaient revenus ; Hassane Toiyibina, ancien marin sur les boutres illustre ce reflux. Ce retour fut remarquable à partir des années 80 surtout depuis 1985, date à laquelle le gouvernement comorien et celui de Madagascar avaient signé des accords qui les rapprochaient à nouveau. Retenons que les relations Malgacho-comoriennes furent gelées après 1976. La plupart de nos informateurs comoriens rapatriés et revenus des Comores parlent bien d'une machination des autorités Comoriens de les rapatrier et regrette de leurs séjours aux Comores. Selon Hassane Toyibina (ancien marin sur les boutres, Majunga à son domicile, mars 2005) « *le rapatriement n'aurait dû avoir lieu vu le nombre à rapatrier qui était beaucoup plus important. D'ailleurs je me demandais comment allons nous vivre là bas quant on sait que nous avons quitté les Comores pour chercher une meilleure vie. Et par la suite c'est nous qui ravitaillions les familles*

restantes aux Comores. La solution était la réconciliation, la paix, car la paix après la guerre ».

3) LES CONSEQUENCES DES HOSTILITES

Le départ massif des immigrés comoriens de Majunga a eu des répercussions dans différents domaines : économique, social, et politique.

3- 1] les impactes sociaux et économiques

En matière économique, elles ont surtout été sensibles à Majunga où le commerce d'un certain nombre de produits les bananes, les coco secs, les « mouchakiki » « brochettes » vendus dans les rues, le « Godro-godro » (gâteau à base de riz et de coco) dont ils étaient les clients habituels avait baissé. Razafindehibe, ancien gouverneur de Majunga (1999-2002) rapporte : « après les hostilités, dans le quartier de Mahabibo où on ne rencontrait plus les petits vendeurs de cacahuète. La vente des brochettes pendant les nuits avait cessé. La ville elle – même paraît vide. » (Razafindehibe, interviewé dans son domicile le 5 janvier 2006).

En outre, certaines sociétés, entreprises, Magasins ont été quelque peu perturbées dans leur fonctionnement du fait de la réduction brutale d'une partie de leur personnel ⁴⁷:

- FITIM (Filature et tissage de Majunga,
- SOTEMA (Société de textile de Majunga.
- CMC (Compagnie Malgache de Cabotage)
- Et quelques magasins des Commerçants Indiens.

Selon le témoignage de J.Marc Devillard : « *les Indiens de Majunga qui représentent un cinquième de la population, sont visiblement inquiets* ».

Leur inquiétude était visiblement à deux coups :

⁴⁷ Kaiva (Y), Les rapatriés de Majunga : 10 ans après, mémoire de l'ENES Mvouni Comores 1988, pp.25

-du coté économique c'est à dire voir leurs usines, entreprises et magasins perturbés dans leur fonctionnement à cause de leurs ouvriers comoriens ainsi rapatriés brusquement. Mais du coté aussi social, ce n'était pas du tout sécurisant. Etant donné encore que les Indiens compatissaient à l'égard des Comoriens, coreligionnaires, des sentiments de fraternité.

En outre, socialement à Majunga les événements ont créé un climat de terreur et d'insécurité inquiétant même chez les nationaux. Devant un réveil du tribalisme, on craint des affrontements à caractère communautaire dont pourraient être victimes les Tsimihety et les originaires des Hautes terres centrales (les deux sont majoritaires à Majunga). Avec l'expérience passée dans les villes malgaches notamment dans la capitale Tananarive en 1972, des soulèvements sociaux pareils ont souvent des revirements et des déviations. C'est la raison pour laquelle certains nationaux notamment les Merina mais aussi les Betsiléo, avaient commencé à mettre leurs familles en sécurité lors des journées de trouble. Mais c'est surtout d'autres étrangers qui se sentant très loin menacés, en l'occurrence les minorités indiennes existant dans les principales villes de l'île, commençaient à s'inquiéter et partaient vers l'extérieur (Ralambo, Majunga, *Eclair*, n°02 et 03 décembre 1976 à janvier 1977 pp. 13-15).

A cet effet, selon Delval (1979 :104) il a été question pour cette communauté indienne également de nombreux départs à l'extérieur. Et pour ceux qui ne pouvaient pas envisager cette éventualité, comme c'est le cas pour la communauté indienne de Majunga, il leur fallu prévoir l'organisation sur place d'un système de protection en cas de danger. Ce système de protection continue jusqu'au aujourd'hui. Il s'agit de claustrer les maisons et rayons de boutiques. Cependant toujours d'après Delval (1979 : 104) il est très important de souligner l'une des conséquences du « kafa » fut le développement de la délinquance.

Ce retrait a entraîné aussi le divorce systématique. C'est le cas de M. Abdou⁴⁸ qui de par le rapatriement, sa femme traumatisée a préféré rentrer aux Comores tandis que celui-ci continua sa vie avec une nouvelle épouse une fois arrivée à Tamatave, le 17 février 1978. Force est de constater que ces divorces disons systématique allaient encourager la prostitution chez les femmes restant à

Madagascar. Selon Raymond Delval (Delval 1979 :110), il souligne le fait, que des femmes qui avaient épousé des Comoriens auraient entraîné le développement de la prostitution.

Concernant le contact et le rapport entre Comoriens et Malgaches depuis les événements étaient tendus. Sociologiquement il y'aurait eu un équilibre. Razafindehibe (ancien gouverneur de Majunga 1999-2002) affirme qu' « après les événements, Majunga était devenu calme. Les relations entre les Malgaches et Comoriens furent froides » (Razafindehibe, interview du 3 janvier 2006 à son domicile.) cette atmosphère s'est poursuivie jusqu'à l'heure. Voyons un peu cela, selon Ousseï Saïd ,directeur du quotidien national comorien « Alwatan » en 1987, avait rencontré deux étudiants comoriens, lors de son passage à Madagascar, montre un climat lourd : « en vérité, il n'y a plus de contacts entre la communauté restant à Madagascar. Tous les Comoriens déplorent cette absence de lien entre eux. Ils sont sans emploi -en butte au casse tête chinois de papiers d'identité et des cartes de séjour. »⁴⁹

En matière religieuse, le départ de la plupart Comoriens, avec leurs cadres spirituels, Imams et maîtres d'écoles coraniques, a laissé désespérés les Malgaches islamisés. Ces derniers se sont ensuite ressaisis et ont mis sur pied leur propre organisation. C'est ainsi que s'est constituée au mois de juin 1977 une association musulmane connue sous cette entité « Association des Musulmans Malgaches » ayant siège à Majunga dotée d'un bureau national et ayant comme président d'honneur un musulman Sakalava, membre du gouvernement (Madagascar Renouveau, 1^{er} trim. 1977, p.18).

Prenant en charge les nombreuses mosquées dont elle a hérité cette association a décidé de créer des écoles coraniques avec un enseignement rénové et d'établir un réseau de liaisons entre tous les Musulmans malgaches de l'île. Une section de l'association s'est constituée à Tananarive. C'est ainsi que le départ des Comoriens a eu entre autres effets celui de renforcer l'implantations de la religion

⁴⁸ Imam à la mosquée de Bazar kely, Tanambao II, Tamatave

⁴⁹ Saïd(O), ex-directeur commercial du journal Alwatany (comorien), *journal Alwatany*, n°40 du 1^{er} au 15 décembre 1987, pp. 10.

musulmane dans les milieux malgaches et de séparèrent les musulmans malgaches des musulmans comoriens.

Selon Raymond Delval le nombre des islamisés en 1977 était d'environ 50 000 pour tout Madagascar. (Delval 1979 : 109)

Ajouté à cela aujourd'hui, avec le retour de certains rescapés de Majunga dans la Grande île, après quelque mois de séjour, voire des années pour certains comme tant d'autres, aux Comores, ont trouvé les conditions d'existences tellement difficiles qu'ils ont préféré revenir dans leur pays natal pour certains mais aussi pour d'autres là où ils sont grandir (à Madagascar).

Dans le domaine politique le drame des Comoriens de Majunga a eu des répercussions importantes.

3-2] **Conséquences politiques**

Ce message du président Ratsiraka a été analysé comme suit : « *Les affrontements de Majunga se sont déclenchés à la veille d'une date historique ---celle du 21 décembre, jour anniversaire de l'adoption par le peuple malgache de la Charte de la Révolution Socialiste Malgache. De plus, ils ont eu à quelques semaines seulement de l'officialisation des relations diplomatiques et de la conclusion des premiers accords de coopération entre Madagascar et les Comores .Enfin, les troubles ont éclaté alors que le peuple malgache s'est apprêté à célébrer le premier anniversaire de la naissance de la République Démocratique de Madagascar* » (Madagascar Renouveau, 1^{er} trim.1977, pp18).

Cette accusation officielle du gouvernement malgache, de l'impérialisme et de ses serviteurs locaux d'avoir ourdi les sanglants événements de Majunga en vue de distendre les bonnes relations entre Madagascar et les Comores, n'est qu'exutoire

En situant les événements de Majunga, dans le contexte historique et politique des Comores, nous nous apercevons qu'ils se sont déroulés, après un an du pouvoir autoritaire d'Ali Soilihi (1975-1978) Celui-ci dans son allocution radiodiffusée du 28

décembre, avait prétendu que le carnage des Comoriens n'avait autre but que de bouleverser la situation des Comores. En voici un extrait :

« Les hostilités qu'ont subi nos frères comoriens de Majunga furent un complot dans le but de déstabiliser la situation des Comores, pays nouvellement indépendant [...] lorsqu'on rassemble tous ces éléments, n'était-ce pas un complot préparé de main maître ? [...] vous savez cependant que nous sommes dans l'Océan Indien et dans cette zone des grands appétits s'exacerbent et des géants s'affrontent. » (E.N. Vérin 1988 : 118)

Nous remarquons qu'Ali Soilihi (1975-1978) accuse l'impérialisme.

Il a été établi que bon nombre de Comoriens de Majunga, étaient hostiles au régime en place à Moroni (capitale des Comores). Mais on ne voit certes, pas l'intérêt qui pourrait pousser des Comoriens à manipuler les Betsirebaka à exterminer leurs frères dans le but de désorienter une action révolutionnaire menée, non pas sur le pays dans lequel ces victimes se trouvaient, mais un autre.

Dans les pays occidentaux, une telle machination pourrait être significative du fait que l'opinion publique pourrait peut être réagir. L'exemple de l'affaire water gate, aux Etats-Unis

Au cours de nos enquêtes, la plupart des survivants comoriens enquêtés, ont révélé qu'ils avaient appris que c'était le gouvernement de Moroni qui a été instigateur du drame par le fait qu'il voulait le retour des Comoriens de Madagascar pour lancer la troisième phase de sa révolution. Cet argument n'est pas convaincant. A cette question, c'est à dire la responsabilité d'Ali Soilihi des événements de Majunga, Mouzaïr répond :

« Le jour où cette ampleur sera mieux cernée, je vous assure que ceux qui ont jeté la responsabilité de ces hostilités sur Ali soilihi, ont commis un crime au niveau national ». (Gou 2002 : 11)

Cet argument n'est pas du tout convaincant car le gouvernement d'Ali Soilihi, lequel a eu des problèmes pour rapatrier les survivants, ne pouvait en aucun cas se créer ces ennuis.

On peut aussi s'étonner de la passivité des militaires à Majunga. En analysant la déclaration du gouvernement malgache :

- le premier point reste sans fondement du fait que les affrontements ne se déroulaient pas entre Comoriens, mais entre ces derniers et des Malgaches.

-Le deuxième point et le troisième sont, dépourvus de justesse : les autorités malgaches auraient pu intervenir plus tôt comme elles l'avaient fait en septembre 1976 ; « le régime n'a pas hésité à utiliser la force contre des manifestations d'étudiants à Tananarive et on a compté plusieurs morts » (Ratovonarivo , Majunga , *Eclair*, n°02et 03 du décembre 1976 pp.13).

On ne peut donc manquer d'être étonné de l'ambiguïté (de l'attitude) des autorités chargées du maintien de l'ordre.

Selon le témoignage de Jean Marc Devillard, « on signalait bien de temps à autre, des rixes entre Comoriens et Malgaches (Betsirebaka), allant parfois jusqu'à mort d'homme, et un début d'affrontements, en 1971, avait pu être rapidement interrompu. Les affrontements qui vont faire rage pendant trois jours ne peuvent s'expliquer que par une rancœur sourde, accumulée progressivement par les Malgaches les plus pauvres. » (Devillard, voir annexe)

Pour Ratsiraka et Ali Soilihi l'affaire de Majunga avait pour but de déstabiliser leurs régimes. Mais à supposer qu'il y ait eu de telles menées, comment expliquer la complaisance des forces de l'ordre locales qui sont restées passives, durant les trois jours ?

Didier Ratsiraka et Ali Soilihi, cherchaient à détourner l'opinion nationale, de leurs difficultés intérieures par des causes extérieures. Ceci est de même ordre de ce que font les grands pays du monde à l'exemple des Etats-Unis lors des attentats de 11 septembre 2001.

A la suite du Kafa « hostilité » des Comoriens de Majunga, les relations ont été moroses entre les deux pays. L'origine de cette fâcherie diplomatique semble être la prise de position du gouvernement comorien qui a reproché aux autorités malgaches de n'avoir pas employé les conditions nécessaires à l'arrêt des hostilités.

Selon le président Ali Soilihi, le couvre-feu n'a fait qu'aggraver la situation, et les forces de l'ordre malgaches ne sont pas intervenues. Ensuite, une polémique s'était engagée au sujet du nombre des victimes comoriennes, dans laquelle le gouvernement malgache avait avancé un chiffre moins élevé que celui du gouvernement comorien.

Selon Bruno Rakotomavo, le chef de la diplomatie malgache, s'explique de la manière suivante, à propos du rapatriement des Mahorais par les autorités françaises:

« La République Démocratique de Madagascar ne reconnaît qu'un seul régime pour l'ensemble de l'archipel des Comores : celui de Moroni. C'est la raison pour laquelle nous avons rejeté la proposition française concernant le rapatriement des Mahorais à Mayotte. » (Madagascar Renouveau, 1^{er} trim. 1977, pp.19).

Pourtant cette déclaration faite par le chef de la diplomatie malgache ne s'était pas traduite dans les faits. Les autorités malgaches avaient facilité au consulat et à l'ambassade de France de rapatrier les rescapés mahorais à Mayotte. Cette prise en frète par avion, des réfugiés mahorais par les autorités consulaires françaises fut considérée par les autorités comoriennes comme une reconnaissance par les autorités malgaches de la présence française à Mayotte. Ceci alimenta la discorde entre les Comores et Madagascar.

Le gouvernement comorien malgré la négligence des autorités malgaches sur l'affaire semblait s'arranger sur la piste de l'impérialiste français. Pour ce faisant, il y'aurait eu des instants de solidarité et de consolidation entre les deux régimes. Mais le concours au rapatriement des Mahorais par le gouvernement Malgache au profit des Français fut mal accepté par le gouvernement comorien. De ce fait, il convient de souligner qu'à ce stade Madagascar a joué le jeu de « la politique politicienne » qui aura comme conséquence la méfiance du gouvernement d'Ali Soilihi (1975-1978). Mais en dépit cette crise, les deux régimes sont censés préserver les relations d'amitié entre les deux pays afin de solidifier leur pouvoir et suivre leur programme révolutionnaire.

C'est ce qui va amener à préserver l'amitié et la solidarité entre Madagascar et les Comores. En ce sens Mzé Ali, directeur de cabinet du premier ministre comorien Abdillah Mohamed :

« La page pourra être tournée au fur et à mesure que le temps et l'histoire permettront d'oublier. » (Andriamirado, 1977 :08)

Néanmoins pour gommer, ne faut-il pas d'abord faire la lumière sur ce qui s'est passé ? Acte isolé ou non intégration de la communauté étrangère le cas des immigrés comoriens, le gouvernement comorien n'a jamais formulé aucune plainte qui aurait pu mettre en difficulté le régime malgache sur le plan international. Cela aurait pu se traduire concrètement par la mise en place d'une commission d'enquête par exemple l'OUA qui sera chargée de faire la lumière sur l'affaire de Majunga. Cette attitude du gouvernement comorien restant extrêmement discret, était pour préserver ses relations avec Madagascar et donc la sécurité des 40000 vivant encore à la Grande île selon Chagnoux et Haribou (1980 : 76). Mais aussi par souci de voir les relations entre les deux pays voisins, partageants une idéologie révolutionnaire, se normaliser. Sur cette attitude de réserve du gouvernement comorien, J-L.Calvet ajoute :

« Des techniciens malgaches continuent de travailler aux Comores, que Madagascar ravitaillait toujours en carburant et en vivres. » (Calvet 1977 : 365)

Conclusion

Depuis plus d'un siècle, des Comoriens s'installèrent à Madagascar. Nombre d'entre eux s'étaient concentrés dans la ville de Majunga. Et ils représentaient près du tiers de la population. Ayant vite obtenu des qualifications professionnelles, les Comoriens ont contribué au développement économique. Ils travaillaient beaucoup dans les secteurs publics et privés ; ils ont eu de ce fait un statut social supérieur à celui des Betsirebaka : ce qui leur valu un germe contribuant au conflit. Prétendant un contraste entre familles comoriennes et betsirebaka, à cause d'une part de la passivité de l'armée de Majunga ont exterminé pendant trois jours successifs, du 20 au 22 décembre 1976, de centaines des Comoriens de cette ville. Ils ont pillé leurs biens et incendié des habitations. Le gouvernement comorien chercha à rapatrier ses ressortissants. Grâce aux aides internationaux et aux mesures fiscales, Toutefois le rapatriement fut une erreur :

-Primo, les hostilités ont pris fin depuis le 23 décembre 1976 et le 28 de ce même mois une cérémonie rituelle de réconciliation des deux communautés, a eu lieu à Majunga. Le pardon a été accordé malgré le bain de sang. L'heure était au recueillement et à la cohabitation pacifique ; portant à des nouvelles perspectives, de rapprochement et de nouveau rapport pour toutes les communautés confondues. Cependant le gouvernement comorien a réagi contrairement, depuis le 04 janvier 1977, date du départ le premier bateau amenant les Comoriens depuis le port de Majunga à destination de Moroni.

Il est clair que le gouvernement comorien est une fois de plus étranger à la culture malgache (Betsirebaka).

-secundo, vu les difficultés économiques que traversait le gouvernement comorien avant les hostilités, il s'est engagé dans une entreprise qui demandait des moyens financiers, logistiques, et infrastructures importants. Il a fallu malgré les aides de la communauté internationale vides les caisses de l'Etat et recourir aux ressources des salariés Comoriens.

Ceci causa le début de l'endettement de l'Etat comorien et les arrières de paiement de salaires des fonctionnaires comoriens.

- tertio, en considérant l'importance de nombre de réfugiés comoriens à rapatrier, à un moment où les Comores cherchaient un exutoire pour bon nombre de

ses émigrés, le gouvernement comorien s'est laissé emporter par « a colère diplomatique » en rapatriant les 16 000 rescapés.

Certes, c'est une bonne image pour l'Etat comorien soucieux de ses ressortissants mais d'un coté c'est une mauvaise gestion du conflit car ces Sabena allaient accroître voire gonfler les villes et villages des Comores qui avaient pourtant besoin de souffler. Sachons que lorsque la population de l'archipel atteignait les 200.000 habitants, dans les années 60, 100.000émigrants environ vivaient au dehors (55.000 à Madagascar, 30.000 à zanzibar et 15.000 en France) (Battistini et Verin 1984 : 77). Dans la ville de Majunga, les hostilités ont désorganisé l'économie de la ville ainsi que les rapports diplomatiques de deux régimes. Lorsque nous revenons sur le fait, les Betsirebaka sont les pyromanes des hostilités, néanmoins ils ont été suivis et soutenus par nombreux Malgaches appartenant à d'autres groupes sociaux. Il en résulte donc que le carnage de Majunga a été l'expression tout d'abord de malentendu culturel, car les Comoriens étaient étrangers de la culture Betsirebaka et de ses exigences.⁵⁰

- de sentiments de méfiance ou d'antipathie qui sont malheureusement très répandus dans l'intérêt général des Malgaches.

En outre, les hostilités de Majunga donnent lieu à réfléchir sur le destin des minorités étrangères à Madagascar. En général, dans beaucoup de pays notamment dans ce pays, les minorités étrangères sont exposées à plus ou moins longue échéance à un phénomène de rejet qui lorsque les circonstances sont défavorables, engendre la violence. Ce phénomène de rejet se cristallise sur la question de l'intégration de ces minorités dans la société locale. On retrouve un peu partout ce phénomène que lorsque ces minorités s'intègrent de mieux en mieux dans la société d'accueil, les angoisses et inquiétudes commence donc à s'installer chez les autochtones. Cette intégration, bien évidemment fait peur et s'avère dangereuse du moment où dans la société d'accueil il y'a un blocage économique autrement dit le taux de chômage devient menaçant. A titre d'exemple, aujourd'hui en France pour réduire le chômage et ainsi restreindre les malaises sociaux, le gouvernement Français a mis en cause la question de l'immigration. Les

sans papiers sont expulsés, qui auparavant bénéficiaient d'un air de passivité. Ils n'étaient pas tout à fait inquiétés comme l'heure. Dans le voisinage, à l'île de Mayotte, le droit du sol est devenu un point à débattre, ce qui n'existait pas avant.

En bref, l'intégration des Comoriens à Madagascar a été une réussite. Ces derniers par l'ancienneté, se comportaient comme étant des « tompotany » (maître de la terre). Cet agissement ne plaisait pas du tout aux Majungais. Ceci contribua fort à la violence des hostilités. Tout compte fait, un conflit entre la communauté migrante (comorienne) et la société Majungaise surtout Betsirebaka, devait survenir. Sociologiquement, il est un conflit inévitable. Cela arrive un peu partout au monde. En Côte d'Ivoire, dans les années 1980, les Dahoméens ont été victimes de ce genre de rapport social. En Allemagne, les Juifs furent décimés à cause de leur intégration réussie.

De ce fait, il est à noter que le conflit est inéluctable dans les sociétés à caractères mixtes. Majunga n'a pas du tout échappé ce genre de situation. Ce type de conflit est parfois une nécessité afin de parvenir à un équilibre communautaire. De là surgira des nouveaux rapports basés sur le respect des communautés et des cultures.

Cependant, pour ne plus en arriver là, il faudrait penser à l'éducation des communautés conférence sur conférence sur le droit de l'homme et libertés fondamentales. En se référant sur ces bases, il y'aura moins de conflit. Par illustration, pour éviter à une troisième guerre mondiale les sociologues, les anthropologues, les historiens et les spécialistes des conflits à l'échelle mondiale ont compris le « pourquoi ». C'est pour cette raison qu'ils ont créé au lendemain de la deuxième guerre, en 1946, l'UNESCO. Son objectif est de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, en resserrant, par l'éducation, la science, la culture, et la communication, la collaboration entre nations pour le respect des droits de l'homme. A partir donc de cette initiative, on remarque l'importance de cette institution, que depuis sa création, il n'y a jamais eu une troisième guerre mondiale. Plutôt elle a donné une nouvelle impulsion, ouvrant sur la mondialisation, la diversité culturelle, l'apprentissage d'une culture par le moyen touristique.

⁵⁰ Concernant la psychologie comorienne, le fait n'est que minime. Et de plus, la requête d'un bœuf en guise de sacrifice, c'est trop demandé. Par ailleurs chez les Betsirebaka, l'immolation d'un bœuf symbolise le nettoyage

En définitive, il est de cet ordre pour les intellectuels Majungais, Malgaches et Comoriens de faire une synthèse. Il convient de rappeler que les hostilités de Majunga avaient gravement compromis les relations entre les Comores et Madagascar. Il a ainsi fallu attendre l'année 1986 pour voir se rétablir les relations normales entre les deux pays. C'est dans le domaine de transports en premier que les relations se sont établies, les deux compagnies (Air Comores et Air Madagascar) devenaient les vecteurs de cet accord de coopération bilatérale en facilitant la circulation des biens et des personnes. Cette desserte aérienne a naturellement facilité l'arrivée à Majunga d'un certain nombre de comoriens.

Parmi les Comoriens qui venaient à Majunga, certains d'entre eux furent des rescapés des hostilités de décembre. Ces rescapés étaient enthousiasmés par le souci de récupérer leurs maisons qu'ils avaient confiées à des connaissances (parmi eux, amis, anciens locataires, etc.). Mais à peine arrivés, ils seront frappés par la surprise de constater que les personnes censées veiller à la protection de leurs biens immobiliers s'en étaient rendues propriétaires. Les auteurs de ces manœuvres estimaient que les Comoriens partis pour ne plus revenir. Du coup, ils étaient obligés de verser des impôts réclamés d'autrefois aux propriétaires comoriens. Ils ont sans doute interprété cette perception de l'impôt foncier comme une reconnaissance de propriété. Jusqu'à lors ce problème existe et peut éventuellement donner de nouveau glas à Majunga. Et sur ce Razafindehibe, ancien gouverneur de Majunga, précise que le conflit à venir ne sera plus entre une ethnie malgache et Comoriens mais plutôt entre malgache.

Pour ce faire, il est l'heure pour les autorités de Majunga de prendre leur responsabilité afin d'éviter de nouvelles tensions. Etant donné qu'une nouvelle communauté des Zanatany se forme et se cherche. Il est par conséquent très dangereux qu'une telle situation frappe à nouveau sur cette ville car les Zanatany forment une force légitime au sein de la république Malgache.

Annexe I :

Allocution du « Camarade » Ali Soilih, chef de l'Etat comorien du 28 décembre 1976.

Là-bas à Majunga, notre sang a coulé beaucoup, beaucoup. Les mosquées ont été profanées, souillées et détruites ; les habitations ont été saccagées, pillées, incendiées.

Nos morts, eux, ont été empilés dans des camions à destination des fosses communes creusées, pour la circonstance, à l'aide de pelles mécaniques. Aucune des victimes n'a bénéficié de l'application des préceptes islamiques de l'enterrement. Nos blessés se trouvent éparpillés dans divers hôpitaux, tandis que tous les survivants sont entassés dans les camps militaires et subissent quotidiennement les intempéries.

Face à une telle calamité, y a-t-il plusieurs solutions ?

Non ! Il n'y en a pas deux, une seule : c'est celle qui consiste à faire revenir immédiatement parmi nous tous nos frères qui ont survécu aux hostilités afin que, notre pays, ensemble, nous pleurions nos morts ; nous prierons ensemble pour eux et pour que nous édifiions ensemble un avenir commun. Cette solution est au demeurant celle que ces mêmes survivants ont choisie et fait connaître à nos délégation lors de son passage à Majunga.

Camarades, peut-être certains d'entre vous se posent-ils la question de savoir ce qui est réellement à l'origine de cette catastrophe.

Pour le moment, si j'avais à y répondre, je risquerais d'avancer des conclusions hâtives. Je possède, certes, des éléments mais en mon âme et conscience, ils ne me permettent pas encore à soutenir une conviction. Par contre, ce qui est révélé au grand jour, c'est le prétexte qui a déclenché les hostilités.

Deux familles voisines, dit-on, l'une comorienne, l'autre de l'ethnie Antaisaka. Un enfant de la famille malgache vient faire ses besoins dans la cour de la famille comorienne. Un membre de la famille comorienne a réagi en barbouillant l'enfant de ses immondices.

Et tout se précipite, et en l'espace de quarante huit heures, le cataclysme fut consommé. Tel qu'il est exposé officiellement, voilà donc le motif. Mais, camarades, vous devez savoir certaines choses ; en premier lieu, l'enfant Malgache était venu plusieurs reprises chez le Comorien. En second lieu, pour l'ethnie Antaisaka, tout membre souillé par de telles immondices ne peut-être purifié que par l'immolation d'un être humain ou par l'offrande de trois bœufs et de l'or fonds. A la demande de chef de cette ethnie, la communauté comorienne a accepté les bœufs et l'or.

Mais pendant que cet arrangement intervenait entre les délégués de deux communautés au Poste de Police de Mahabibo où était gardé à vue le comorien fautif, plus de 25 Comoriens avaient déjà été massacrés.

Alors, camarades, compte tenu de ces précisions, faites-vous votre propre opinion.

Camarades, vous devez sans doute aussi vous demander pourquoi durant ces événements, il y a eu tant de morts du seul coté de la communauté comorienne. Sachez donc que dans l'agglomération de Mahabibo où vit le quasi totalité des Comoriens, ces derniers ont rigoureusement respecté le couvre feu instauré, dès le lundi soir, par les autorités malgaches. Les Comoriens sont restés dans leurs domiciles pendant que les assaillants, organisés en commandos avec le renfort des localités périphériques, jouissaient d'une totale mobilité.

Camarades, lorsqu'on rassemble tous ces éléments, ne presse-t-on pas à l'amont un complot préparé de main maître ? Mais, par qui ? Et au nom de quel intérêt ?

Encore une fois, je ne peux guère m'avancer. Vous savez cependant que nous sommes dans l'Océan Indien et, dans cette zone, de grands appétits s'exacerbent et des géants s'affrontent...

Camarades, maintenant vous vous demander encore une fois : nos frères qui sont à Majunga et qui vont nous rejoindre, sont au nombre de 16 000. Comment pourrait-on les rapatrier ?

- Trois solutions : nous devons compléter ces trois solutions pour pouvoir supporter cette charge qui est la nôtre.

-La première solution, c'est la foi de tous les Comoriens qui sont sur place, leur unité, et leurs efforts. Cette première solution, je suis conscient qu'elle existe.

-La deuxième solution, c'est de savoir comment accueillir beaucoup de nos frères, en même temps, puis les calmer et enfin les guider dans leur vie future qu'ils devront débiter dans ce pays. Camarades, ni vous, ni moi, ne savons comment faire pour accueillir tant de personnes et leur montrer la bonne voie pour mieux vivre.

- La troisième solution, ce sont les finances il y a enfin, le problème des finances. De toute évidence, nous n'en avons pas. Mais obligatoirement nous en trouverons. Mais là, encore, l'action révolutionnaire que nous avons menée depuis un an, nous appris, en toutes circonstances à compter d'abord sur notre force.

De ceci, nous trouverons les fonds destinés à cette circonstance, puisque nous avons fait le fondement de notre philosophie et de notre action. C'est pourquoi cet obstacle là, nous le vaincrons, aussi j'en suis convaincu.

Camarades, maintenant je vais vous donner certains conseil : les hostilités qu'ont subi nos frères comoriens de Majunga furent un complot dans le but de déstabiliser la situation des Comores, pays nouvellement indépendant. Donc il faut renforcer la sécurité.

Voici le conseil que je vais donner à nos frères qui sont à Madagascar : les ennemis vous racontent beaucoup de mensonges votre pays, les Comores, a complètement changé. Ce changement constitue, à la fois son évolution. Tous les obstacles sont supprimés :

-Pas de grand mariage ; et aucun de vous ne devra avoir horreur de son retour, à cause d'une telle circonstance. Toutes les dépenses folles sont supprimées.

-Même les djinns sont rentrés chez eux.

-Ici, vous trouverez des emplois. Tous les Comoriens travaillent.

N'ayez crainte de rien. Il y a une solide fraternité.

-En voulant comparer, l'effort déployer pour l'édification ce pays, au cours d'une année, à une période coloniale nous verrons qu'il aurait fallu 15 ans.

Aux Comores, il n'y a pas de prisonniers politiques, mais seulement des criminels qui ont voulu assassiner une personne, qu'elle soit chef de l'Etat ou autre.

A N N E X E : II

Madagascar

Un témoignage sur les hostilités de Majunga

M. Jean Marc DEVILLARD, ingénieur agronome qui faisait une visite privée à Madagascar, nous a adressé le témoignage suivant sur le massacre dont ont été les victimes, des Comoriens établis à Majunga.

Je me trouvais à Majunga lorsqu' éclatent le 20 décembre les affrontements entre Malgaches et Comoriens, modestement appelés « échauffourées regrettables de Majunga » par la presse malgache.

Majunga, sur la cote Nord-Ouest de Madagascar, fait face au Mozambique. Les Comores sont à 350 km. C'est la ville la plus agréable de l'île, au dire des Malgaches eux-mêmes et des coopérants français de Madagascar, avec ses larges allées plantées d'arbres, sa corniche sur la mer, ses hibiscus et ses bougainvillées.

C'est la deuxième ville du pays, avec 50 mille habitants. La population y est très cosmopolite. Les Malgaches sont eux-mêmes repartis en plusieurs ethnies : Des Sakalavas, dont c'est la région, des Merinas du centre de l'île, généralement fonctionnaires Antaimoros, Antaisaka, et Antandroy, regroupés sous le terme général Betsirébaka, originaires du Sud-est de l'île. Ils sont assez nombreux (cinq cents à mille personnes) et constituent un sous-prolétariat. Ils occupent des emplois n'exigeant pas de qualification et sont traditionnellement tireurs de pousse-pousse ou gardiens. Ce sont eux qui, trois jours durant, massacreront les Comoriens. La ville compte également une très importante communauté Indienne estimée à dix mille personnes. Comme dans la plupart des villes de la côte Ouest de Madagascar, ces Indiens, installés là depuis longtemps, sont dans les affaires (commerce, import-export, assurances). Ils occupent une position sociale assez élevée, sont

généralement assez riches et se mélangent peu à la population Malgache. Enfin la communauté comorienne représente près du tiers de la population de la ville avec ses quinze mille à dix sept mille membres. Les Comoriens, tous musulmans sont installés à Majunga et dans d'autres villes malgaches depuis plusieurs dizaines d'années. La plupart sont nés à Madagascar et un certain nombre d'entre eux ont encore la nationalité française. Les hommes occupent généralement des emplois nécessitant une certaine qualification : ils sont boulangers, cuisiniers, ouvriers, spécialisés dans les deux usines de Majunga, artisans du bâtiment, ils ont de ce fait, un statut social supérieur à celui des Betsirebaka. Jusqu'à présent la communauté comorienne coexistait sans trop de problèmes avec les autres communautés ethniques. On signalait bien, de temps à autres, quelques rixes entre Comoriens et Malgaches betsirebaka, allant parfois jusqu'à mort d'homme, et un début d'affrontement, en 1971, avait pu être rapidement interrompu. Les affrontements qui vont faire rage pendant trois jours ne peuvent s'expliquer que par une rancœur sourde, accumulée, progressivement par les Malgaches les plus pauvres contre ces « étrangers ».

L' ARMEE, NEUTRE, ET COMPLICE :

Tout commence le 20 décembre par un incident : un comorien enduit le visage d'un enfant Betsurebaka, de ses propres excréments. Les excréments sont considérés comme tabou par les Betsirebaka, chez qui, de plus, les enfants jouissent d'une très grande considération. C'est l'étincelle. Le Comorien est tué par les Betsirebaka, et cela déclenche le début des affrontements. Les Comoriens sont les plus nombreux, mais ne sont généralement pas armés. Les Betsirebaka disposent de coupe-coupe et les hostilités commencent. L'armée et la police n'interviendront pas, n'ayant reçu aucun ordre.

On peut se demander s'il s'agit de la part des responsables du maintien de l'ordre, d'une sous-estimation de la gravité de la situation ou d'une volonté délibérée de ne pas intervenir.

Tout semble, indiquer, pourtant, qu'une intervention rapide et modérée de la police et de l'armée aurait arrêté l'affrontement.

L'affaire prend alors des proportions dramatiques : une véritable chasse au comorien s'organise en ville et dans le quartier comorien. Des groupes des Betsirebaka poursuivent dans la rue et traquent dans leurs maisons des Comoriens, homme, femmes, enfants, qui sont tués aussitôt. Nous pouvons voir dans les rues, de nombreux cadavres atrocement mutilés. Leurs habitants tués, les maisons des comoriens sont pillées, puis incendiées. Lorsque l'armée interviendra, ce sera en fait, pour rester passive : elle est présente sur les lieux des affrontements mais elle a reçu l'ordre de ne se manifester que si elle était elle-même attaquée...

Des Comoriens ont été massacrés sous les yeux des soldats qui laissent faire et personne n'a vu l'armée prendre la défense des victimes : plusieurs autres témoins malgaches et français m'ont affirmé avoir vu des militaires malgaches prêter main-forte aux Betsirebaka en utilisant des armes blanches. Des voitures et des cars sont arrêtés. On en fait descendre pour les tuer, les Comoriens qui s'y trouvent.

Les Betsirebaka qui ne reconnaissent pas nécessairement les Comoriens à leur aspect, demandent les papiers et les noms. Il ne fait pas bon porter un prénom musulman. La mosquée des Comoriens sera profanée. Hommes, femmes, enfants se réfugient alors à la gendarmerie et se placent sous la protection de l'armée. Ce sera enfin, après trois jours l'arrêt des hostilités. La loi martiale est proclamée, mais il est trop tard : on dénombre 125 cadavres à la morgue de l'hôpital et deux cents cinquante blessés, mais l'avis de la plupart des Majungais, il y a eu en fait, cinq cents à six cents morts¹. De nombreux cadavres ont en effet été jetés à la mer, ou enterrés sans trace officielle. Les morts sont pratiquement tous comoriens.

LE RAPATRIEMENT DES COMORIENS :

Le gouvernement malgache, dans le quotidien Madagascar-Matin, a accusé « l'impérialisme et ses valets de l'intérieur, de quelque nationalité qu'ils soient d'avoir ourdi cette manœuvre de provocation en vue de :

1) Semer définitivement la division entre les Comoriens et ceux des autres îles.

2) Saboter les relations d'amitié et de coopération entre les Comores et Madagascar.

3) Provoquer des troubles à Madagascar.

4) Discréditer Madagascar, sa politique révolutionnaire et anti-apartheid. »

On pensera ce que l'on voudra de cette déclaration.

Il y a déjà eu dans l'histoire récente de Madagascar, d'assez violents affrontements inter ethniques, jamais à ce point, cependant les événements de 1947 n'avaient fait parmi les Français que quelques dizaines de victimes et l'on sait combien la répression par les troupes françaises avait été féroce. Il y a quelques années il y avait eu de très fortes tensions entre « côtiers » et Merinas dans la région de Tamatave ; et les Merinas avaient du quitter précipitamment les lieux.

Le gouvernement des Comores a décidé de rapatrier les 15 000 Comoriens de Majunga, et un navire malgache assure chaque jour, depuis le début de l'année, le passage de quatre cents personnes. Les Comores ont également annoncé qu'elles rapatrieraient par la suite tous les ressortissants des autres villes malgaches qui en exprimeraient le désir. Diégo Suarez, Tuléar, Tamatave comptent d'assez importantes communautés comoriennes.

A court terme, le départ des Comoriens de Majunga va désorganiser complètement la vie quotidienne et l'économie de la ville. On imagine aussi les problèmes que va poser au gouvernement des Comores, l'accueil d'aussi nombreux réfugiés, à un moment où il se débarrasse de nombreux difficultés économiques. Les Indiens de majunga qui représentent un cinquième de la population, sont visiblement inquiets.

On ne peut manquer d'être surpris de l'ambiguïté de l'attitude des autorités chargées du maintien de l'ordre, alors que récemment, encore en septembre 1976, le régime n'a pas hésité à utiliser la force contre des manifestations d'étudiants à Tananarive et on a compté plusieurs morts. Quelqu'un ou un groupe ou une faction, avait-il intérêt à laisser évoluer de la sorte un conflit racial ? Dans quel but ? S'il en est ainsi, ce groupe qui disposerait d'oreilles complaisantes au sein de l'armée, aurait

vraisemblablement pour but de remettre en cause le pouvoir actuel. Le gouvernement dont la popularité semble actuellement entamée par des maladresses et une gestion économique peu concluante, est en équilibre instable. certains pensent pourtant qu'il suffirait de peu de chose qui conduirait à une reprise en main du pouvoir par la bourgeoisie mérina et tout aussi plausible.

{*Le Monde* du 16 janvier1977.}

ANNEXE III

MADAGASCAR

TEMOIGNAGE DE HENRY RICHELSON

AFFAIRE COMORIENS ET BETSIREBAKA

(En 1976-1977)

Le 18 décembre 1976 à fio-fio, fokontany dudit et firaisana de Mahabibo, sous-préfecture de Majunga I, un Comorien a fait manger de l'excrément à un enfant malgache. Ce dernier a chié dans la cour de cet étranger. Au lieu d'appeler ou d'inviter les parents de cet enfant, ce Comorien par sa propre initiative lui a donné à manger de tout ce qui a rejeté ce petit. C'est à partir de là que l'événement de Majunga en 1976, avait commencé.

Le 18 décembre 1976, dans la matinée, nombreux malgaches surtout les curieux se rassemblaient tout autour de la maison où se trouvait le Comorien récalcitrant alors que celui-ci s'est enfui déjà au commissariat de la police de Mahabibo, pour ne pas massacré ou tué les Malgaches malintentionnés. Au commissariat, il était bien gardé à vue par les policiers ; et ce n'est qu'après que le délinquant (le comorien fautif) a été transféré à l'organisation mixte de conception implanté à la gendarmerie (camps bostany). Lorsque l'atmosphère devenait de plus en plus tendue entre les deux clans (Comoriens et Malgaches).

Armée populaire	nombre	Gendarmerie nationale	nombre
Officiers	15	officiers	05
Sous-officiers	78	Sous-officiers	28
Hommes de troupes	628	gendarmes	144
total	713	total	177

*Sources données par Richelson

Le 18 décembre 1976, à partir du matin, quatre ou cinq Antandroy (Malgaches du sud, région de Tuléar) ont rodé sur la route reliant commissariat de police de Mahabibo à Ambovo (route de l'avenue de l'Eglise) invitant les citoyens malgaches résidents à Majunga à s'unir ou à se regrouper ou à se rassembler pour combattre contre les Comoriens. Pendant ce temps, ces Antandroy étaient porteurs de ' ' pilotra ' ' et de bâtons contondants.

A noter que le nombre des forces armées devenait de plus en plus volumineux ou étouffés car le régiment de forces d'interventions issues de Tananarive et de Diègo-Suarez venait en aide pour renforcer les éléments mis en œuvre sur le terrain et sous forme du tableau ci-dessous ; vous apercevrez le nombre des combattants : De plus, s'ajoutent les policiers de la ville dont l'effectif remonte à 70 personnes environ.

Concernant la population civile de cette année 1976 à Majunga est la suivante :

Groupe sociaux	nombre
Comoriens	16 288
Tsimihety	9 590
Merina	9 195
Sakalava	6 806
Betsiléo	7 567
Indiens	4 144
Antandroy	3 007
Antaisaka	2 977
Antaimoro	2 246
Makoa	2 164
Sihanaka	1 819
Betsimisaraka	1 759
Mahafaly	1 047
Français	907
Chinois	79
TOTAL	61 772

Pendant les deux premiers jours, les comoriens se montraient d'une attitude narquoise et même hautaine vis-à-vis des Betsirebaka.

Les deux clans antagonistes faisaient face à face pour se lapider mais barrés au milieu par les forces de l'ordre, restant calme devant ce conflit.

Le 20 décembre 1976, durant la journée le combat éclatait à partir de l'avenue de l'Eglise de Mahabibo jusqu'à Tsararano où les Betsirebaka, voyant un tas de pierres se sont unis en protection pour répondre à leurs adversaires. C'était là qu'un Betsirebaka a brûlé une grande épicerie appartenant à un Comorien. Ni les forces de l'ordre, ni les civils n'arrivaient à sauver la maison incendiée. C'était en ce moment que le propriétaire de la maison s'est échauffé en lançant des mots grossiers, des paroles incohérentes envers les militaires sur place

Par contre, ces derniers en entendant des propos mal placés se sont mis en colère et attaquaient le fokontany de l'Abattoir la nuit du 20 décembre 1976 à partir de 19 heures. Derrières les éléments de force, les Betsirebaka et les Antandroy attendaient patiemment la sortie brutale des Comoriens pour chasser ou massacrer ceux-ci. Une maison d'habitation contenait tout au moins une quarantaine de personnes, c'était à partir de là que les Comoriens se précipitaient, se hâtaient dans lieux réservés à cet effet, à savoir : caserne gendarmerie (camps Bostany) et camps militaires pour se réfugier.

Ce « Rotaka » n'a pas été financé par contre les émeutiers ont pillé les magasins, les débits de boissons du marché de Mahabibo ont trouvé fortune ainsi donc le financement (achat de drogue, chanvres indien, et alcools). Pendant cet événement, la majorité des Comoriens résidaient dans le quartier d'Abattoir, c'est voilà pourquoi que les éléments de forces ont choisi à massacrer le premier (les Comoriens). Les Betsirebaka suivaient derrière eux. Les éléments de force de l'ordre tenaient leur sang froid et suivaient toujours l'ordre donné par leur chef ; après cette attaque.

Après que le calme s'instaura à Majunga, les Tangalamena Betsirebaka, de Zafisoro, Antofagasta, Antemoro, Antambahoka, les ray'amadreny des Antandroy étaient venus ici à Majunga pour la réconciliation et la bonne entente de tous les habitants résidant à Majunga ; notamment avec les autorités comoriennes. C'était le 28 décembre 1976.

Ce n'est qu'après qu'on avait conclu de rapatrier tous les ressortissants comoriens qui s'étaient réfugiés aux deux camps militaires, sous la protection des militaires issus du régiment des forces d'intervention numéro 02 venant de Diégo Suarez au port et à l'aéroport. Les réfugiés à rapatrier n'ont droit d'amener que 75.000fmgpar personne en ce temps. Avant le départ des réfugiés, l'enterrement des cadavres s'était effectué en trois fosses communes au lieu appelé Mangatokana pendant une seule nuit sous la surveillance de 45 concentrés dans la ville de Majunga. Et ils représentaient près du tiers de la population.

Ayant vite obtenu des qualifications professionnelles, les Comoriens ont contribué au développement économique. Ils travaillaient beaucoup dans les secteurs publics et privés ; ils ont eu de ce fait un statut social supérieur à celui des Betsirebaka : ce qui leur valu un germe contribuant au conflit.

Prétextant un contraste entre familles comorienne et Betsirebaka, à cause d'une part de la passivité de l'armée de Majunga ont exterminé pendant trois jours successifs, du 20 au 22 décembre 1976, les Comoriens de cette ville. Ils ont pillé leurs biens et incendié des habitations.

Face à ce désastre, à une période où le gouvernement comorien cherche à se dégager des difficultés quotidiens et économiques, il s'est vite montré soucieux de rapatrier ses ressortissants de Majunga. Ainsi donc faisant appel à tous ceux désirant rentrés aux Comores. Grâce aux aides internationaux et aux mesures fiscales entretenues, l'Etat comorien a pu surmonter cet obstacle, en assurant en particulier l'accueil d'aussi nombreux réfugiés dans la capitale fédérale jusqu'à leur dispatching.

Toutefois le rapatriement n'aurait jamais eu lieu et fut une erreur grave :

-Primo, les hostilités ont pris fin depuis le 23 décembre 1976 et 28 de ce même mois une cérémonie rituelle synonyme à la réconciliation des deux communautés, a eu lieu à Majunga. Par conséquent, on a observé aux sacrifices de bœufs, incarnant pour les Malgaches, plus particulièrement pour les Betsirebaka, la fin officielle d'une exaction, d'une hostilité. Pour ce faire, il convient de dire que le pardon a été accordé malgré le bain de sang. L'heure était au recueillement et à la cohabitation pacifique ; portant à des nouvelles perspectives, de rapprochement et

de nouveau rapport pour toutes les communautés confondues. Cependant le gouvernement comorien a réagi contrairement, depuis le 04 janvier 1977, date selon laquelle le premier bâtiment leva l'ancre depuis le port de Majunga à destination de Moroni.

Il est clair que le gouvernement comorien est une fois de plus étranger à la culture malgache (Betsirebaka).

-secundo, vu les difficultés économiques que traversait le gouvernement comorien avant les hostilités, il s'est engagé dans une entreprise qui demandait plus de moyen financier, logistique, et infrastructure. Il a fallu malgré les aides de la communauté internationale desséchée les caisses de l'Etat et vidé les poches des salariés publics et privés des Comoriens. D'où le début de l'endettement de l'Etat comorien et les arrières de paiement de salaires des fonctionnaires comoriens.

Tertio, en considérant l'importance de nombre de réfugiés comoriens à rapatrier, dans un moment où les Comores cherchaient un exutoire pour bon nombre de ses émigrés, le gouvernement comorien s'est laissé emporter par « a colère diplomatique » en rapatriant les 16 000 rescapés.

Certes, c'est une bonne image pour l'Etat comorien soucieux de ses ressortissants mais d'un côté c'est une mauvaise gestion du conflit car ces Sabena allaient accroître voire gonfler les villes et villages des Comores qui avaient pourtant besoin de souffler. Sachons que lorsque la population de l'archipel atteignait les 200.000 habitants, dans les années 60, 100.000émigrants environ vivaient au dehors (55.000 à Madagascar, 30.000 à zanzibar et 15.000 en France)⁵¹. La population comorienne étouffait énormément du manque des ressources agricoles, sanitaires, d'embauche.

Effectivement, dans la ville de Majunga, les hostilités ont désorganisé à court terme l'économie de la ville puis a désorganisé les rapports diplomatique de deux régimes.

⁵¹ Battistini (R) et vérin, (P) 1984.pp.77

Lorsque nous revenons sur le fait, les Betsirebaka sont les pyromanes des hostilités, néanmoins ils ont été suivis et soutenus par nombreux Malgaches appartenant à d'autres groupes sociaux. Il en résulte donc que le carnage de Majunga a été l'expression tout d'abord de malentendu culturel, car les comoriens étaient étrangers de la culture Betsirebaka et de ses exigences.⁵²

- de sentiments de méfiance ou d'antipathie qui sont malheureusement très répandus dans l'intérêt général des Malgaches.

En outre, les hostilités de Majunga donnent lieu à réfléchir sur le destin des minorités étrangères à Madagascar. En général, dans beaucoup de pays notamment dans ce pays, les minorités étrangères sont exposées à plus ou moins longue échéance à un phénomène de rejet qui lorsque les circonstances sont défavorables, engendre la violence.

Ce phénomène de rejet se cristallise sur la question de l'intégration de ces minorités dans la société locale. On retrouve un peu partout ce phénomène que lorsque ces minorités s'intègrent de mieux en mieux dans la société d'accueil, les angoisses et inquiétudes commencent donc à s'installer chez les autochtones.

Cette intégration, bien évidemment fait peur et s'avère dangereuse du moment où dans la société d'accueil il y'a un blocage économique autrement dit le taux de chômage devient menaçant. A titre d'exemple, aujourd'hui en France pour réduire le chômage et ainsi restreindre les malaises sociaux, le gouvernement Français a mis en cause la question de l'immigration. Les sans papiers sont expulsés, qui auparavant bénéficiaient d'un air de passivité.

Ils n'étaient pas tout à fait inquiétés comme l'heure.

Dans le voisinage, à l'île de Mayotte, le droit du sol est devenu un point à débattre, ce qui n'existait pas avant.

En bref, l'intégration des Comoriens à Madagascar a été aussi bien réussie. Ces derniers par l'héritage historique, se comportaient comme étant des

⁵² Concernant la psychologie comorienne, le fait n'est que minime. Et de plus, la requête d'un bœuf en guise de sacrifice, c'est trop demandé. Par ailleurs chez les Betsirebaka, l'immolation d'un bœuf symbolise le nettoyage de l'immondice et représente même l'infamie donc il ne serait jamais consommé mais au contraire enterré.

« tompotany » (maître da la terre). Cet agissement ne plaisait pas du tout aux Majungais. Ceci contribua fort à la violence des hostilités.

Tout compte fait, un conflit entre la communauté migrante (comorienne) et la société Majungaise surtout Betsirebaka, devait survenir.

Il est un conflit inévitable selon une vision sociologique.

En cote d'ivoire, dans les années 1980, les Dahoméens ont été victimes de ce genre de rapport social.

En Allemagne, les juifs furent décimés à cause de leur intégration réussie.

De ce fait, il est à noter que le conflit est inéluctable dans les sociétés à caractères mixtes. Majunga n'a pas échappé. Ce type de conflit est parfois une nécessité afin de parvenir à un équilibre communautarisme. De là surgira des nouveaux rapports basés sur le respect des communautés et des cultures.

Cependant, pour ne plus en arriver là, il faudrait penser à l'éducation des communautés conférence sur conférence sur le droit de l'homme et libertés fondamentales. En se referant sur ces bases, il y'aura moins de conflit. Par illustration, pour éviter à une troisième guerre mondiale les sociologues, les anthropologues, les historiens et les spécialistes des conflits à l'échelle mondiale ont compris le « pourquoi ». C'est pour cette raison qu'ils ont crée au lendemain de la deuxième guerre, en 1946, l'UNESCO. Son objectif est pour contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, en resserrant, par l'éducation, la science, la culture, et la communication, la collaboration entre nations pour le respect des droits de l'homme. A partir donc de cette initiative, on remarque l'importance de cette institution, que depuis sa création, il n'y a jamais eu un troisième guerre mondiale. Plutôt elle a donné une nouvelle impulsion, ouvrant sur la mondialisation, la diversité culturelle, l'apprentissage d'une culture par le tourisme.

En définitive, il est de cet ordre pour les intellectuels Majungais, Malgaches et Comoriens de faire une synthèse. Il convient de rappeler que les hostilités de Majunga avaient gravement compromis les relations entre les Comores et Madagascar. Il a ainsi fallu attendre l'année 1986 pour voir

Se rétablir les relations normales entre les deux pays. C'est dans le domaine de transports en premier que les relations se sont établies, les deux compagnies (Air Comores et Air Madagascar) devenaient les vecteurs de cet accord de coopération bilatérale en facilitant la circulation des biens et des personnes. Cette desserte aérienne a naturellement facilité l'arrivée à Majunga d'un certain nombre de comoriens.

Parmi les Comoriens qui venaient à Majunga, certains d'entre eux furent des rescapés des hostilités de décembre. Ces rescapés étaient enthousiasmés par le souci de récupérer leurs maisons qu'ils avaient confiées à des connaissances (parmi eux, amis, anciens locataires, etc.). Mais à peine arrivés, ils seront frappés par la surprise de constater que les personnes censées veiller à la protection de leurs biens immobiliers s'en étaient rendues propriétaires. Les auteurs de ces manœuvres estimaient que les Comoriens partis pour ne plus revenir. Du coup, ils étaient obligés de verser des impôts réclamés d'autrefois aux propriétaires comoriens. Ils ont sans doute interprété cette perception de l'impôt foncier comme une reconnaissance de propriété.

Jusqu'à lors ce problème existe et peut éventuellement donner de nouveau glas à Majunga. Pour ce faire, il est l'heure pour les autorités de Majunga de prendre leur responsabilité afin d'éviter de nouvelles tensions. Etant donné qu'une nouvelle communauté des Zanatany se forme et se cherche. Il est par conséquent très dangereux qu'une telle situation frappe à nouveau sur cette ville car les Zanatany forment une force légitime au sein de la République Malgache.

BIBLIOGRAPHIE

1. OUVRAGE SUR L'OCEAN INDIEN EN GENERAL.

Charbonneau, R., 1979, *l'Afrique noire et Océan Indien francophone aujourd'hui*, 3^e édition, Paris : Editions Jeunes Afrique, pp372.

Calvet, J.L., 1977, *Madagascar, annuaire des pays de l'Océan Indien*, vol. III., p.365-374.

Delval, R., 1979, *les migrations comoriennes à Madagascar, flux et reflux. Migrations, minorités et échanges en Océan Indien, XIX-XX siècle ; Etudes et documents*, n°11, Institut d'histoire des pays d'ou tre mer, p.93-111,325-32 ; 341

Ferrand, G., 1902, *les musulmans à Madagascar et aux Iles Comores*. Paris : E.Leroux, 1891-, 3 vol., xi-165+11-131+204p.

Ottino, P., 1974, *Madagascar, les Comores et le Sud-Ouest*. (Projet d'enseignement et de recherches). Tananarive : Université de Madagascar, Etablissement d'Enseignement Supérieur des Lettres, pp.104, (publications du centre d'Anthropologie Culturelle et sociale.)

Toussaint, A., 1961, *Histoire de l'Océan- Indien*. Paris : P.U.F., pp.286.

2. Ouvrage sur Madagascar

Livre Blanc sur les hostilités de Majunga. Etat comorien, 1977, dossier Majunga.

Amnesty International, *Rapport 1977*, Paris : Publications Amnesty International. p. 257.

Battistini, R., 1967, *L ' Afrique australe et Madagascar*. Paris : P.U.F., pp.231

Blanchy, S., 1995, *Karana et Banians. Les communautés commerçantes d'origine indienne à Madagascar*. Paris : l'Harmattan, p.325

Boiteau, P., 1958, *Contribution à la l'histoire de la nation malgache*. Paris : Editions Sociales, p.431

Decary, R., 1941, *Les modalités et conséquences des migrations intérieures récentes de populations malgaches*. Tananarive : Imprimerie Officielle, p.49.

Decary, R., 1952, *Madagascar et Dépendances*. Paris : Société d'Editions Maritimes et Coloniales, p. 314

Deschamps, H., 1951, *les migrations intérieures passées et présentes à Madagascar*. Paris : Berger-Levrault, p.358

Deschamps, H., 1959, *Madagascar, Comores, terres australes*, Paris : Berger-Levrault, p.192.

Deschamps, H., 1972, *histoire de Madagascar*. 4^e édition, revue et complétée, Paris : Berger-Levrault, p.358

Gueunier, N. J., 1994, *les chemins de l'Islam à Madagascar*. Paris : l'Harmattan, p.192

Gueunier, N.J. et Fulgence, F., 1997, *Témoins de l'insurrection. Documents sur l'insurrection malgache de 1947*. Antananarivo : Foi et justice, p.163

Rabenoro, C., 1986, *les relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*. Paris : l'Harmattan. p.355

Rafidison, N., 1993, *conflits ethniques et leur résolution à Majunga (Madagascar) de 1740à aujourd'hui*. Travaux et Documents n° 22, série histoire, CEROI. Paris. p.122

Ralaimihotra, E., 1969, *Histoire de Madagascar*. Tananarive : Librairie de Madagascar. p.320

Rusillon, H., 1926, *le Boina, Madagascar*. Essai de géographie humaine. p.248 dactylographiées.

Tronchon, J., 1982, *l'insurrection malgache de 1947. Essai d'interprétation historique*. Fianarantsoa: Editions Ambojantany. p.399.

Spacensky, A., 1970, *Madagascar, cinquante ans de vie politique, de Ralaimongo à Tsiranana*. Paris : NEL. P.526

3. OUVRAGES SUR LES COMORES

Battistini, R., et Vérin, P., 1984, *Géographie des Comores*. Paris : Fernand Nathan, p. 144.

Chagnoux, H., et Haribou, A., 1980, *Les Comores*. Paris : P.U.F., p.128 (que sais-je ? 1829)

Chanudet, C., 1990, *Mohéli et les Comores dans le Sud- Est de l'Océan Indien*. Paris : INALCO. pp.154

Chouzour, S., 1994, *Le pouvoir de l'honneur. Organisation Sociale à Ngazidja*. Paris : l'Harmattan. p.284.

Djâbir, A., 1993, *Les Comores. Un Etat en construction*. Paris : l'Harmattan, p.189

Fasquel, J., 1991, *Mayotte, les Comores et la France*. Paris : l'harmattan, p.159

Faurec, U., 1941, *l'Archipel aux sultans batailleurs*. Tananarive : Imprimerie Officielle, .pp.74

Flobert, T., 1976, *les Comores. Evolution juridique et socio-politique...*Aix-Marseille centre d'Etudes et de Recherches sur les sociétés de l'Océan Indien, p.93

Gervey, A., 1980, *Essai sur les Comores*, Bandichery : A. Saligny, 1870, p. 307. (Réédition, Antananarivo : association Malgache d'Archéologie,)

Guy, P., 1968, *Compilation sur l'histoire des Comores*, S.P. p.47

klotchoff, J.C.,1989, *les Comores aujourd'hui*, Paris, Edit. J.A., p.239

Mahmoud, I., 2004, *Etat français et colons aux Comores (1912-1946)*. Paris : l'Harmattan, p.160

Manicacci, J., 1968, *les incursions malgaches aux Comores*, Tananarive, Imprimerie Officielle, p. 33.

Manicacci, J., 1939, *l'Archipel des Comores*, Tananarive, Imprimerie Officielle, , p.103

Martin, J., 1983, *Comores ; quatre îles entre pirates et planteurs (fin XVIII siècle 1875) Razzia malgache et rivalités internationales*, Paris, l'Harmattan, p.612+478

Mattoir, N., 2004, *les Comores de 1975 à 1990. Une histoire politique mouvementée*. Paris : l'Harmattan, p.192

Mury, F., 1908, *les Comores, les déboisés de nos colonies, le rattachement à Madagascar*, Paris, p.94.

Robineau, C., 1962, *Approche sociologique des Comores (Océan Indien)*. Paris : O.R.T.S.M., p.148

Robineau, C., 1966, *société et économie d'Anjouan*. Paris : O.R.T.S.M., p.260.

Saadi, A., 1988, *les Comores. Essai de bilan politico-économique depuis l'indépendance*. Paris : Académie des Hautes Etudes, p.380.

Tohir, M.A., 1985, *La République des imberbes*, (Roman comorien), Paris : l'Harmattan, p. 228.

Vérin, E.N., 1988, *les Comores dans la tourmente (vie politique de l'archipel, de la crise de 1976 jusqu'au coup d'Etat de 1978)*. Paris : INALCO, pp118.

Vérin, P., 1994, *les Comores*. Paris : Karthala, p248

4. THESES ET MEMOIRES

Ahmed, A.C., 1996, *Religion et politique aux Comores*. Thèse de doctorat, Paris : EHESS, p.490

Ailani, A.N., 1997, *contribution à l'étude de la population immigrée d'origine comorienne à Antananarivo*. Mémoire de Maîtrise de géographie, Antananarivo, p.115

Ali, M.M., *les Comoriens dans la région de Tuléar. Exemple : Tuléar et Ampanihy-Ouest*. Mémoire de Maîtrise de Géographie, université de Tuléar, 2003, p. 126

Celton, M., *les affrontements entre Malgaches et Comoriens en 1976 à Majunga : événements isolé ou échec de l'intégration d'une minorité ethnique immigrée ?* Mémoire de DEA, INALCO. Paris. 1994, pp.86 [cité par Ali Mohamed Gou, 2001-2002.]

(A.M) Daoud, 1997, *Essai de bibliographie sélective sur les relations Comores-Madagascar, des origines à nos jours*. Mémoire de Maîtrise d'Histoire, option Documentation, Antananarivo, p.104.

Kaissi, A., 2002, *contribution à la l'histoire de l'expérience révolutionnaire d'Ali Soilihi aux Comores (1975-1978)*, université de Toamasina, p.76

Miftahou, A.B., 1997, *La communauté comorienne à Tamatave de 1975 à 1978*, Université Toamasina, p.13

Mohamed, Y., 1998, *contribution à l'étude des migrations comoriennes à Madagascar*. Mémoire de Maîtrise en sociologie, Université de Tananarive, pp.135

Ayoub, M., 1983, *les Rapatriés de Madagascar*. Mémoire de l'ENES, Mvouni, p.09- 24

Mze, M., 1989, *les Sabena de la Grande-comore, étude d'une migration*. Mémoire de DEA, Paris, INALCO. p.230

Rabenoro, S., 1981, *les relations extérieures de Madagascar (1960- 1972)*, Thèse de 3^e cycles, Aix-Marseille III, p.386

Ranjarivelo, V., 1990, *les impacts urbains et régionaux des industries de la ville de Majunga*. Mémoire de Maîtrise de Géographie, Université de Tananarive, p.179.

Rasoamiaramanana, M., 1974, *aspects économiques et sociaux de la vie à Majunga entre 1862 et 1881*. Travail d'Etudes et de recherches, Tananarive, p.160.

Rasoamiaramanana, M., 1984, *le gouvernement de la province de Boina (Madagascar), 1862-1883*. Thèse pour le doctorat du 3^e cycles en Histoire, Aix-en-provence, p.473.

Roselys, S.B., 1994, *évangélisation de région du Boina au début de l'ère coloniale (1896-1920)*. Mémoire de Maîtrise, université de Tuléar, p.158

Said, A., 1998, *les stratégies d'intégration des Comoriens dans la société malgache de Tuléar*, université de Tuléar, p.122.

Said, M.M., 1994, *réflexion sur l'état de l'Islam et du comportement culturel des musulmans à Madagascar*. Mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Tananarive, p.154.

Vérin, P., 1972, *les échelles anciennes du commerce sur les côtes Nord de Madagascar*. Thèse d'Etat, Paris-2 (Lille : Atelier de Reproduction des Thèses, 1975), 2 vol., p.1028

Youssef, M.Y., 1997, *contribution à l'étude des migrations comoriennes à Madagascar*. Mémoire de Maîtrise en Sociologie, Tananarive, p.135

Youssef, K., 1988, *les Rapatriés de Majunga : 10 ans après*. Mémoire de l'ENES, Mvouni, p.24

5. ARTICLES

Les événements de Majunga : ... « *Une manœuvre de provocation impérialiste* »...*Madagascar s'explique*, Madagascar-Renouveau, 1^{er} trim.1977, 1977, p. 17-19, phot.

Ali, M.G., 2002 « *archéologie d'un génocide : le hostilité des Comoriens de Majunga* », Tarehi, 04, 2001-2002, p. 8-12.

Allibert, C., 1992 « *Cités-Etats et têtes de pont dans l'archipel des Comores* », Omaly sy Anio, 33-36, p. 115-132.

Adriamirado, S., 12 mars 1977, « un banal fait divers (incident comoro-malgache de décembre 1976) », *Madagascar Matin*, 1450, pp.08 [Article paru originellement dans *Afrique-Asie*]

Calvet, J.L., 1977, « *Madagascar (chronique politique et constitutionnelle)* », Annuaire des pays de l'Océan Indien, vol.3, 1976, p.347-394

Dandouau, A., 1933, « *la fondation de Majunga, légende Sakalava* », *Bulletin de Madagascar*, p.94-95

Decary, R., 1951, « *Malgaches et Comoriens au temps passés* », *Bulletin de Madagascar*, p.18-25.

Decraene, P., 1964, « *le problème des minorités étrangères à Madagascar* », Comptes rendus trimestriels de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, 4, p.183-193.

Delval, R., 1978, « *les Musulmans à Madagascar* », *L'Afrique et Asie modernes*, 115, p.28-46.

Devillard, J.M., 1977 « *Un témoignage sur le hostilité de Majunga* », *Le Monde*, 16-17 janvier. [Cité par Ali Mohamed Gou, 2001-2002.]

Donque, G., 1965, « *Le contexte océanique des anciennes migrations : vents et courants dans l'Océan Indien* », *Taloha*, 01, p.43-69.

Faurec, U., 1941 « *histoire de l'île de Mayotte dans l'Archipel des Comores* », Amicale des journalistes et Ecrivains Français de Madagascar, Cahiers Malgaches

. 1942, *Centenaire du rattachement à la France des Iles Nossi-Bé et Mayotte*, p.141-170.

Fremigacci, J., 1984, « Autocratie administrative et société coloniale dans la région de Majunga (1900-1940). Les dominants : appareil administratif, colons français et minorités étrangères », *Omalysy Anio*, 17, p. 393-433.

Gueunier, N.J., et Fanony, F., 1980, « Le mouvement de conversion à l'Islam et le rôle des confréries musulmanes dans le nord de Madagascar », *Asie du Sud-Est et Monde Insulindien*, 11, 1-4, p.151-168.

Hebert, J.C., 1984, « Documents sur les razzias malgaches aux Iles Comores et sur la côte orientale africaine (1790-1820). 1^{ère} partie : les invasions à Mayotte et Anjouan jusqu'en 1807 », *Etudes Océan Indien*, 3, p.5-60.

Isnard, H., 1953, « L'Archipel des Comores », *Cahiers d'Outre-Mer*, 2, p.1-22.

Jully, A., 1974, « Les immigrants arabes à Madagascar », *Taloha*, 6, p.143-149.

Landrieu, G., 1894, « Majunga, son importance, son avenir », *Revue maritime et coloniale*, pp.310-338.

Le Bourdieu, P., 1978, « L'implantation des minorités étrangères à Madagascar avant 1972 », *Annuaire des Pays de L'Océan Indien*, 5, p.37-67.

Mantoux, C., « La baie de Bombetoka et Majunga en 1852, d'après un rapport du commandant Fournier », *Bulletin de Madagascar*, 300, p. 393-404.

Ralibera, R., 16 janvier 1977, « Ce que représentaient les Comoriens à Majunga », *Lakron'i Madagasikara*, p. 5-6.

Ralibera, R., et autres, 16 janvier 1977, « fanampiana ny mpamaky hahafantatra bebe kokoa ny momba ny raharaha nitranga tany Mojanga. Akon'ny dian'ni Mompera Rémy Ralibera sy ny ekipany tany Mojanga, 5-7 zavatra 1977 », *Lakoran' i Madagasikara*, p. 1 & 8.

Rantoandro, G., 1981, « Une communauté mercantile du Nord-ouest, les Antalaotra », *Omalysy Anio*, 17-20, p.195-209

Rasoamiarimanana, M., 1981, « Un grand port de l'Ouest : Majunga (1861-1881) », *Recherche Pédagogique et culture*, 50, p.78-79.

Soilihi, A., 1999 « Pour mémoire. Comores -Madagascar : les retrouvailles, extrait de l'interview du président de la République [Ahmed Abdallah] de retour d'Antananarivo », *Al watwan*, 584, p.2

Valette, J., 1958, « Histoire du Boina de 1700 à 1840 » *Bulletin de Madagascar*, 119, p.852-858.

J Valette, 1967, « Majunga vu par Alfred Grandidier » *Bulletin de Madagascar*, 251-252, p388-390.

Vérin, P., 1967, « Introduction : les Arabes dans l'Océan Indien et Madagascar », *Taloha*, 2 (« Arabe et islamisés à Madagascar et dans l' Océan Indien »), p. a-c.

Vérin, P., 1972, « Commerce et activités économiques des côtes nord-ouest de Madagascar (XIX^e siècle), *Revue économique de Madagascar*, 6, pp.137-145.

Vérin, P., 1976, Migrations et contacts entre Madagascar et Outre-Mer jusqu'au XVIII^e siècle, *Annuaire des Pays de l'Océan Indien*, 03, p.73-82

Glossaire

Allah -le nom de Dieu en Arabe, la langue de la révélation. Il est employé dans

Les lectures et les formules de prière. Les Musulmans malgaches disent Zanahary, ou Ndronahary. Ils utilisent moins souvent le mot Andriamantra.

Anjouan – l'une des quatre îles constituant l'archipel des Comores, on appelle en Swahili Ndzouani. Habitants : Anjouanais (Malgache. Anjoany)

Antaisaka. L'une des groupes sociaux de la côte sud-est de Madagascar. **Voir Betsirebaka.**

Antalaotra- ou Antalaotsy (mot malgache signifiant étymologiquement '*gens de la mer*'). La population des petites villes commerçant échelonnées anciennement longue de la côte Nord -ouest de Madagascar. Les Antalaotra étaient musulmans. Toutefois ils ne semblent guère avoir eu d'influence religieuse sur les gens de l'intérieur avant le XIX^e siècle. Ils étaient bilingues, parlant à la fois le Swahili (Comorien) et le Malgache.

Betsirebaka. Sobriquet donné à Majunga et dans la région aux Antaisaka (v. ce mot) ils sont, par ailleurs réputés, disposés à accepter les travaux les plus durs. (Sens littéral "nombreux qui ne sont pas vaincus" ou " nombreux qui ne sont pas fatigués").

Confrérie. Congrégation des gens musulmans dont le but est à l'origine de guider les fidèles sur une voie conduisant à l'amour d'Allah. Le Twarika (v. ce mot) ou confrérie est organisé sous l'égide d'un sheik (v. ce mot) guidant sur la voie spirituelle des muridi. Etym. Mot arabe "tarîqa" voie chemin.

Coran. – la parole de Dieu reconstitué par le compagnon du prophète Ottoman. Cette parole divine fut révélée au prophète Muhammad par le truchement de l'ange Gabriel. Ce coran est écrit en Arabe, il se compose de chapitres, ou

sourates. Recueil des dogmes et de préceptes moraux, il est fondement de la civilisation musulmane, la source du droit, de la morale, de l'administration (islam)

Djirany. (Swahili ou com.) Les djirani se doivent secours et entraide mutuels. (Malg. Jirany)

Faritany- la plus grande circonscription administrative malgache, en vigueur de 1975 à 1994 ; aujourd'hui : province.

Firaisana. Circonscription administrative, en vigueur de 1975 à 1994, constituée par plusieurs fokontany en général à la commune actuelle.

Fivondronona. Circonscription administrative, entre le Faritany et le Firaisana, en vigueur de 1975 à 1994 ; correspond aujourd'hui au département.

Fokontany. Circonscription administrative de base, en vigueur de 1975 à 1994, constituée par un ou plusieurs villages ou hameaux ou en ville par un quartier.

Fomba. La coutume, l'usage. Selon l'étymologie, c'est 'ce qui est désigné d'être suivi, ce qui il faut suivre'.

Fundi. (Com) maître spirituel ; le mot s'applique aussi bien au maître artisan que religieux. Mais nous le rencontrons souvent pour désigner le maître (ou la maîtresse) de l'école coranique.

Grande-comore. La plus grande île de l'archipel des Comores. Habitants : Grand Comoriens. (Wangazidja, malg. Ajojo. Mais ce mot est péjoratif.

Imam. Le guide pour la prière (salat) autrement dit celui qui se place devant les autres fidèles, disposés en rangs, pour diriger les cinq prières du jour.

Jirany. Voir Djirany.

Karany ou karana. Nom donné à Madagascar aux originaires des Indes, qui font généralement métiers de commerçants. Au sens strict du mot, les Karana sont les Indiens musulmans, tandis que les Indiens hindouistes, moins nombreux dans ce pays, sont appelés Baniens. Mais en pratique tous sont souvent confondus aussi aux Pakistan ; on les appelle tous les Karany.

Madrassa. (Mot arabe signifiant ‘ ‘école’’) établissement d’enseignement religieux d’un niveau supérieur. Le *Madrassa* constitue, après l’école coranique où vont en principe tous les enfants à partir de quatre ans environ, le deuxième niveau de l’enseignement religieux. Assistent aux leçons non seulement des jeunes élèves (par exemple à partir de onze ans) mais aussi des adultes qui veulent approfondir leurs connaissances.

Mahorais. Voir Mayotte.

Maore. V. Mayotte.

Mayotte. L’une des quatre îles constituant l’archipel des Comores, mais ayant le statut de collectivité territoriale française. Habitants : mahorais, swah. Wamaoré, malg. Antimahory.

Merina. Nom d’un groupe social qui occupe le centre des hautes terres centrales. A Majunga, on les appelle Borozano (péjorativement)

Mohéli. La plus petite île de l’archipel des Comores. Habitants : Mohéliens. Com. Wamwali, Antimoaly.

Mosquée. (*De l’ar. Masjid ‘ lieu et prosternation*) le lieu de culte musulman. Com. Mkiri, malg. Moskiriny.

Mpanjaka. (Malg.) Roi (s). Dans la situation politique moderne, les chefs traditionnels de différentes régions, auxquels les autorités peuvent avoir recours pour résoudre certains conflits.

Mwali. V. Mohéli.

Ndzuani. V. Anjouan.

Pousse-pousse. Voiture légère tractée par un coureur pour le transport d’une personne.

Rotaka. (Malg) hostilité.

Sabena. Nom donné aux rescapés de Majunga en souvenir du boeing de la

Compagnie belge 'Air Sabena' qui a assuré leur rapatriement. Ce mot est péjoratif.

Shikoa. (Com) tontine. Système traditionnel qui réunit des personnes, hommes ou femmes, qui versent de l'argent dans un fonds commun ; l'argent est ensuite reversé à tour de rôle à chacune d'elles. Ce système permet d'investir quelque part.

Sakalava. Nom d'un groupe social de la côte ouest de Madagascar, autrefois un puissant royaume dont les princes divinisés reçoivent après leur mort un véritable culte.

SilamoMusulmans . (Malg) musulman, croyant. Le mot a souvent été pris comme un terme communautaire, et a servi à désigner les étrangers, notamment les Comoriens. Mais quand il est utilisé aujourd'hui, par exemple, dans le nom de l'association SilamoMusulmans Malagasy, le mot porte l'affirmation d'une confession indépendante des origines communautaires.

Wamaoré. V. Mayotte.

Wamoali. V. Mohéli.

Wanzouani. V. Anjouan

Wangazidja.V. Grande-comore.

Zanatany (malg). Litt. 'Fils de la terre' ou 'enfant du pays'. Dans le nord Madagascar, le terme de Zanatany désigne plus particulièrement les gens issus des mariages mixtes malgacho-comoriens.

SOURCES ORALES

<i>Noms et prénoms</i>	<i>Sexe</i>	<i>Age</i>	<i>Origine</i>	<i>Profession</i>	<i>Lieu et année de l'entretien</i>
<i>Abdou Bacar</i>	<i>M</i>	<i>63</i>	<i>Père : comorien Mère : Sakalava</i>	<i>Charpentier</i>	<i>Majunga, à son domicile (2005)</i>
<i>Abdullah dit Pêcheur</i>	<i>M</i>	<i>56</i>	<i>Père : comorien Mère : sakalava</i>	<i>Directeur des sociétés maritime et aérienne</i>	<i>Majunga, à son domicile, Manga (mars 2005)</i>
<i>Abodo Bako Maeva</i>	<i>M</i>	<i>65</i>	<i>Père : Comorien Mère : Sakalava</i>	<i>Chauffeur</i>	<i>Majuscule, à son domicile, Morafeno (mars 2005)</i>
<i>Ahmad Abasse Hussein</i>	<i>M</i>	<i>70</i>	<i>Malgache, originaire</i>	<i>commerçant</i>	<i>Majunga à son domicile mars 2005</i>
<i>Andriamalala Dit Robson</i>	<i>M</i>	<i>63</i>	<i>Malgache</i>	<i>Sans emploi</i>	<i>Majunga à son domicile mars 2005</i>
<i>Andriannosy Louis</i>	<i>M</i>	<i>63</i>	<i>malgache</i>	<i>Dir. Général de la sécurité, ex-capitaine de commandement regroupement de Majunga</i>	<i>Tananarive, à son domicile, avril 2005</i>

<i>Assoumani Moissi</i>	<i>M</i>	50	Malgache, né à Majunga de parent comorien	Chef de service au C.H.U	Majunga, à son bureau, mars 2005
BARQ Roland	<i>M</i>	80	<i>Français</i>	Prêtre catholique, missionnaire	Résidence des missionnaires spiritains à Majunga 2004
DJAMA Hassane	<i>M</i>	48	Malgache, père Somalien et mère Sakalava	Prédicateur et bureaucrate	Majunga, mosquée Zanatany (mars 2005)
FREDO	<i>M</i>	64	<i>Malgache</i>	Retraité, chef fokontany de Matsindjo, Majunga	Majunga, à son bureau (mars 2005)
HASSANE Toyibina	<i>M</i>	79	<i>comorien</i>	Ancien marin sur les boutres	Majunga, à son domicile (mars 2005)
HOUMADI Moustoifa	<i>M</i>	72	<i>Comorien</i>	Retraité à la préfecture de Majunga	Majunga, à son domicile (mars 2005)
MASSOUND I Hamidoun	<i>M</i>	60	Antalaotra, comorien	Professeur.d'histoire à l'école normale de Mahabibo	Majunga, à son Bureau.(mars 2005)

MOHAMED Hachim	M	79	Antalaotra Comorien	Retraité, ancien journaliste	Majunga, à la mosquée Zanatany (mars 2005)
MOUHOUDH OIRE Thouen	M	70	Comorien	Commerçant	Ouani (Anj.Com.) A son domicile
RABARIZOA NA Benjamin	M	75	Malgache	Retraité au service provincial de finance de Majunga	Majunga, à son domicile (mars 2005)
RANGERS Latmer	M	65	Malgache	Ancien journaliste	Faravohitra (Tananarive), à son domicile (avril 2005)
RADJAB AREMA dit	M	61	Antalaotra	Bureaucrate et Politicien	Majunga, à la mosquée mbadjini (mars 2005)
RICHELSON Henry	M	61	Malgache	Retraité à la gendarmerie	Majunga, à son domicile (mars 2005)
YOUSOUF Assoumane ben	M	50	Zanatany	Professeur de collège	Majunga, au collège normal de Mahabibo

*Liste alphabétique des personnes interrogées*⁵³

⁵³ Dans ce tableau, on a donné des indications sur la nationalité ou l'origine des personnes que nous avons interrogées, seulement dans la mesure où ces indications étaient pertinentes. Ainsi nous n'avons pas indiqué, bien que nous l'avons su, si tel ou tel témoin est Grand comorien ou Anjouanais, dans une perspective où il nous a parlé en tant que représentant le milieu comorien et non une île en particulier. De même, nous n'avons pas noté pour les témoins malgaches, le milieu social, (Merina, Sakalava, ...) pour le même raison : ils m'ont parlé en tant que représentant le milieu malgache et non un groupe social. Pour les personnes issues des mariages mixtes, il en

TABLE DES MATIERES

allait différemment. Là, il était intéressant de noter leur origine, qu'ils nous précisaient eux-mêmes. On touche ainsi donc à la notion de *Zanatany*.

LE KAFA (EMEUTE) DE MAJUNGA DU 20 AU 23 DECEMBRE 1976

DEDICACE.....	
INTRODUCTION.....	1
LES SOURCES	8
CHAPITRE I : PRESENTATION DE LA VILLE DE MAJUNGA.....	18
1] HISTORIQUE DE LA VILLE DE MAJUNGA.....	18
2] MAJUNGA, TERRE D'ACCUEIL.....	19
2] FACTEURS HUMAINS ET ECONOMIQUE	23
3-1] Evolution démographique avant et après les hostilités.....	23
4] MIGRATION ET GROUPE SOCIAL.....	28
CHAPITRE II : CONTEXTE COLONIAL DE MADAGASCAR DEPUIS 1900 JUSQU'A 1976	36
1] LES DIFFERENTS INCIDENTS SUBIS PAR LES IMMIGRES (1904-1975).....	36
1-1] La campagne anti-musulmane de l'administration coloniale ...	36
1-2] Hostilité anti- policier comorien à Tamatave en 1946.....	43
2] CADRE POLITIQUE DE MADAGASCAR PENDANT	

LA COLONISATION.....	46
2-1] Un contexte de tension sociale larvée à Majunga	50
2-2] Les préjugés.....	51
3] LES CRISES DE L'ANNEE 1976 ET L'ETAT MALGACHE.....	54
3 -1] La mort du premier ministre (30 JUILLET 1976).....	54
3-2] La montée des périls.....	55
4] LES COMORIENS DANS LA SOCIETE MAJUNGAISE (1900-1976)...	59
4-1] L'insertion des Comoriens dans la ville de Majunga	59
4-2] Le favoritisme à l'égard des Comoriens sous la première République (1960-1975).....	61
CHAPITRE III : LES HOSTILITÉS DE DECEMBRE 1976 A MAJUNGA.....	64
1] LE DECLENCHEMENT DES HOSTILITES.....	64
2] LA MONTEE DES GROUPE DE TUERIES	67
2-1] Les voisins et des victimes	70
2-2]Les dessous du Kafa	71
2-3]L'attitude de force de l'ordre.....	73
CHAPITRE IV : LES LIEUX DE REFUGES, RAPATRIEMENT ET BILAN INCERTAIN	79
1] LES LIEUX DE REFUGES , LES ESCAPES	79
2] - LE BILAN INCERTAIN	80

3] RAPATRIEMENT DES RESCAPES COMORIENS	83
CHAPITRE V : EXPLICATIONS SOCIALES ET PACTE DE COHABITATION	95
1]EXPLICATION SOCIALE	95
2] PACTES DE COHABITATION	101
3] LES CONSEQUENCES	105
3-1]Les impactes sociaux et économiques	106
3-2] Les conséquences politiques	1109
CONCLUSION.....	114
ANNEXE I	119
ANNEXE II.....	123
ANNEXE III.....	128
BIBLIOGRAPHIE.....	137
GLOSSAIRE.....	146
SOURCES ORALES.....	150
TABLE DES MATIERES.....	153

